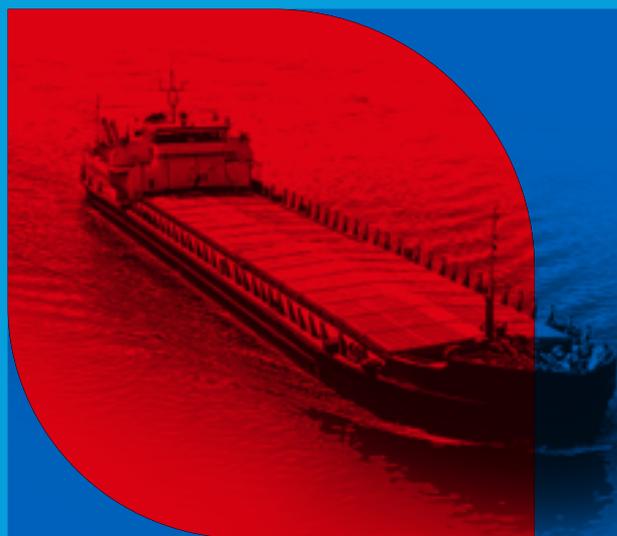


CNUCED

 **RAPPORT ANNUEL 2022**

Relever le défi

**Le pouvoir
transformateur
du commerce
en période de crise**



**Nations
Unies**

6

faits et chiffres sur la **CNUCED**



195

États
membres



698

personnes
dans l'équipe



81

millions de dollars des
États-Unis de budget
ordinaire pour 2022



53

millions de dollars des
États-Unis de dépenses
de coopération technique



239

publications, et documents
de recherche et d'analyse



225

projets
dans 73 pays

CNUCED

 **RAPPORT ANNUEL 2022**

Relever le défi

Le pouvoir
transformateur
du commerce
en période de crise



**Nations
Unies**

Genève, 2023

Programmes et missions de la CNUCED

La CNUCED est la principale institution s'occupant du commerce et du développement au sein du système des Nations Unies. Elle aide les pays en développement à accéder de façon plus équitable et efficace aux retombées d'une économie mondialisée.

La CNUCED propose des analyses économiques et commerciales, facilite la recherche de consensus et offre une assistance technique. Elle aide ainsi les pays en développement à tirer parti du commerce, de l'investissement, du financement et de la technologie pour parvenir à un développement inclusif et durable.



Mondialisation, interdépendance et développement

La CNUCED s'emploie à promouvoir le développement inclusif et durable, la croissance, l'emploi et le travail décent pour tous, ainsi que des solutions durables aux problèmes d'endettement des pays en développement.



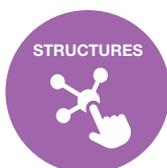
Investissement et entreprises

La CNUCED contribue à des initiatives axées sur la croissance inclusive et le développement durable. Dans ce cadre, elle encourage l'investissement et le développement des entreprises, renforce les capacités productives et stimule la création d'emplois.



Commerce international et produits de base

La CNUCED œuvre à ce que s'opèrent, par le commerce international et les produits de base, les transformations nécessaires pour créer un monde plus inclusif, plus résilient, plus durable et plus prospère. Elle appuie la diversification économique, le renforcement des économies et le multilatéralisme.



Technologie et logistique

La CNUCED soutient des initiatives visant à tirer parti de l'innovation et de la technologie, notamment du commerce en ligne et de l'économie numérique. Cela a pour effet d'améliorer la logistique commerciale et de renforcer les capacités humaines dans l'optique d'un commerce et d'un développement inclusifs et durables.



Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux

La CNUCED contribue à renforcer l'intégration dans l'économie mondiale de l'Afrique, des pays les moins avancés et des autres pays se trouvant dans une situation particulière, en élaborant des politiques qui réduisent la pauvreté et stimulent les capacités économiques.

Table des matières

| | |
|----|--|
| 2 | Programmes et missions de la CNUCED |
| 5 | Avant-propos de la Secrétaire générale |
| 6 | Cabinet de la Secrétaire générale |
| 10 | Aider les États membres |
| 12 | Une communication renforcée |
| 14 | L'année 2022 en bref |
| 16 | Le Pacte de Bridgetown |
| 18 | La réponse de l'ONU aux crises mondiales |
| 22 | Principales publications |
| 24 | Mondialisation, interdépendance et développement |
| 30 | Investissement et entreprises |
| 38 | Commerce international et produits de base |
| 48 | Technologie et Logistique |
| 58 | Afrique et pays les moins avancés |
| 66 | Statistiques |
| 70 | Donateurs et contributeurs de la CNUCED |
| 71 | Projets et couverture géographique |
| 72 | Faits saillants dans le domaine de la gestion |
| 74 | Bureau à New York |
| 75 | L'équipe dirigeante de la CNUCED en 2022 |
| 76 | Le personnel de la CNUCED |
| 80 | Contacteur la CNUCED |



La présente publication a été revue par un service d'édition externe.



Rebeca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED

Avant-propos de la Secrétaire générale

L'an dernier, de nouveau, le monde a été plongé dans la crise. La guerre en Ukraine, les catastrophes climatiques et la hausse du coût de la vie ont porté un coup d'arrêt à la fragile reprise qui avait suivi la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) en 2021. Les prix des produits alimentaires et de l'énergie ont atteint des niveaux sans précédent, ce qui a fait progresser la pauvreté et l'insécurité alimentaire de façon alarmante. La hausse des taux d'intérêt a alourdi le fardeau de la dette, ce qui a ouvert la voie à un exode des capitaux et à une dépréciation monétaire dans les pays du Sud. Les catastrophes climatiques se sont aggravées, tandis que les tensions géopolitiques ont continué de perturber le système commercial mondial.

La CNUCED se devait de relever le défi de ces « crises en cascade ». En mars 2022, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a créé le Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises alimentaire, énergétique et financière pour aider à lutter contre les conséquences de la guerre en Ukraine pour le développement mondial. La CNUCED a joué un rôle clef dans cette instance, dont elle a coprésidé le groupe chargé des questions financières et coordonné l'équipe spéciale. Dans ce contexte et sous la direction du Secrétaire général de l'ONU, la CNUCED est devenue l'un des principaux négociateurs des deux accords conclus à Istanbul en juillet 2022, à savoir le Mémoire d'accord entre la Fédération de Russie et l'ONU visant à permettre l'accès sans entrave des produits alimentaires et des engrais russes aux marchés mondiaux et l'Initiative de la mer Noire. Ces accords ont contribué à réduire le coût des produits alimentaires, tout en permettant de stabiliser les marchés mondiaux et de les maintenir ouverts.

Parallèlement, les publications phares de la CNUCED ont apporté un éclairage indispensable sur les événements qui ont secoué l'économie mondiale l'an dernier : l'inflation alimentée par des chocs du côté de l'offre, les conséquences des accords mondiaux en matière de fiscalité pour le développement, les perturbations de la logistique maritime, l'élimination de la dépendance à l'égard des produits de base grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine. En outre, la CNUCED a progressé dans l'exécution des mandats découlant du Pacte de Bridgetown, notamment pour ce qui est d'améliorer la coordination entre les divisions et de prouver l'utilité de son action en temps de crise. En récompense de ces efforts, le Conseil du commerce et du développement a vu croître la portée et l'étendue de l'engagement des États membres.

Cependant, le chemin à parcourir est encore long. Le monde est toujours en crise : la stabilité financière internationale est remise en question et la crise du coût de la vie ne faiblit pas. Il est donc d'autant plus urgent de procéder aux quatre transformations prévues par le Pacte de Bridgetown pour renforcer la résilience, combler les lacunes et recouvrer la capacité d'atteindre les objectifs de développement durable. Les résultats qui seront obtenus cette année donneront le ton pour les célébrations du soixantième anniversaire de la CNUCED, en 2024, et la tenue de la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en 2025.

La mission est de taille, mais nous ne ménagerons pas nos efforts. Les temps changent, mais la CNUCED saura s'adapter.



Rebeca Grynspan
Secrétaire générale de la CNUCED

Cabinet de la Secrétaire générale

L'année 2022 a été marquante pour le monde et pour la CNUCED. La pandémie de COVID-19 a bouleversé plusieurs domaines dont la responsabilité revient à la CNUCED dans le système des Nations Unies tels que le commerce, le financement, la dette, la technologie, le développement durable et la logistique. Dès le mois de février 2022, la guerre en Ukraine, dans toutes ses dimensions, a commencé à produire des effets en cascade alarmants, dans un monde déjà éprouvé par la COVID-19 et les changements climatiques, ce qui a eu de graves répercussions sur l'économie mondiale et, en particulier, sur les personnes vulnérables et les pays en développement.

Un nouveau projet stratégique pour la CNUCED



La Secrétaire générale de la CNUCED Rebeca Grynspan prend la parole à la soixante et onzième réunion directive du Conseil du commerce et du développement le 10 février 2022.

La Secrétaire générale, Rebeca Grynspan, a présenté un nouveau projet stratégique de la CNUCED à la soixante et onzième réunion directive du Conseil du commerce et du développement, en février, pour répondre à ces problèmes nouveaux. Ce nouveau projet stratégique vise à produire des résultats mutuellement bénéfiques, à faire des arbitrages et à intégrer les questions environnementales et liées aux changements climatiques dans les politiques de développement. La Secrétaire générale a présenté la stratégie adoptée pour améliorer l'efficacité de la CNUCED et adapter ses travaux aux engagements issus du Pacte de Bridgetown, adopté à la quinzième session de la Conférence, et promouvoir une économie plus durable, plus inclusive et plus résiliente. Cette stratégie souligne aussi la nécessité de tenir compte de la dimension de genre dans le commerce et le développement.

Avec cette nouvelle stratégie, la CNUCED vise à promouvoir une économie plus durable, plus inclusive et plus résiliente, à améliorer le financement du développement et à redynamiser le multilatéralisme. Elle atteindra ces objectifs en collaborant étroitement avec les membres divers qui la composent et en veillant à un dialogue et des échanges efficaces et féconds.

Pour renforcer encore la capacité spécifique de la CNUCED de mener des travaux de recherche et d'analyse fondés sur des données factuelles, et apporter des solutions de développement durable dans tous les secteurs de recherche, la Secrétaire générale a mis en place un nouveau service indépendant chargé des statistiques en 2022. Ce service veillera à l'assurance qualité

des statistiques, coordonnera la normalisation et la cohérence des statistiques au niveau de l'organisation et renforcera l'emploi des données comme atout stratégique. Elle soutiendra aussi l'action de la CNUCED dans des domaines essentiels comme l'initiative « Au-delà du PIB » du Secrétaire général de l'ONU, l'initiative SDG Pulse, les indicateurs Sud-Sud et l'indice de vulnérabilité relatif aux petits États insulaires en développement.

La CNUCED a revu sa politique de publication en 2022 afin d'améliorer la cohérence et la coordination de ses activités et de couvrir de nouveaux domaines. Des groupes de travail interdivisions ont été constitués dans des domaines clés comme les statistiques, la coopération technique et l'intégration de la dimension de genre. En outre, un groupe de travail consacré au G-20 a été créé pour renforcer l'action de tous les acteurs du système des Nations Unies et associer d'autres acteurs du développement à des mesures de politique générale qui aident les pays en développement.

Contribution du Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises alimentaire, énergétique et financière



© UN Photo/Eskinder Debebe | La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, s'adresse à la presse à l'occasion de la publication du premier rapport du Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies, sur les conséquences à l'échelle mondiale de la guerre en Ukraine pour l'alimentation, l'énergie et le financement, aux côtés du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et de la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, le 13 avril 2022.

En mars, peu après le déclenchement des hostilités en Ukraine, la CNUCED a publié un rapport d'évaluation rapide intitulé « *The Impact on Trade and Development of the War in Ukraine* », qui traite des conséquences du conflit pour le commerce mondial et le développement.

Les conclusions du rapport ont confirmé une dégradation rapide des perspectives de l'économie mondiale, dans une conjoncture marquée par la hausse des prix des produits alimentaires, des combustibles et des engrais, une instabilité financière accrue, une restructuration complexe des chaînes d'approvisionnement mondiales et une augmentation des coûts du commerce.

Cette situation qui a rapidement évolué a créé des problèmes, notamment aux pays en développement, les pays d'Afrique et les pays les moins avancés, en particulier, se trouvant particulièrement exposés aux incidences du conflit sur les coûts commerciaux, les prix des produits de base et les marchés financiers.

Le rapport en question a alimenté les débats au sein du système des Nations Unies et il en a été tenu compte au moment de la création par le Secrétaire général, en mars, du Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises alimentaire, énergétique et financière. L'objectif du groupe était d'aider les décideurs à mobiliser des solutions et élaborer des stratégies face aux crises alimentaire, énergétique et financière interdépendantes nées de la guerre en Ukraine.

Le Groupe d'intervention mondiale a exhorté tous les pays à préserver l'ouverture des marchés de produits alimentaires, à s'abstenir d'imposer des restrictions injustifiées et non nécessaires à l'exportation et à mettre des ressources à la disposition des pays vulnérables. Il a aussi invité à accélérer le déploiement des investissements dans les énergies renouvelables et exhorté le G-20 et les institutions financières internationales à faire d'urgence le nécessaire pour accroître les liquidités et la marge d'action budgétaire, pour permettre aux pays d'assurer des filets de sécurité aux populations les plus vulnérables.

La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, a coordonné les travaux de l'Équipe spéciale du Groupe d'intervention mondiale, organisée en trois secteurs d'activité (alimentation, énergie et financement), la CNUCED codirigeant celui du financement. L'Équipe spéciale a engagé un travail de données, d'analyse et de formulation de recommandations et solutions pour faciliter les décisions et les activités de plaidoyer du Groupe d'intervention mondiale et du Secrétaire général de l'ONU.

En novembre et en décembre 2022, des accords ont été acceptés par les Pays-Bas et l'Espagne en vue de contributions à la CNUCED d'un montant de 1,9 million de dollars et de 1,5 million d'euros, respectivement, pour financer les travaux du Groupe d'intervention mondiale.

La Secrétaire générale Grynspan dirige l'application un mémorandum d'accord avec la Fédération de Russie visant à garantir la sécurité alimentaire dans le monde

Pour faire face à la flambée des prix alimentaires en 2022, il a été urgent d'agir afin de garantir l'accès aux marchés mondiaux des produits alimentaires et des engrais en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Le Secrétaire général des Nations Unies a proposé des mesures pour remédier à la crise alimentaire mondiale, ce qui a débouché sur la conclusion, en juillet, à Istanbul, de l'Initiative de la mer Noire et d'un mémorandum d'accord avec la Fédération de Russie. Ces accords visent à réintégrer les produits alimentaires et les engrais en provenance d'Ukraine et de Russie sur les marchés mondiaux.

L'ONU a institué une équipe spéciale ayant ses locaux à la CNUCED pour superviser la mise en œuvre du mémorandum d'accord, ce qui a facilité l'accès des produits alimentaires et des engrais en provenance de la Fédération de Russie aux marchés mondiaux.

En octobre, la Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, a souligné la nécessité de poursuivre l'Initiative de la mer Noire et de donner effet au mémorandum d'accord passé avec la Fédération de Russie. Elle en a souligné l'importance pour la sécurité alimentaire dans le monde et a exhorté toutes les parties à ne ménager aucun effort pour appliquer les deux accords.



La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 31 octobre 2022.



Pedro Manuel Moreno est nommé Secrétaire général adjoint de la CNUCED

En novembre, le Secrétaire général de l'ONU a annoncé la nomination de Pedro Manuel Moreno (Espagne) au poste de Secrétaire général adjoint de la CNUCED, au rang de Sous-Secrétaire général de l'ONU.

M. Moreno apporte à la CNUCED plus de 20 ans d'expérience dans les institutions multilatérales, y compris au sein du système des Nations Unies, où il a occupé différents postes programmatiques, dirigeants et stratégiques, sur le terrain et au Siège de l'ONU.

La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, a salué cette nomination en ces termes : « Je suis convaincue que la trajectoire de M. Moreno à l'ONU et dans le système multilatéral, et son engagement en faveur du développement seront un atout majeur pour la CNUCED dans le contexte des efforts actuels pour renforcer l'organisation et mieux soutenir des pays en butte à des difficultés croissantes dans le développement durable et le commerce ».

Aider les États membres

En 2022, les turbulences liées à la pandémie s'atténuant, il a de nouveau été possible d'accueillir des manifestations à la CNUCED et d'y assister en présentiel, ce qui a permis une collaboration de meilleure qualité avec les partenaires intergouvernementaux.

Comme d'autres organisations, la CNUCED est entrée dans une « nouvelle normalité », en lançant de nouvelles initiatives et en tirant parti d'une participation en direct renouvelée. En particulier, en faisant davantage entendre son point de vue et en contribuant à des dialogues de haut niveau, la CNUCED a conforté sa place sur la scène internationale. Ses idées essentielles sur le commerce et le développement comme vecteurs de paix et de prospérité ont été reconnues.

Une nouvelle organisation dynamique du travail après la pandémie de COVID-19

La CNUCED est ainsi entrée dans une nouvelle normalité en 2022 au sortir de la pandémie de COVID-19, son personnel revenant de plus en plus travailler sur place. Pour gérer la nouvelle normalité, elle s'appuie sur l'expérience du travail à distance acquise pendant la pandémie et prend en considération l'apport des technologies de l'information aux réunions en présentiel.

Le rôle de l'ONU dans la gestion des crises mondiales

Le Groupe intergouvernemental d'experts du financement du développement a fait date en dégagant un consensus sur des questions où les positions divergeaient jusqu'à présent.

Il s'est déclaré préoccupé par les effets des multiples crises qui sévissent dans le monde, a pris acte de l'action menée actuellement par l'ONU dans ce contexte et a traité diverses questions relatives à la dette, à la mobilisation des ressources, aux liquidités et à l'aide publique au développement.

Un renouveau du dialogue avec les États membres

Conformément au Pacte de Bridgetown, la CNUCED a créé un registre en ligne des décisions et des textes adoptés par le Conseil du commerce et du développement et ses organes subsidiaires. Ce registre est accessible par le portail des représentants ou à l'adresse <https://unctad.org/boardactions-search>.

Dans le cadre de ses efforts constants pour renforcer son appui aux États membres, la CNUCED a réorganisé le portail des représentants, guichet unique visant à faciliter la participation des représentants des États membres au mécanisme intergouvernemental de la CNUCED.

Maintenir les États membres informés et décidés à agir

En 2022, le Conseil du commerce et du développement et ses organes subsidiaires ont tenu 19 réunions à Genève. La CNUCED a établi 55 documents pour ces réunions et pour la Commission de la science et de la technique au service du développement, en respectant les délais pour 100 % des documents d'avant-session relevant du système des créneaux pour la dixième année consécutive. En outre, elle a publié 19 rapports pour rendre compte des résultats de ces manifestations intergouvernementales.



FAIT MARQUANT

Des femmes réfléchissent aux crises d'une rare ampleur que le monde connaît actuellement

Afin de mettre à l'honneur le leadership féminin mondial, le Conseil du commerce et du développement a tenu sa première réunion de haut niveau depuis la quinzième session de la Conférence **sous la direction de Rebeca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED, et en présence de Mia Mottley, Première Ministre de la Barbade, de Sigrid Kaag, Vice-Première Ministre et Ministre des finances du Royaume des Pays-Bas, et d'Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'ONU.**

Il a été question des crises interdépendantes actuelles, notamment de la crise mondiale du coût de la vie, inédite depuis une génération, qui sévit depuis 2020, la guerre en Ukraine, et les changements climatiques et leurs effets persistants, qui font progresser la pauvreté, les inégalités et le surendettement.



La CNUCED a organisé plus de 100 manifestations cette année

En 2022, la CNUCED a organisé 112 manifestations qui ont rassemblé au total 12 986 participants. Ce chiffre est en baisse par rapport à 2021 en raison de la tenue l'an dernier du Forum mondial de l'investissement, auquel 3 750 personnes s'étaient inscrites. Si l'on exclut le Forum mondial de l'investissement de 2021, le nombre de participants inscrits en 2022 a augmenté de plus de 2 000 par rapport à 2021.



Le nombre de participants a augmenté de plus de **2 000** par rapport à 2021

En 2022, le Conseil du commerce et du développement et ses organes subsidiaires ont organisé 19 réunions à Genève



**Je m'emploierai à doter
la CNUCED d'une stratégie
de communication rénovée
et ambitieuse.**

**Moins audibles, nous
sommes moins efficaces.**

Rebeca Grynspan

Secrétaire générale de la CNUCED

À la soixante et onzième réunion directive
du Conseil du commerce et du développement
(Genève, 10 février 2022)

Mieux communiquer pour se faire entendre

 **Des activités de communication et de relations extérieures axées sur l'innovation, les priorités et les résultats.**

La visibilité des activités de la CNUCED progresse de 24%

Forte d'un nouveau plan de communication stratégique pour 2022, la CNUCED a poursuivi son repositionnement institutionnel et renforcé sa cohérence interne pour :

- ▶ **Donner le ton dans les débats sur le commerce, l'économie et le développement au niveau mondial ;**
- ▶ **Apporter un éclairage crédible émanant de spécialistes internationaux, formuler des solutions et montrer la pertinence des travaux de la CNUCED face aux problèmes mondiaux communs ;**
- ▶ **Susciter l'adhésion aux recommandations de la CNUCED en inspirant et en mobilisant un public large et varié au niveau mondial :**

Les grands médias internationaux suivants ont notamment couvert les travaux de la CNUCED : *Bloomberg, Financial Times, New York Times, Washington Post, Wall Street Journal, Le Monde, Radio France, BBC et El País.*

La CNUCED a aussi été largement évoquée par les publications *South China Morning Post, People's Daily, Jeune Afrique, Ria Novosti, Sputnik, Mint, The Hindu et Valor Economico*, les chaînes de télévision *CGTN, CNN, CNBC États-Unis, CNBC Afrique, Al Jazeera et Al Arabiya* et plusieurs médias d'autres pays en développement qui ont couvert les activités de la CNUCED dans différentes langues.



En 2022, la CNUCED
est apparue dans plus de

120 500

articles de presse
à travers le monde
soit une progression de

24 %

par rapport à 2021

La CNUCED prend place au cœur du débat économique grâce à un podcast

Dans le podcast « The Weekly Tradecast », lancé en juillet 2022, la CNUCED s'intéresse aux conséquences des principaux événements économiques pour les pays en développement et des milliards d'habitants de la planète.

Vingt-six épisodes ont été diffusés en 2022, dont deux avec la participation de la Secrétaire générale Rebeca Grynspan. Pour d'autres épisodes, la CNUCED a fait appel à certains de ses nombreux spécialistes pour donner leur point de vue sur des questions d'actualité allant de la crise du coût de la vie à l'augmentation de l'endettement des pays en développement, et a ainsi pris place au cœur du débat sur l'économie et le développement.

En décembre, la série avait totalisé plus de 9 500 auditeurs et s'était classée parmi les 100 premières émissions en Suisse sur Apple Podcasts. La série « The Weekly Tradecast » continue d'être diffusée tous les jeudis, attirant un public toujours plus large parmi les organisations multilatérales, les médias et le grand public.



Le nouveau podcast de la CNUCED a totalisé plus de **9 500** auditeurs en 2022

Renforcement des communications numériques

La CNUCED a accru ses investissements dans les communications numériques pour renforcer sa stratégie d'image et garantir la cohérence de ses messages au public sur les grandes questions. De nouvelles fonctionnalités ont été adoptées, notamment une représentation visuelle des données, afin de transmettre plus efficacement les messages sur les grandes questions de façon à retenir davantage l'attention et inciter à l'action.

Parmi les autres améliorations apportées au site Web, on mentionnera des « mini-sites » interactifs utilisés pour présenter les principales publications et manifestations de la CNUCED, un centre de presse amélioré qui a renforcé le dialogue avec les journalistes et un portail des représentants remanié à l'usage des États membres.

La CNUCED a diffusé un grand nombre de produits multilingues de communication numérique, notamment 211 articles d'actualité, dont 20 sont parus (en anglais, en français et en espagnol) sur la page d'accueil mondiale de l'ONU, soulignant les principales positions de la CNUCED et relatant des succès à dimension humaine.

La CNUCED a aussi publié 239 publications, des documents de recherche et d'analyse, 88 documents destinés à des réunions intergouvernementales et des renseignements sur 365 manifestations relatives à ses projets et programmes.



La consultation du site UNCTAD.org a progressé de **7,7 millions** pages consultées

Les publications de la CNUCED ont été téléchargées **1 million** de fois

Liens renforcés avec le public

Les canaux de médias sociaux de la CNUCED ont amplifié ses principales recommandations de politique générale et ont rapproché l'organisation du public en privilégiant la clarté des messages, l'innovation, les produits sur mesure et la cohérence d'image.

Les messages de médias sociaux de la CNUCED sont parvenus directement à 6,2 millions de personnes et ont atteint 28 millions d'utilisateurs supplémentaires grâce à une collaboration et une coordination étroites avec les comptes de médias sociaux de l'ensemble du système des Nations Unies.

Les canaux Twitter, Facebook, LinkedIn, Instagram et YouTube de la CNUCED ont rallié 88 000 nouveaux abonnés en 2022, soit 16 % d'augmentation par rapport à 2021, ce qui a porté le nombre total d'abonnés à plus d'un demi-million.

Nos vidéos – dont beaucoup sont disponibles dans les six langues officielles de l'ONU et en portugais – ont été visionnées plus de 377 000 fois sur les médias sociaux.



La présence de la CNUCED sur les médias sociaux a progressé de

+ 16 % en nombre d'utilisateurs par rapport à 2021, totalisant **un demi-million d'abonnés** toutes plateformes confondues

Partenariats à impact

La CNUCED a noué des partenariats pour donner plus d'écho à ses communications. Elle a coopéré avec la Télévision des Nations Unies à Genève sur une série vidéo commune intitulée « Hard choices » (Face à des choix difficiles).

Filmée en Ukraine, à Sri Lanka, au Pérou et en Tunisie, cette série évoque les conséquences d'une crise du coût de la vie inédite depuis une génération pour les populations vulnérables et ce que fait l'ONU pour aider celles-ci.

Elle a été diffusée sur la chaîne de télévision publique allemande Deutsche Welle et est disponible sur le site Web « la Télévision en ligne » des Nations Unies.



Nos vidéos ont été vues plus de **377 000** fois sur les médias sociaux

L'année 2022 en bref

■ Faire œuvre utile dans le monde



La direction de la CNUCED

Voici un an que **Rebeca Grynspan** est entrée dans l'histoire en devenant la **première femme** à accéder au poste de **Secrétaire général de la CNUCED**



Pedro Manuel Moreno

a été nommé **Secrétaire général adjoint** en novembre 2022



La CNUCED sur la scène internationale

- ▶ **Initiative de la mer Noire**
- ▶ **Mémorandum d'accord** sur la facilitation des exportations de produits alimentaires et d'engrais russes vers les marchés mondiaux
- ▶ **Manifestation parallèle de la Commission des questions économiques et financières de l'Assemblée générale des Nations Unies**
- ▶ **Groupe d'intervention mondiale face aux crises**
- ▶ Appel en faveur de **solutions multilatérales renforcées à la crise de la dette**
- ▶ Sensibilisation à la nécessité d'un **financement accru des objectifs de développement durables**
- ▶ **Utilisation des produits statistiques de la CNUCED** par l'ensemble du système des Nations Unies

Travaux de recherche et d'analyse faisant référence sur le plan mondial

Les spécialistes de renommée mondiale de la CNUCED ont produit plus de 200 rapports et outils en ligne, dont :

- ▶ **6 publications majeures** : le *Rapport sur le développement économique en Afrique* (en juillet), le *Manuel de statistiques* (en décembre), le *Rapport sur les pays les moins avancés* (en novembre), l'*Étude sur les transports maritimes* (en novembre), le *Rapport sur le commerce et le développement* (en octobre) et le *Rapport sur l'investissement dans le monde* (en juin)
- ▶ **3 livraisons du *Global Trade Updates*** en décembre, en juillet et en février
- ▶ **4 livraisons du *Global Investment Trend Monitors*** en octobre, en avril et en janvier
- ▶ **15 notes de synthèse** parues entre janvier et décembre 2022 sur les questions prioritaires pour le commerce et le développement
- ▶ **1 rapport paru en juin sur les conséquences de la crise de la COVID-19** pour le commerce et le développement et les enseignements tirés de la pandémie
- ▶ **SDG Pulse**, la publication statistique annuelle de la CNUCED sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies, parue en juin
- ▶ **L'indice de la croissance inclusive** paru en juin, qui indique les résultats nationaux dans quatre domaines : l'économie, les conditions de vie, l'égalité et l'environnement
- ▶ Une nouvelle **base de données**, mise en ligne en septembre, sur le commerce mondial des produits issus de la biodiversité
- ▶ **Une base de données** à l'usage des comités nationaux de la facilitation des échanges mise en ligne en février, qui permet une information en temps réel
- ▶ **Une base de données** axée sur la facilitation des échanges dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine



Impulser le dialogue multilatéral et la formation de consensus

En 2022, la CNUCED a réuni des gouvernements, des entreprises, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes pour aborder ensemble les problèmes urgents du commerce et du développement. On mentionnera parmi les dates clefs :

- ▶ **La 13^e Conférence internationale sur la gestion de la dette** en décembre, centrée sur les moyens pour les pays de faire face au poids croissant de la dette dans un contexte de crises imbriquées
- ▶ **La 72^e réunion directive du Conseil du commerce et du développement**, en octobre, et sa 69^e session annuelle, en juin-juillet
- ▶ **La 25^e session de la Commission de la science et de la technologie au service du développement** en mars-avril
- ▶ **La Semaine du commerce électronique**, en avril, qui visait à promouvoir une économie océanique durable et résiliente qui profite à tous
- ▶ **Le 4^e Forum sur les océans** en avril, qui visait à promouvoir une économie océanique durable et résiliente qui profite à tous
- ▶ **La Semaine de la gestion portuaire**, en mai, qui a rassemblé plus de 80 professionnels de ports d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine et des Caraïbes
- ▶ **Le 2^e Forum sur le commerce illicite** en septembre, qui offre un cadre aux pays pour collaborer à la lutte contre cette menace pour le développement
- ▶ **Le Forum mondial des comités nationaux de la facilitation des échanges**, en février
- ▶ Les réunions du **Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la protection du consommateur** et du **Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence**, en juillet



Le Pacte de Bridgetown

La CNUCED a aidé ses États membres à devenir plus résilients dans un contexte marqué par une accumulation de crises.

La CNUCED aide ses États membres à bâtir un monde plus résilient, plus numérique et plus inclusif dans lequel la prospérité est partagée

Le Pacte de Bridgetown est le texte issu de la quinzième session de la CNUCED, tenue en 2021. Il s'agit d'un nouvel accord sur le commerce et le développement qui orientera les travaux de la CNUCED au cours des prochaines années. Il donne des orientations pour le renforcement du multilatéralisme, la revitalisation des travaux de la CNUCED et la formation d'un consensus international sur la façon de remédier aux disparités, aux inégalités et aux divisions qui existent dans le monde. Le Pacte réaffirme le rôle de la CNUCED comme principale institution des Nations Unies chargée de promouvoir une conception intégrée du commerce et du développement et de répondre aux enjeux interdépendants dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable.

Il a aussi chargé la CNUCED d'œuvrer à l'amélioration de la résilience. Or celle-ci a été mise à rude épreuve en 2022, dans une conjoncture marquée par une accumulation de crises : la pandémie de COVID-19, la guerre, l'inflation, les tensions géopolitiques et les changements climatiques.

La CNUCED a relevé le défi en 2022, en travaillant selon son approche en trois grands axes : recherche et analyse, formation de consensus et coopération technique.

Elle a participé à la coordination du Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises alimentaire, énergétique et financière et à la négociation de l'accord avec la Fédération de Russie sur les produits alimentaires et les engrais et de l'Initiative de la mer Noire.

Pendant l'année, la CNUCED a continué d'aider les États membres à évoluer vers un monde plus résilient, plus numérique et plus inclusif dans lequel la prospérité est partagée, conformément aux quatre transformations prévues dans le Pacte de Bridgetown.

Les quatre transformations envisagées par le Pacte de Bridgetown sont les suivantes : diversification, résilience, financement du développement et multilatéralisme



La CNUCED a aussi continué de traiter des questions interdépendantes qui sont importantes pour tous les pays afin de parvenir à une croissance et à un développement durables et équitables en 2022, en accordant une attention particulière aux besoins et aux priorités des pays en développement.

Une coopération approfondie a été nécessaire à cet effet entre tous les sous-programmes de la CNUCED. Cet effort a été soutenu par ses travaux sur les questions relatives à la coopération Sud-Sud et triangulaire et à l'intégration régionale.

La CNUCED contribue aux objectifs de développement durable

En 2022, la CNUCED a continué de soutenir le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les cibles des objectifs de développement durable relevant de sa compétence. Elle est chargée à cet égard de huit indicateurs se rapportant aux objectifs n^{os} 10, 12, 16 et 17, couvrant des questions relatives au commerce, aux droits de douane, au financement du développement, à la dette, à l'investissement, au financement illicite et à la durabilité des entreprises. Au cours de l'année, la CNUCED a continué d'aider les États membres à progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 8, 9, 10 et 17 ainsi que des objectifs n^{os} 2, 5, 12, 14, 15 et 16.

Stimuler une nouvelle pensée économique

Le Pacte de Bridgetown a souligné la nécessité de dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement et de renforcer la résilience face aux changements climatiques. La CNUCED a favorisé un nouveau traitement mieux intégré de l'économie du développement, passant par un nouveau cadre mondial pour le commerce, les questions financières et les politiques publiques dont l'inclusivité, les changements climatiques et l'environnement fassent partie intégrante. Pour ces travaux, l'accent a été mis sur l'accroissement du financement de l'action climatique, la décarbonation des chaînes mondiales de logistique commerciale et de valeur, l'incitation à des investissements durables et la promotion d'une transition juste vers une économie sobre en carbone.

En outre, la CNUCED a veillé à la cohérence institutionnelle sur les questions de climat et d'environnement entre ses sous-programmes au moyen d'un groupe de travail interdivisions sur l'environnement et les changements climatiques.

Les questions de genre à l'ordre du jour

La CNUCED a continué d'intégrer la dimension de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, conformément au Pacte de Bridgetown. Elle a favorisé un traitement intégré et transversal de cette dimension dans le commerce et le développement.

Elle a collaboré avec les États membres pour renforcer leur capacité de concevoir et d'appliquer des politiques favorisant l'autonomisation économique des femmes.

Aider les pays à devenir plus résilients au lendemain de la COVID-19

L'un des principes consacrés par le Pacte de Bridgetown consiste à promouvoir le développement durable. Dans cette optique, la CNUCED collabore avec des organismes régionaux par l'intermédiaire de son Bureau régional pour l'Afrique pour mettre au point des initiatives et des outils.

La CNUCED est notamment chargée dans le Pacte de Bridgetown de continuer d'aider les pays à surmonter des difficultés que la pandémie de COVID-19 a aggravées. Elle les aide à devenir plus résilients en prévision des chocs économiques futurs en renforçant leurs capacités de production.

La CNUCED fait progresser l'inclusion du handicap

Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la CNUCED a continué de faciliter l'inclusion du handicap dans sa programmation et ses activités opérationnelles. Elle a présenté son premier rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie en 2022. Si la CNUCED n'exerce pas de responsabilité directe pour certains des indicateurs, elle souligne dans son rapport avoir atteint une norme satisfaisante pour 10 d'entre eux.

Nous aidons les pays à devenir plus résilients face aux difficultés que la pandémie de COVID-19 a révélées ou aggravées



▶ Le Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises : une nouvelle réponse coordonnée face à des crises interdépendantes

Le monde est en proie actuellement à des crises alimentaire, énergétique et financière. La CNUCED joue un rôle essentiel en aidant les décideurs à identifier les problèmes, à mobiliser des solutions et à élaborer des stratégies pour remédier à ces problèmes interdépendants.

En mars 2022, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a créé le **Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies** face aux crises alimentaire, énergétique et financière afin de répondre aux crises alimentaire, énergétique et financière interdépendantes sans précédent que connaît le monde actuellement. L'inflation, l'insécurité alimentaire, l'envolée des prix de l'énergie et des produits alimentaires, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'accumulation de la dette sont autant de problèmes urgents supplémentaires à gérer pour un monde qui se relève des pertes humaines et économiques provoquées par la pandémie de COVID-19, outre la menace persistante des changements climatiques et la guerre en Ukraine.

Les problèmes sont particulièrement graves dans les pays en développement.

La direction et la coordination politiques de haut niveau du Groupe d'intervention mondiale face aux crises sont assurées par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, au côté de six chefs d'État et de gouvernement acquis à cette cause.

La Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, dirige le Comité directeur du Groupe d'intervention mondiale face aux crises, auquel participent 32 organismes des Nations Unies, institutions financières internationales et régionales et partenaires multipartites.

La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, anime et coordonne les travaux de l'Équipe spéciale chargée de trois secteurs d'activité sur l'alimentation, l'énergie et le financement, qui rend compte au Comité directeur. Elle codirige également les activités relatives au financement.

Le Groupe rassemble des données, produit des analyses et recommande des politiques aux décideurs en vue de mobiliser des solutions et d'établir des stratégies pour aider les pays face aux crises mondiales alimentaire, énergétique et financière, qui sont interdépendantes.

Le Groupe d'intervention mondiale face aux crises a produit en 2022 trois notes de synthèse importantes sur les conséquences mondiales de la guerre en Ukraine :

- ▶ **NOTE DE SYNTHÈSE n° 1** *Global impact of war in Ukraine on food, energy and finance systems* (avril 2022)
- ▶ **NOTE DE SYNTHÈSE n° 2** *Global impact of the war in Ukraine: Billions of people face the greatest cost-of-living crisis in a generation* (juin 2022)
- ▶ **NOTE DE SYNTHÈSE n° 3** *Global impact of war in Ukraine: Energy crisis* (août 2022)

Les crises interdépendantes de l'inflation, de l'insécurité alimentaire et de l'envolée des prix de l'énergie et des produits alimentaires ralentissent l'effort des pays pour se relever des pertes liées à la COVID-19 et faire face à la menace des changements climatiques

Conserver un système commercial ouvert

Le Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises alimentaire, énergétique et financière a publié sa première note de synthèse en avril 2022, sur les conséquences mondiales de la guerre en Ukraine pour l'alimentation, l'énergie et le financement.

Dans ce document, il a proposé des politiques pour la période immédiate et à plus long terme face à la crise, notamment quant à la nécessité de conserver des marchés et un système commercial ouverts pour garantir l'accès aux produits alimentaires et à des intrants agricoles comme les engrais et l'énergie.

Il a aussi invité les institutions financières internationales à débloquer d'urgence des moyens de financement pour les pays les plus exposés, tout en veillant à ce que les ressources soient suffisantes pour renforcer la résilience à long terme en prévision des chocs.

La faim menace

Dans sa deuxième note de synthèse, publiée en juin 2022, le Groupe d'intervention mondiale face aux crises a souligné que la stabilité des marchés mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie était indispensable pour enrayer l'actuelle crise du coût de la vie, la plus grave à se produire depuis une génération.

Il a estimé que dans le monde, 1,6 milliard de personnes vivaient dans des pays dont les systèmes alimentaire, énergétique et financier risquent d'être durement touchés par les répercussions de la guerre en Ukraine. Ces populations sont particulièrement exposées à une crise du coût de la vie inédite depuis plus d'une génération, à l'origine de chocs de prix croissants sur les marchés mondiaux des produits alimentaires, de l'énergie et des engrais.

Dans son rapport intitulé « Maritime Trade Disrupted », publié en juin 2022, la CNUCED attire l'attention sur le fait que la guerre en Ukraine a freiné le commerce maritime et fait augmenter les coûts de transport de l'Ukraine et des pays de la région de la mer Noire.

Elle y recommande l'ouverture des ports ukrainiens, une collaboration internationale accrue et des investissements dans la facilitation des transports et des échanges à l'appui des pays les plus vulnérables.



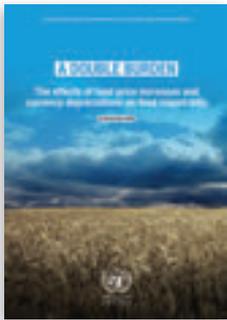
La guerre en Ukraine aura des répercussions sur les systèmes alimentaire, énergétique et financier de pays où vivent environ 1,6 milliard de personnes



La montée en flèche des prix de l'énergie

Dans sa **troisième note de synthèse**, publiée en août 2022, le Groupe d'intervention mondiale face aux crises souligne que la montée en flèche des prix de l'énergie aggrave la crise existentielle du coût de la vie subie par des centaines de millions de personnes.

Il invite à aider les plus vulnérables et à prendre certaines mesures comme la taxation des bénéfices exceptionnels pour financer les politiques de protection sociale et la transition vers des solutions d'énergie renouvelable.



Un double fardeau

En décembre 2022, la CNUCED a sonné l'alarme dans un **rapport** sur le « double fardeau » qui résulte pour les pays en développement de la conjonction de prix élevés des produits alimentaires et de la vigueur du dollar des États-Unis, qui renchérit encore le coût des importations de produits alimentaires essentiels pour les plus vulnérables.

Pour éviter l'insécurité alimentaire aiguë et la faim à des millions de personnes, la CNUCED a préconisé certaines politiques, en accord avec les propositions du Groupe d'intervention mondiale face aux crises, en vue d'atténuer les contraintes financières, de préserver l'ouverture du système commercial, de garantir l'accès aux produits alimentaires de base, et de renforcer la disponibilité alimentaire aux niveaux national et mondial.



La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynszpan (deuxième à partir de la gauche au premier plan), à la signature de l'Initiative de la mer Noire à Istanbul en juillet 2022. Sont assis à la table le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres (à gauche) et le Président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan (à droite).

© TRT Turkish Broadcasting

« Aujourd’hui, une lueur éclaire la mer Noire. Une lueur d’espoir, une lueur de possibilité, une lueur de soulagement – dans un monde qui en a plus que jamais besoin. »

António Guterres

Secrétaire général de l’ONU

À la signature de l’Initiative de la mer Noire, à Istanbul en juillet 2022

Contribuer à stabiliser l’augmentation des prix des produits alimentaires

En juillet 2022, deux accords ont été conclus à Istanbul pour traiter l’aggravation de l’insécurité alimentaire dans le monde : l’Initiative de la mer Noire, qui autorise les exportations de céréales et d’engrais, notamment d’ammoniac, au départ des ports ukrainiens de la mer Noire, et le Protocole d’accord visant à faciliter l’exportation des produits alimentaires et des engrais russes vers les marchés mondiaux.

Le Secrétaire général de l’ONU a créé deux équipes spéciales pour faciliter l’application des Accords d’Istanbul. La première, dirigée par la Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, s’est occupée de l’application du Protocole d’accord sur la facilitation des exportations de produits alimentaires et d’engrais russes. L’autre, chargée des envois de céréales ukrainiennes par la mer Noire, est dirigée par le Coordonnateur de l’ONU pour les secours d’urgence, Martin Griffiths.

Les Accords d’Istanbul ont eu des retombées positives importantes pour la sécurité alimentaire dans le monde, en particulier dans les pays en développement. Les prix des produits alimentaires essentiels ont diminué après le pic sans précédent atteint début 2022 ; leur instabilité a été atténuée et les marchés se sont stabilisés. L’Initiative de la mer Noire a permis d’exporter plus de 15 millions de tonnes de produits alimentaires en 2022. L’appui de l’ONU a aidé à rendre possible un volume croissant d’exportations de produits alimentaires et d’engrais en provenance de la Fédération de Russie, en particulier après le mois de juillet 2022. Il a aussi contribué à faire diminuer les taux de fret, un nombre constant de navires faisant escale dans les ports russes, et permis une diminution des coûts d’assurance des transports maritimes.

Si les prix mondiaux sont redescendus pour les produits alimentaires du niveau record atteint après mars 2022, leur niveau fin 2022 restait supérieur de 45 % à la moyenne des 20 dernières années ; quant aux prix des engrais, ils étaient supérieurs de plus de 200 % à ceux de 2019. L’Initiative de la mer Noire et le Mémoire d’accord doivent être intégralement appliqués pour continuer de contribuer à la sécurité alimentaire dans le monde.

Dans son rapport intitulé « **Trade Hope** », publié en octobre 2022, la CNUCED montre l’importance de l’Initiative de la mer Noire pour la livraison de céréales et de produits alimentaires indispensables dans le monde, et en quoi elle constitue un espoir pour des millions de personnes et témoigne de l’efficacité du commerce en temps de crise.

« Cette initiative de l’ONU a contribué à stabiliser puis à faire diminuer les prix alimentaires mondiaux et faire parvenir des céréales indispensables en provenance d’un des principaux centres de production mondiaux jusqu’à la table des populations qui en avaient besoin », indique le rapport.

15 millions

Le volume en tonnes métriques
de produits alimentaires exportés dans le cadre
de l’Initiative de la mer Noire en 2022

**Le rôle important
de l’Initiative de la
mer Noire témoigne
de l’efficacité du
commerce en temps
de crise**



Se rendre à
[la page Web
sur la crise
mondiale](#)

Principales publications

Dans ses principales publications de 2022, la CNUCED a passé en revue la situation de l'économie mondiale, des flux d'investissement, de la fiscalité internationale, de la diversification des exportations en Afrique, de la transition vers une économie sobre en carbone dans les pays les moins avancés, de la décarbonation des transports maritimes et des statistiques de pays du monde entier.

Mois du lancement

PRESSE :

Articles dans au moins 13 langues, pour un public de 1,6 milliard de personnes

WEB :

30 000 consultations de page au cours du 1^{er} mois

MÉDIAS SOCIAUX :

Public de plus de 156 000 personnes



Rapport sur l'investissement dans le monde

Réformes fiscales internationales et investissement durable

Publié en juin 2022, ce rapport a montré que l'investissement étranger direct a retrouvé son niveau d'avant la pandémie en 2021, pour atteindre près de 1,6 mille milliards de dollars, mais averti que des incertitudes se profilaient pour 2022.

Il préconise une aide véritable en faveur des pays en développement afin de soutenir la dynamique de la reprise après la COVID-19 et de stimuler le financement du développement durable.

Il appelle aussi l'attention sur les réformes fondamentales qui pourraient intervenir dans le domaine de la fiscalité internationale au cours des prochaines années, ce qui pourrait avoir des conséquences majeures pour la politique de l'investissement, en particulier dans les pays qui font appel à des incitations fiscales et à des zones économiques spéciales.

Il propose un guide aux décideurs pour s'orienter parmi de nouvelles règles fiscales complexes et adapter leurs stratégies d'investissement.

Mois du lancement

PRESSE :

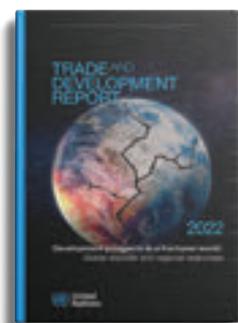
Plus de 1 400 articles dans 27 langues, pour un public quotidien de 334 millions de personnes

WEB :

40 000 consultations de page, en progression de 128 % par rapport à 2021

MÉDIAS SOCIAUX :

Public de 21 millions de personnes



Rapport sur le commerce et le développement

Perspectives de développement dans un monde fracturé : Problèmes mondiaux et réponses régionales

Publié en octobre 2022, le rapport invite à un rapide changement de cap, et avertit que les politiques monétaires et budgétaires des pays avancés risquent d'entraîner le reste du monde dans la récession.

Il estime qu'en raison du ralentissement mondial, le produit intérieur brut réel restera en-deçà de son niveau d'avant la pandémie, ce qui coûterait au monde plus de 17 mille milliards de dollars, soit près de 20 % du revenu mondial.

Il invite aussi à davantage de coopération entre les pays en développement et à une réforme de l'architecture multilatérale afin de remettre l'économie mondiale dans la bonne direction.



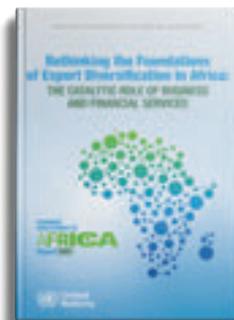
Le Rapport 2022 de la CNUCED sur le commerce et le développement a été largement couvert par la presse mondiale.

On trouvera ici, de gauche à droite, des exemples d'articles du *New York Times*, de *China Global Television Network (CGTN)* et de *The Guardian Nigeria*.

Rapport sur le développement économique en Afrique Repenser les fondements de la diversification des exportations en Afrique : Le rôle de catalyseur des services financiers et des services aux entreprises

Publié en juillet 2022, le rapport invite les pays africains à exploiter le rôle transformateur potentiel des services à forte intensité de connaissances et à remédier aux obstacles au commerce des services dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine afin de bâtir des économies plus diversifiées et résilientes.

Il souligne le fait que la dépendance à l'égard des produits de base a rendu 45 des 54 pays africains vulnérables aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine.



Mois du lancement

PRESSE :

149 articles dans 6 langues, pour un public de 22 millions de personnes

WEB :

8 700 consultations de page, soit une progression de 52 % par rapport à 2021

MÉDIAS SOCIAUX :

Public de 123 000 personnes

Rapport sur les pays les moins avancés

La transition vers une économie sobre en carbone et ses conséquences redoutables pour la transformation structurelle

Publié en novembre 2022, le rapport invite la communauté internationale à venir pleinement en aide aux 46 pays les moins avancés (PMA) de la planète, dans lesquels vivent quelque 1,1 milliard de personnes, pour faire en sorte que la transition vers une économie en carbone soit juste, équilibrée et durable.

Les PMA représentent seulement 4 % des émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Ces pays ont pourtant subi 69 % des décès imputables à des catastrophes climatiques survenues dans le monde au cours des cinquante dernières années.



Mois du lancement

PRESSE :

48 articles dans 7 langues, pour un public de 900 000 personnes

WEB :

7 200 consultations de page, en hausse de 72 % par rapport à 2021

MÉDIAS SOCIAUX :

Public de 18 millions de personnes

Étude sur les transports maritimes

Naviguer à travers les perturbations des chaînes d'approvisionnement

Publié en novembre 2022, le rapport invite à un effort mondial afin de rendre le transport maritime et les chaînes d'approvisionnement plus efficaces, plus résilients et beaucoup plus respectueux de l'environnement.

Dans un contexte mondial où les crises et les chocs se multiplient, indique l'étude, le commerce et le transport maritimes doivent impérativement se préparer aux défis et transitions à venir.

La CNUCED invite la branche maritime, les gouvernements et la communauté internationale à investir dans les infrastructures et le numérique, à réduire l'empreinte carbone du transport maritime et à préserver la compétitivité des marchés dans ce secteur.



Mois du lancement

PRESSE :

500 articles dans 20 langues, public de 280 millions de personnes

WEB :

28 000 consultations de page

MÉDIAS SOCIAUX :

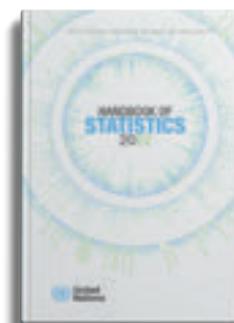
Public de 20 millions de personnes

Manuel de Statistiques

En période d'incertitude, une information statistique fiable est encore plus essentielle pour prendre des mesures et des décisions efficaces.

Parue en décembre 2022, cette publication propose un grand nombre de statistiques et d'indicateurs utiles pour analyser le commerce international, l'économie, l'investissement, le transport maritime et le développement en général.

Elle offre aussi des projections appelées « **prévisions pour l'immédiat** » regroupées dans un tableau de bord spécifique sur le site d'UNCTADstat, ce qui permet de suivre les données en temps réel.



Mois du lancement

PRESSE :

Plus de 400 articles dans 4 langues, pour un public de 7,9 millions de personnes

WEB :

11 400 consultations de page, en progression de 108 % par rapport à 2021

MÉDIAS SOCIAUX :

Public de 17 millions de personnes



Mondialisation, interdépendance et développement





© UN Assistance Mission in Afghanistan



Des stratégies mondiales qui fonctionnent pour les pays en développement

La CNUCED promeut des politiques et des stratégies économiques favorisant une croissance soutenue, un développement inclusif et durable et le plein emploi et le travail décent pour tous.

Les travaux consacrés par la CNUCED à la mondialisation et aux stratégies de développement ont servi de fil conducteur à sa publication essentielle de cette année, le Rapport sur le commerce et le développement, intitulé « Perspectives de développement dans un monde fracturé : Problèmes mondiaux et réponses régionales ».

La CNUCED a aussi été à l'initiative d'appels en faveur de solutions multilatérales renforcées face à la crise de la dette que connaissent les pays en développement, dans laquelle la charge des emprunts extérieurs s'est alourdie et le risque de surendettement s'est accru tandis que les crises se sont multipliées dans le monde.

**En 2022,
ce sont les
pays en
développement
qui ont le plus
souffert d'une
série de crises
mondiales
en cascade**

Publications majeures sur les questions macroéconomiques et les politiques de développement

Les conséquences de crises en cascade pour l'économie mondiale

La CNUCED a publié en mars la livraison actualisée semestrielle du Rapport sur le commerce et le développement, intitulée « Tapering in a time of conflict » (Le désengagement en période de conflit), et le Rapport annuel sur le commerce et le développement en octobre, intitulé « Perspectives de développement dans un monde fracturé ».

À partir du modèle de politiques mondiales de la CNUCED, ces deux rapports ont établi des projections macroéconomiques aux échelles mondiale et régionale, l'accent étant mis sur les incidences de la conjoncture économique actuelle sur les pays en développement.

Le rapport sur le désengagement en période de conflit étudie les répercussions à brève échéance et les conséquences les plus immédiates de la guerre en Ukraine pour l'économie mondiale, en particulier dans les pays en développement.

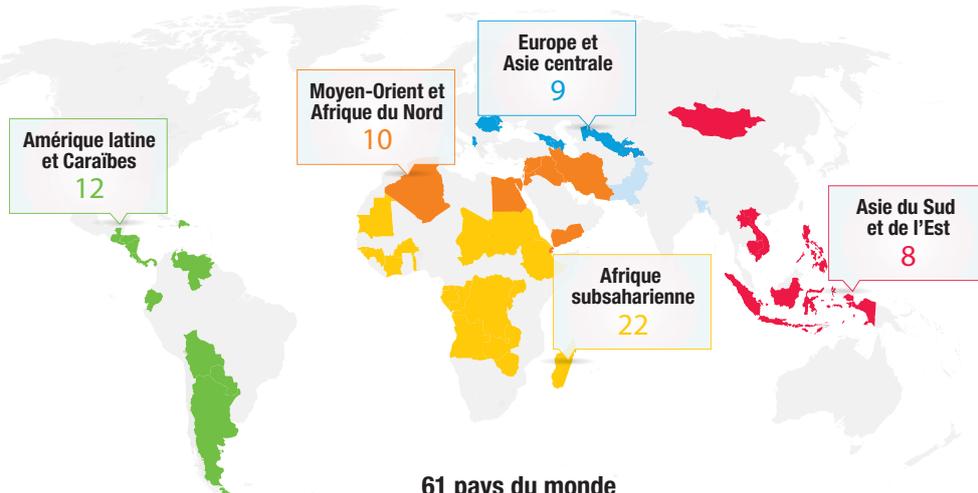
Il pointe les risques majeurs que constituent la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques résultant des chocs sur l'offre, parallèlement à la fragilité monétaire et au surendettement croissant.

La publication sur les perspectives de développement dans un monde fracturé analyse l'économie mondiale et les scénarios de croissance pour les pays du Sud ainsi que les perspectives et difficultés en matière d'intégration régionale.

Vers une dette extérieure viable et un financement plus important du développement

La CNUCED a consacré des activités de recherche, de formation de consensus et d'assistance technique à la viabilité de la dette extérieure et au financement du développement. On mentionnera à cet égard les initiatives et activités suivantes :

- ▶ Rapport annuel à l'Assemblée générale sur la viabilité de la dette extérieure et le développement
- ▶ Contribution à la publication du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement intitulée « Rapport sur le financement du développement durable »
- ▶ Élaboration par la CNUCED de notes de synthèse sur deux questions fondamentales pour les pays en développement dans le contexte actuel, de trois notes de synthèse sur les enjeux et les risques des cryptomonnaies et d'une note de synthèse sur le recoupement croissant entre la dette et la vulnérabilité climatique dans les pays concernés
- ▶ Le projet interinstitutions « Réponse et redressement : mobiliser des ressources financières en faveur du développement à l'heure de la pandémie de COVID-19 », mené au titre du Compte pour le développement
- ▶ Mise en place du cadre d'évaluation de la CNUCED pour le financement du développement durable
- ▶ Participation au groupe de travail du G-20 sur l'architecture financière internationale et au Forum de Paris sur la paix
- ▶ Organisation en décembre de la treizième Conférence internationale sur la gestion de la dette, à laquelle ont participé des ministres et des responsables de haut niveau de la gestion de la dette et des finances publiques



61 pays du monde ont utilisé le Système CNUCED de gestion et d'analyse de la dette pour comptabiliser et déclarer leur endettement

Les perspectives des pays en développement en matière de viabilité de la dette extérieure restent très préoccupantes

Système CNUCED de gestion et d'analyse de la dette

Le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) de la CNUCED fait partie des grands prestataires mondiaux de services de coopération technique et de conseil dans le domaine de la gestion de la dette.

En 2022, 61 pays ont eu recours au SYGADE pour la gestion courante de leur dette publique. Trois d'entre eux étaient de nouveaux utilisateurs du SYGADE : la Guinée équatoriale, l'État de Palestine et le Yémen.



En savoir plus sur le SYGADE

Les pays ont recours à l'emprunt pour atténuer les effets de la crise de la COVID-19

À un moment où il est plus important que jamais que la dette soit gérée efficacement, les pays ayant recours à l'emprunt dans une mesure importante pour faire face aux effets socioéconomiques de la COVID-19, des changements climatiques et de la crise mondiale du coût de la vie, la capacité des pays à comptabiliser, suivre et déclarer la dette efficacement est un enjeu décisif.

Il y a eu une forte demande d'assistance technique du SYGADE en 2022, 25 projets d'assistance technique ayant été réalisés au cours de l'année.

La priorité pour les pays utilisateurs est de maintenir leur capacité de fournir une information précise sur la dette publique, celle-ci étant indispensable pour que les stratégies de gestion de la dette, les décisions de politique générale et la gestion des risques soient efficaces, et pour s'acquitter des obligations internationales en matière d'information financière.

Les résultats suivants ont notamment été obtenus concernant l'amélioration de la couverture de la dette et de la transparence des données sur la dette en 2022 :

- ▶ 42 pays utilisateurs ont publié un bulletin statistique sur la dette
- ▶ 35 pays ont produit un examen du portefeuille de la dette
- ▶ 61 pays et 86 institutions ont utilisé le logiciel SYGADE (voir la répartition géographique sur la carte ci-dessus)

En 2022 :

- ▶ 23 institutions utilisatrices du SYGADE ont relié leur base de données sur la dette à un système national intégré d'information de gestion financière
- ▶ 20 pays utilisateurs du SYGADE ont bénéficié de l'initiative de suspension du service de la dette du G-20
- ▶ Les trois pays qui ont demandé à adhérer au cadre commun pendant l'année sont des pays utilisateurs du SYGADE
- ▶ Dans l'ensemble, le SYGADE a continué d'aider les pays à renforcer leur capacité à enregistrer, suivre et déclarer efficacement la dette publique en 2022. Cet aspect est essentiel pour atténuer la vulnérabilité financière et la menace accrue du risque de surendettement, le tout aggravé par les crises sanitaires et socioéconomiques

Plus de **60 %** des pays à faible revenu utilisent le logiciel de gestion de la dette de la CNUCED pour gérer leur dette publique





© Yang Ajun / World Bank

Coopération et intégration économiques entre pays en développement

Coopération Sud-Sud

La CNUCED a mené un travail approfondi dans le domaine de la politique industrielle à propos de la conception et de la mise en place des chaînes de valeur régionales et mondiales.

Le rapport intitulé « La coopération Sud-Sud pour l'adaptation aux changements climatiques » a indiqué des orientations devant permettre aux pays du Sud de renforcer leur résilience dans le contexte de l'adaptation aux changements climatiques, en proposant un programme positif pour le commerce et l'environnement et un plan progressif pour le financement de l'action climatique.

La CNUCED a continué de coopérer avec le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes afin de mettre au point le cadre de l'initiative de l'OCDE sur les chaînes de valeur mondiales, la transformation de la production et le développement.

La CNUCED s'est aussi consacrée à l'examen de la politique de transformation productive du Bangladesh. Celui-ci recouvre des évaluations et des outils qui appuient le dialogue sur les politiques en matière de partage des connaissances et permettent de réunir davantage de données probantes sur les différentes trajectoires de développement.

La CNUCED a contribué à une conférence sur la planification économique efficace et la politique industrielle, organisée par l'Université technique OSTIM à Ankara. Elle a engagé une collaboration avec l'Observatoire des pays émergents. Elle a aussi achevé son projet intitulé « Intégration Sud-Sud et ODD : renforcer la transformation structurelle des principaux pays partenaires de l'initiative "Une Ceinture et une Route" ».

La CNUCED a ouvert une plateforme sur l'initiative « Une Ceinture et une Route » pour l'échange de données d'expérience entre les pays du Sud. Celle-ci doit faciliter les échanges sur les politiques et l'apprentissage mutuel entre pays en développement dans les domaines du financement des politiques macroéconomiques, de la politique industrielle, de la politique commerciale, de la transformation numérique et de la viabilité de la dette.

La plateforme constitue une ressource d'échange de renseignements sur les politiques menées par les pays en ce qui concerne le relèvement économique après la COVID-19. Les pays qui ont communiqué des politiques sont notamment l'Afrique du Sud, la Chine, l'Éthiopie, l'Indonésie, la Malaisie, et le Sri Lanka. Bon nombre de pays ont conçu leurs politiques de transformation numérique à partir des renseignements figurant sur la plateforme.

Activités de formation et d'information destinées aux États membres

La CNUCED a organisé six tables rondes et réunions d'information à l'intention des États membres et d'autres publics en 2022. Ont figuré parmi les thèmes abordés le financement de l'adaptation aux changements climatiques, l'exode des capitaux de l'Afrique et la viabilité de la dette. Elle a aussi réalisé des exposés pour des groupes d'étudiants et des spécialistes des politiques.

L'université d'été de la CNUCED forme de jeunes économistes du monde entier

En août, la CNUCED a organisé la cinquième édition de l'université d'été CNUCED-Young Scholars Initiative. Ce cours constitue le programme phare de la CNUCED pour former de jeunes économistes du monde entier à ses travaux sur les stratégies de développement et à sa conception spécifique des questions de développement.

Organisée en partenariat avec l'Institute for New Economic Thinking, cette université d'été avait pour thème « Défis et perspectives d'un nouvel ordre économique international ».

L'université d'été de la CNUCED a attiré



989

inscrits originaires de

70

pays

Des attestations de participation ont été délivrées à

544

participants, dont
la moitié étaient des femmes

Plus de 50 %

des participants étaient originaires de **pays en développement**

FAIT MARQUANT

La Mauritanie renforce ses moyens de gestion de la dette

La Mauritanie connaît un endettement élevé. Le pays est très exposé au risque de change car 85 % de sa dette publique est libellée en devises étrangères. Néanmoins, le taux global d'endettement public en pourcentage du produit intérieur brut diminue (51,7 % en 2021 contre 55,8 % en 2020) grâce à l'Initiative de suspension du service de la dette du G-20 et au succès des négociations bilatérales de réaménagement de la dette.

La CNUCED a contribué aux progrès de la Mauritanie grâce à un projet d'assistance technique mené entre 2021 et 2022. Dans le cadre de ce projet, la CNUCED a dispensé une formation sur son Système de gestion de la dette et d'analyse financière, qui aide les pays à enregistrer et notifier les données sur leur dette. Elle a aussi organisé des ateliers de renforcement des capacités sur la question des statistiques de la dette.

Le projet a permis d'améliorer les bulletins statistiques sur la dette, ce qui aidera le pays à renforcer ses moyens de gestion de la dette.

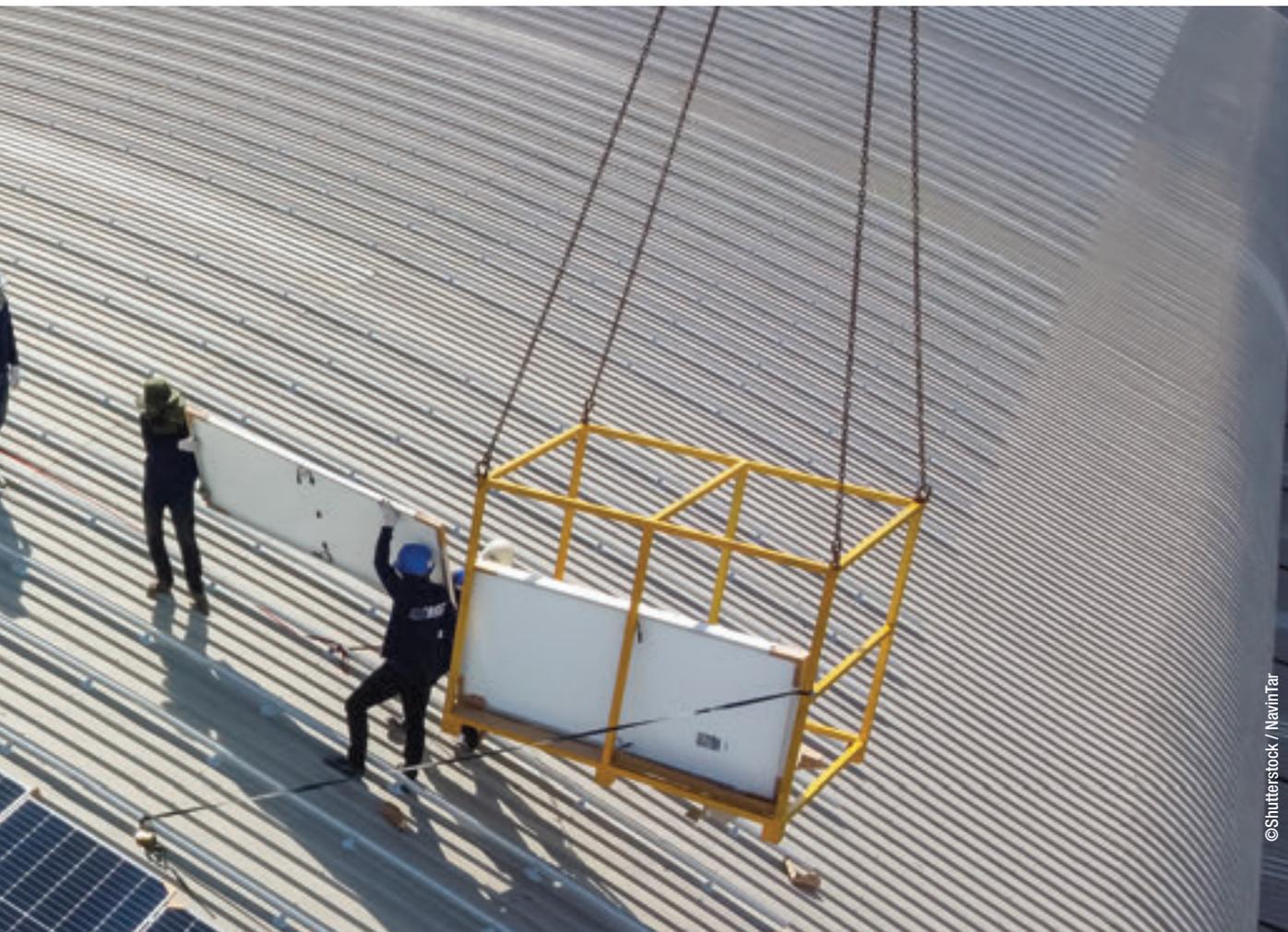


[Voir la vidéo](#)



Investissement et entreprises





©Shutterstock / NavinTar



Investir pour le développement durable

La CNUCED agit pour une croissance inclusive et un développement durable par l'investissement et les entreprises. Elle œuvre au renforcement des capacités productives et technologiques, à l'industrialisation, à la diversification économique, à la création d'emplois et au progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans le cadre de ses travaux relatifs aux investissements et au développement des entreprises, la CNUCED aide les pays à attirer les investissements dans les domaines où ils sont le plus nécessaires, ainsi qu'à instaurer et maintenir un climat des affaires propice à un développement inclusif et durable.

La livraison 2022 du Rapport sur l'investissement dans le monde, publication phare de la CNUCED, a eu pour thème les réformes de la fiscalité internationale et l'investissement durable.

Suivre les flux d'investissement et les réformes fiscales dans le monde

Le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2022 fait état d'un redressement des flux d'investissement au lendemain de la pandémie et d'investissements entièrement nouveaux dans l'industrie, les infrastructures et les activités de production des plus grandes multinationales, et passe en revue les tendances des mesures liées aux politiques d'investissement nationales et des accords internationaux d'investissement.

Il étudie les incidences des réformes de la fiscalité internationale, en particulier de l'adoption d'un taux d'imposition minimal à l'échelle mondiale, sur les flux d'investissement vers les pays en développement, et les politiques conventionnelles de promotion des investissements, notamment les incitations fiscales.

La publication comporte aussi un chapitre sur les tendances mondiales en ce qui concerne le financement du développement durable.

Ce rapport est considéré comme le premier à avoir pris toute la mesure des effets d'un taux d'imposition minimal à l'échelle mondiale sur l'investissement. Il situe la CNUCED comme un partenaire de développement majeur pour conseiller les décideurs pour les questions d'investissement sur les stratégies les plus efficaces pour optimiser la réaction des investissements aux réformes fiscales, d'après les priorités industrielles et en matière de développement du pays.

Comment les investissements relatifs aux objectifs de développement durable ont-ils progressé ?

La CNUCED a mené une analyse approfondie des progrès de l'investissement dans les ODD et mène plusieurs initiatives importantes axées sur le financement du développement durable, qui recouvrent l'initiative des bourses durables, le partenariat des investisseurs institutionnels et des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR).

Elle a aussi mené une analyse approfondie des tendances de l'investissement dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à ces changements. Cette étude vient compléter ses travaux de recherche approfondis sur les traités d'investissement, qui ont analysé l'interaction entre les accords internationaux d'investissement et l'action climatique.

Une réunion d'experts a été spécialement organisée pour recenser les bonnes pratiques en matière de politique d'investissement pour aider à faire en sorte que les objectifs relatifs au climat et à l'environnement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 soient atteints.

La CNUCED a aussi analysé des tendances et certains grands sujets actuels dans le cadre du Global Investment Trends Monitor et du Transnational Corporations Journal.

Promouvoir l'investissement au service du développement durable

Le rôle de premier plan de la CNUCED dans l'élaboration des politiques d'investissement nationales et internationales continue de se confirmer à tous les niveaux.

La CNUCED a établi le Recueil du G-20 sur la promotion de l'investissement au service du développement durable. Ce document répertorie des stratégies, des politiques et des activités de promotion de l'investissement et vise à promouvoir l'investissement dans les secteurs liés aux ODD.

Elle a aussi publié deux nouveaux rapports communs consacrés par la CNUCED et l'OCDE au suivi sous l'angle des politiques des mesures d'investissement du G-20.

La CNUCED a mené une analyse approfondie des tendances de l'investissement dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à ces changements

Plus de 130 pays et groupements régionaux ont tiré parti des principes directeurs de la CNUCED sur l'élaboration des politiques d'investissement, parmi lesquels les pays membres du G20 ; des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes et du Pacifique ; et les pays membres de l'Organisation de coopération économique du D-8. La CNUCED a conçu en 2022 deux nouveaux ensembles de principes directeurs pour la Banque islamique de développement et la Ligue des États arabes. Elle a aussi aidé les pays africains et le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) à négocier un protocole sur les investissements.

Par son programme des examens de la politique d'investissement, la CNUCED a renforcé les capacités relatives à l'investissement et aux entreprises dans l'optique du développement. Elle a produit un rapport sur la suite à donner aux examens de la politique d'investissement du Tadjikistan et mené un examen de la politique d'investissement du Togo. Une assistance complémentaire a été apportée à l'Angola, au Cabo Verde, à la République dominicaine, à Haïti et au Nigéria.

La CNUCED a continué de prêter assistance et de proposer une analyse des politiques aux États membres qui procèdent à un examen complet de leurs réseaux de traités d'investissement et élaborent des traités d'investissement types. Elle a aussi contribué à la conception et la révision d'accords régionaux.

Le bulletin Investment Policy Monitor et les bases de données en ligne de la CNUCED sur les réglementations nationales relatives à l'investissement et les accords internationaux d'investissement ont continué d'apporter des renseignements à jour pour aider à l'élaboration des politiques.



Fin 2022, la CNUCED avait publié des études pour

55

pays au total

21

pays avaient appliqué plus de

500

recommandations de la CNUCED

Les zones économiques spéciales au service du développement durable

Le programme de la CNUCED visant à promouvoir les investissements a continué de faciliter les investissements relatifs à des projets de développement durable en mettant l'accent sur des secteurs comme les énergies renouvelables, l'infrastructure numérique, la santé, la sécurité alimentaire et l'économie bleue.

En mai 2022, elle a mis en place l'Alliance mondiale pour les zones économiques spéciales, qui suscitera une nouvelle génération de zones économiques spéciales pour promouvoir les objectifs de développement durable. L'alliance représente 7 000 zones économiques spéciales qui emploient plus de 100 millions de personnes dans 145 pays.

Les petits pays économiquement faibles et vulnérables ont fait l'objet d'une attention particulière : la CNUCED a animé le premier programme interinstitutions commun de l'ONU pour le renforcement des capacités des organismes de promotion des investissements des pays les moins avancés. Ce programme vise à attirer et à faciliter les investissements, en particulier dans les secteurs liés aux ODD.

Les activités de formation sur la promotion et la facilitation des investissements

ont attiré



430

participants originaires de plus de

70

pays en 2022, dont

41 %

de femmes

Prix de la promotion des investissements



2022 marquait le vingtième anniversaire du Prix de la promotion des investissements de la CNUCED. Depuis 2002, plus de 60 organismes ont été primés et spécialement reconnus pour l'excellence de leur action en matière de promotion et de facilitation des investissements et leur contribution à la réalisation des objectifs de développement durable.

Le Prix de la promotion des investissements est attribué chaque année par la CNUCED pour récompenser l'excellence dans les politiques nationales menées pour attirer l'investissement dans des projets de développement durable.

En 2022, le prix a récompensé les organismes de promotion des investissements les plus performants au titre de réalisations exceptionnelles qui ont promu et facilité des investissements durables dans le secteur agro-industriel.



Des systèmes en ligne pour améliorer le climat des affaires

Les systèmes d'administration en ligne de la CNUCED, notamment eRegulations, eRegistration et GER.co, continuent d'aider les pays à améliorer leur climat de l'investissement, du commerce et des affaires. Ces systèmes permettent de nettement simplifier, d'automatiser et de rendre plus transparentes les règles et les procédures de création et de gestion des entreprises. Les chiffres suivants témoignent de leur efficacité :

- ▶ **Au Bénin**, le nombre d'entreprises immatriculées a doublé dans les deux années qui ont suivi la mise en place (2020-2022), un tiers de celles-ci étant immatriculées par des femmes, la moitié par des moins de 30 ans et la moitié depuis l'extérieur de la capitale.
- ▶ **À Bagdad**, 3 000 nouvelles entreprises ont été immatriculées en ligne au cours de la première année de mise en service. Fort de ce succès, le Gouvernement irakien étend actuellement le système d'immatriculation en ligne des entreprises à l'ensemble du pays.
- ▶ **En El Salvador**, un système d'immatriculation en ligne a permis une augmentation de 25 % du nombre d'employés demandant leur inscription à la sécurité sociale.
- ▶ **Au Bhoutan**, 5 500 Bhoutanais, soit près de 1 % de la population, ont utilisé le service pour immatriculer une entreprise, dont 52 % de femmes. Au 31 décembre 2022, plus de 25 pays étaient bénéficiaires du programme.

Dans le respect des exigences du **cadre de facilitation des investissements de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)**, la CNUCED a adopté un nouvel outil numérique de facilitation des investissements qui permet de suivre comment les membres de l'ANASE mettent en place leurs guichets uniques et portails d'information numériques.

Protéger les droits de propriété intellectuelle

La CNUCED continue d'aider les pays en développement à tirer parti de partenariats sur les droits de propriété intellectuelle et le transfert de technologies émergentes. En particulier, elle soutient la production locale de produits pharmaceutiques comme moyen de favoriser un meilleur accès aux médicaments.

En 2022, la CNUCED a aidé les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à produire localement des antibiotiques essentiels, eu égard à la nécessité de lutter contre la résistance aux antimicrobiens. Elle a organisé une réunion régionale d'experts en novembre 2022 à Nairobi, en partenariat avec le Secrétariat de la CAE, en présence de 25 experts régionaux et internationaux qui ont examiné des moyens de promouvoir la production d'antibiotiques essentiels dans la région.

La réunion a adopté un cadre régional pour la production d'antibiotiques essentiels et un mécanisme régional pour l'échange de renseignements sur les approvisionnements en antibiotiques.

Stimuler la compétitivité des entreprises

Dans une résolution de 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu l'utilité du programme Empretec et des activités de conseil de la CNUCED sur le développement des entreprises. Elle prie dans celle-ci le Secrétaire général de lui présenter, en collaboration avec la CNUCED, un rapport sur la façon dont ces activités sont menées.

- ▶ Le cadre de la CNUCED sur les politiques d'entrepreneuriat et les principes d'application connexes ont **servi de document de référence pour aider les Gouvernements seychellois, sud-africain et ougandais** à formuler et exécuter des politiques favorisant un entrepreneuriat respectueux de l'environnement, résilient et inclusif et soutenant les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME)

- ▶ Une **étude d'impact** menée en Équateur a établi dans quelle mesure l'application dans le pays d'un cadre de politique d'entrepreneuriat avait amélioré l'écosystème entrepreneurial. La CNUCED a publié deux livraisons d'une nouvelle série sur les nouveaux horizons de l'entrepreneuriat (les publications intitulées « Urban expansion, an entrepreneur's playground » et « Entrepreneurship and innovation in the new health economy »).
- ▶ La CNUCED a continué de renforcer les activités de son programme Empretec en 2022 et 29 centres sont aujourd'hui pleinement opérationnels.
- ▶ Au total, 425 personnes, dont 51 % de femmes, ont bénéficié de 19 **cours de formation du programme Empretec** organisés en 2022.
- ▶ La **réunion annuelle des directeurs Empretec** tenue en décembre 2022 a fait l'éloge des nouvelles méthodes de formation et des outils et produits en ligne.

Aider les pays en ce qui concerne les données et les rapports

La trente-neuvième session annuelle du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR) a attiré 495 participants inscrits originaires de 87 pays.

Les délégations ont salué les partenariats régionaux créés par la CNUCED en Afrique et en Amérique latine, qui comptent plus de 80 organisations membres. Ces partenariats aident les États membres à se préparer à appliquer les normes mondiales d'information sur le développement durable et les exigences connexes.

La CNUCED a aussi organisé le Prix de l'ISAR, qui a attiré un nombre record de 65 candidats.

- ▶ Parmi les autres faits marquants en ce qui concerne les activités de la CNUCED en matière de comptabilité et d'information, on mentionnera une version actualisée du document de la CNUCED intitulé « Guidance on Core Indicators for Sustainability and SDG Impact Reporting », ainsi qu'un guide de politique générale sur la publication d'informations en matière de durabilité.
- ▶ Les activités de renforcement des capacités ont porté notamment sur des supports de formation en ligne, notamment un outil de comptabilité électronique qui répond à la nécessité de compétences adaptées en matière d'information comptable.
- ▶ La CNUCED a aussi dispensé des cours sur la publication d'informations financières et d'informations sur la durabilité, dont ont bénéficié 1 989 participants au total.

La CNUCED a organisé des cours sur l'information financière et l'information sur la durabilité pour



1 989
participants



Le Prix de l'ISAR récompense les meilleures pratiques nationales et internationales du secteur privé et du secteur public en matière de publication d'informations sur la durabilité.

Création de l'Observatoire mondial de la finance durable

La CNUCED a mis en place l'Observatoire mondial des Nations Unies sur la finance durable. Ce centre numérique doit créer un écosystème favorable pour soutenir la finance durable et améliorer la crédibilité, la responsabilité et la cohérence dans ce domaine sur les marchés. La plateforme offre notamment une base de données sur les fonds durables, où sont répertoriées actuellement des données de durabilité concernant plus de 700 fonds, et une plateforme sur les réglementations en matière de finance durable, qui renseigne sur le cadre directif et réglementaire en matière de finance durable de 35 pays et groupes de pays représentant 93 % du PIB mondial.

Promouvoir l'investissement des sociétés dans le développement durable

L'Initiative pour des marchés boursiers durables reste un puissant catalyseur pour faire évoluer les comportements et orienter les marchés de capitaux vers des résultats axés sur les ODD.

En 2022, une assistance technique a été dispensée à l'occasion de différents ateliers et séminaires sur les investissements responsables, la publication d'informations sur le climat, l'actualité récente en matière de publication d'informations « ESG » (questions d'environnement, de société et de gouvernance), l'égalité entre les sexes, l'économie bleue et les questions liées au travail.

Il y a eu 70 séances de formation au total, auxquelles ont assisté quelque 12 623 participants du secteur privé et du secteur public, employés par des marchés boursiers, des organisations internationales et des organismes de réglementation.

En 2022, l'Initiative pour des marchés boursiers durables comptait parmi ses membres 120 bourses représentant une capitalisation boursière de 127 milliards de dollars. Elle est désormais la première structure mondiale de collaboration entre les marchés boursiers, les organismes de réglementation des marchés de capitaux, les investisseurs, les émetteurs et les prestataires de services financiers pour la réalisation des ODD.

La CNUCED a animé



70

séances de formation

sur l'Initiative pour des marchés boursiers durables, pour

12 623

participants

du secteur public et du secteur privé

Les entreprises et les jeunes



Le Forum des jeunes du Conseil économique et social de l'ONU a tenu son édition de 2022 à distance les 19 et 20 avril. Des membres du Réseau de la jeunesse de la CNUCED ont assisté aux séances sur le financement du développement futur et la transformation de l'éducation. Au cours de ces séances, la nécessité de partenariats multipartites avec les jeunes afin de créer de nouveaux emplois et d'accélérer la transformation numérique a été soulignée.



Agents portuaires utilisant un drone télécommandé pour surveiller des conteneurs.

©Shutterstock / kckate16

Contribuer au succès des entreprises dirigées par des femmes dans une conjoncture difficile

La CNUCED a réuni des exemples de réussite de **21 entrepreneuses** pour étudier les conditions nécessaires au succès des entreprises dirigées par des femmes en période difficile.

Ces entrepreneuses, originaires de pays en développement, ont surmonté de multiples difficultés pour que leur entreprise réussisse. Toutes ont reçu une formation du programme phare de renforcement des capacités de la CNUCED, Empretec.

Le parcours de création d'entreprise de ces femmes, lors duquel elles ont surmonté des stéréotypes de genre, promu la responsabilité sociale et aidé d'autres femmes, est détaillé dans un rapport intitulé « Women in Business, building purpose-driven enterprises amid crisis ».

Empretec a formé plus d'un demi-million d'entrepreneurs des pays en développement depuis 1988. Au cours des trois dernières années, jusqu'à 56 % des personnes formées par Empretec, dans 14 pays, ont été des femmes. Le programme compte actuellement 41 centres nationaux de développement des entreprises à travers le monde, qui disposent de 40 formateurs internationaux principaux et 600 formateurs locaux certifiés.

”

Je souhaite que le parcours de ces 21 « championnes Empretec » et l'ingéniosité et la résilience dont elles font preuve en temps de crise soient une source d'inspiration pour d'autres femmes et jeunes filles en quête de modèles et d'espoir en ces temps troublés.

Rebeca Grynspan
Secrétaire générale de la CNUCED





Commerce international et produits de base





Quand écologie et économie vont de pair

La CNUCED forme le consensus, renforce les capacités et facilite les partenariats pour la politique commerciale, les négociations commerciales, le commerce de marchandises et de services, le droit de la concurrence et la protection des consommateurs. Elle s'occupe de questions à l'interface du commerce, de l'environnement et des changements climatiques.

La CNUCED forme le consensus, renforce les capacités et stimule les partenariats pour la politique commerciale, les travaux d'analyse et les négociations.

Le bulletin trimestriel Global Trade Update de la CNUCED analyse factuellement les éléments permettant de faire du commerce mondial un moteur du développement durable.

La CNUCED coopère avec les gouvernements pour bâtir l'économie verte et l'économie bleue, en veillant à ce que le commerce fasse partie de la solution aux changements climatiques.

La CNUCED encourage la concurrence et soutient des politiques de protection et d'autonomisation des consommateurs.

L'Angola diversifie son économie

Programme de renforcement des capacités financé par l'Union européenne, Train for Trade II offre aux Angolais la possibilité de se diversifier dans différents secteurs économiques et de concevoir des moyens durables d'exploiter le potentiel économique du pays.

Le programme vise à surmonter les principaux obstacles à la croissance socioéconomique du pays. Il a pour objectif plus général d'améliorer les capacités de façon à permettre au pays de tirer parti du commerce mondial et intrarégional et des négociations commerciales multilatérales et régionales.

En 2022, la CNUCED a aidé l'Angola à mettre au point un programme de formation destiné aux fonctionnaires en vue de stimuler le commerce des services. Elle a aidé le pays à se préparer aux débouchés créés par l'Accord de partenariat économique avec l'UE dans le commerce des services.

Ce programme de formation aidera les fonctionnaires à mettre en œuvre les réformes du commerce des services imposées par les obligations du pays au titre de l'OMC et d'autres mécanismes régionaux et multilatéraux.

Les ateliers de formation ont notamment porté en 2022 sur les thèmes suivants :

- ▶ Incidences économiques de l'adhésion de l'Angola à l'accord de partenariat économique SADC-UE
- ▶ Droits de propriété intellectuelle
- ▶ Cadres de politique commerciale et techniques de négociation commerciale, et comment tirer parti de l'économie de la création

Les services culturels, un secteur en rapide expansion

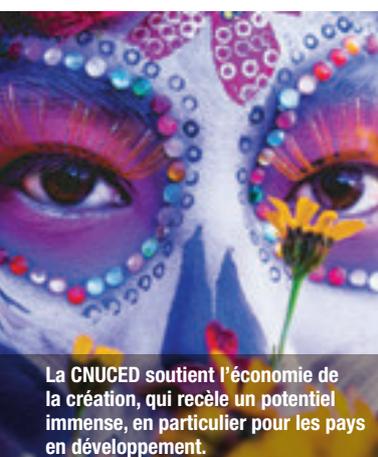
L'économie de la création fait partie des secteurs les plus dynamiques au monde. Ce secteur, qui repose sur les idées et les arts, les produits et services culturels, la recherche et le développement, peut aider à diversifier la production, à acquérir un avantage concurrentiel, à attirer les investissements, à soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation, et à promouvoir la diversité culturelle et le bien-être.

La CNUCED y a consacré en 2022 la publication Creative Economy Outlook 2022, qui présente les données et les tendances les plus récentes sur ce secteur très dynamique et les perspectives offertes par celui-ci aux pays en développement. La publication a été lancée au mois d'octobre à l'occasion du troisième Congrès mondial de l'économie créative à Bali (Indonésie), et renseigne sur les plans et stratégies nationaux de 33 pays.

Vers une nouvelle donne pour les océans ?

Qualifiée d'année phare pour les océans, 2022 a été une année charnière pour les questions relatives à l'environnement et au commerce international. La CNUCED a aidé ses États membres à obtenir des résultats ambitieux lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les océans,

 **En savoir plus**
sur le programme pour l'Angola : p. 63



La CNUCED soutient l'économie de la création, qui recèle un potentiel immense, en particulier pour les pays en développement.

de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la dix-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et du Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution par les matières plastiques.

La CNUCED a aussi organisé le **quatrième Forum sur les océans, où les aspects liés au commerce de l'objectif de développement durable n° 14** ont reçu un traitement plus approfondi et où 500 parties prenantes ont appelé de leurs vœux **une nouvelle donne pour les océans dans l'optique de la reprise économique et de la croissance durable**. À la Conférence des Nations Unies sur les océans, des propositions ont été faites concernant 40 recommandations concrètes de politique générale énonçant des solutions liées au commerce pour les océans.

Par ses travaux de recherche sur les politiques, la CNUCED a favorisé l'adoption de l'accord de l'OMC visant à mettre fin aux subventions prohibées à la pêche et aidé 14 pays des Caraïbes et d'Amérique centrale à mettre au point leurs **stratégies relatives à l'économie et au commerce des océans** et leurs plans d'action nationaux et régionaux BioTrade pour le commerce des produits de l'océan.



La CNUCED a coopéré avec 20 pays d'Afrique afin de repérer de nouvelles chaînes de valeur pour les produits verts

Les nouveaux débouchés d'exportation du miel

Dans le cadre de discussions structurées avec les parties prenantes nationales et de travaux de recherche et d'analyse sur le commerce et les changements climatiques, **la CNUCED a collaboré étroitement avec 20 pays d'Afrique** pour répertorier les chaînes de valeur écologiques que l'accord commercial de la ZLECA permettrait de développer. Elle a aussi évalué les effets des changements climatiques sur la productivité. Toujours en Afrique, dans le cadre de son projet d'examen national des exportations de produits verts concernant l'Angola, la CNUCED appuiera un **plan national pour le miel**. Il est prévu de former des femmes des zones rurales sur l'amélioration de la productivité apicole et de la qualité du miel en vue de créer de nouveaux débouchés à l'exportation.

Les produits de remplacement des plastiques réduisent la pollution

Le commerce mondial des produits de remplacement des plastiques a atteint 388 milliards de dollars en 2020, soit environ un tiers du commerce mondial des plastiques (pour une valeur de près de **1 200 milliards de dollars**). La CNUCED a défini un nouveau groupe de produits de remplacement potentiels des plastiques, dont 282 matières et produits qui ont été ajoutés au Système harmonisé (SH). Des matières comme les fibres naturelles et les déchets agricoles **peuvent remplacer certains plastiques**. Leur mode d'utilisation est analogue à celui des plastiques, mais leur impact environnemental en fin de vie est moindre.

Les travaux d'analyse sur les plastiques ont été coordonnés avec neuf **projets d'assistance technique** lancés en 2022 dans différents pays d'Afrique et d'Asie du Sud. La réduction de la pollution par les matières plastiques a tenu une place importante dans le partenariat de la CNUCED avec le programme consacré à la production industrielle durable et à la pollution de l'environnement par l'Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) du Royaume-Uni.

Commerce et biodiversité

La CNUCED a continué de coordonner **le programme mondial BioTrade visant à relier le commerce, la biodiversité et le développement durable**, qui a été reconduit jusqu'en octobre 2024. Celui-ci aide les parties prenantes à tirer parti des débouchés commerciaux que permettent les liens entre la biodiversité et le développement durable.

La CNUCED a poursuivi en 2022 sa contribution au processus du Cadre mondial pour la biodiversité en lançant **l'outil statistique TraBio sur le commerce et la biodiversité**, qui facilite l'accès des décideurs et des autres parties prenantes aux données sur les flux commerciaux et aux indicateurs économiques des produits issus de la biodiversité. Elle a aussi organisé une série de manifestations et d'activités de renforcement des capacités, et mené des études sur le commerce et la biodiversité.

Résultats

- ▶ 43 pays ont bénéficié d'une assistance technique dans les domaines des océans, de l'action climatique, de la production durable et du commerce durable de produits verts.
- ▶ 2 500 parties prenantes ont participé à des forums sur le commerce et l'environnement et à des manifestations parallèles.
- ▶ Six communications adressées à l'OMC, à la Conférence des Nations Unies sur les océans, à la CITES et au PNUE concernant les produits de remplacement des plastiques et les espèces marines inscrites à la CITES.
- ▶ Huit études de pays et cinq plans d'action/rapports régionaux publiés sur les changements climatiques, l'économie des océans, le programme Blue BioTrade, les produits de remplacement des plastiques et la chaîne de valeur du miel.
- ▶ Création de la toute première **base de données sur le commerce des produits de l'océan** et d'un **tableau de bord** sur la pollution et les exportations.
- ▶ Lancement de l'outil TraBio conjointement avec UNCTADstat.



Voir l'article complet

© Alexander Girvan

Makeba Felix, du service des pêches de Sainte-Lucie, inspecte les activités de pêche au grand lambi.

FAIT MARQUANT

Le programme Blue BioTrade dans les Caraïbes

Le grand lambi compte parmi les ressources halieutiques les plus emblématiques et **les plus précieuses des Caraïbes**. Il est étroitement lié à la culture et à l'économie de la région.

L'exploitation incontrôlée et la pêche illicite ont conduit à réglementer cette ressource pour en rendre l'exploitation légale et durable. Dans le cadre d'un projet pilote, les pays des Caraïbes œuvrent à un commerce plus durable du grand lambi pour promouvoir le développement socioéconomique et mettre à l'essai des bonnes pratiques dans les chaînes de valeur de l'économie océanique. Ce projet relève du **programme et du plan d'action Blue BioTrade pour la région**.

Autonomiser les commerçantes transfrontalières

Les confinements sporadiques, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la baisse de la clientèle et l'augmentation des coûts d'exploitation ont entravé le commerce transfrontalier aux endroits stratégiques.

La CNUCED a collaboré étroitement avec les populations frontalières et les décideurs du Botswana, du Kenya, du Malawi, de la Tanzanie et de la Zambie pour soutenir les commerçantes transfrontalières. Elle a formé 150 commerçantes transfrontalières à différentes règles commerciales et procédures douanières. Elle les a aussi aidées à renforcer leurs compétences entrepreneuriales et à trouver des idées sur la façon d'améliorer la résilience de leur entreprise.

Lors d'un dialogue de fond organisé à Dar es Salaam en juin, la CNUCED a examiné les moyens de faire passer le commerce transfrontalier d'une activité de subsistance à une activité durable. Les débats ont conclu à la nécessité de règles commerciales plus transparentes, d'un accès renforcé au crédit et de ressources financières pour l'autonomisation des femmes. Aider les femmes pour la commercialisation de leurs produits et l'accès à la technologie et aux plateformes numériques améliorerait aussi leurs perspectives.

Les participants à l'atelier se sont engagés à formuler des initiatives concrètes pour améliorer les perspectives des commerçantes et renforcer la contribution du commerce transfrontalier au développement économique en général.

Vers un renforcement des chaînes de valeur des produits de base pour l'exportation

- ▶ **En République démocratique populaire lao**, à la suite d'un projet sur l'intégration des pays en développement sans littoral tributaires des produits de base dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, le Ministère de l'industrie et du commerce a décidé d'incorporer les recommandations issues du projet dans ses politiques sectorielles actuelles et futures relatives au maïs à et à l'agriculture.
- ▶ **Au Togo et au Malawi**, la CNUCED a publié des études de faisabilité sur les sous-produits du coton. Les priorités concernant les débouchés des sous-produits du coton ont été analysées avec les autorités locales ; des recommandations de politique générale ont été présentées au Ministère malawien du commerce. Ces conclusions serviront de base à une deuxième série d'activités de renforcement des capacités sous réserve que des fonds soient obtenus.
- ▶ **Au Malawi**, la CNUCED a conçu une stratégie directive pour développer les sous-produits du coton comme suite à la demande des autorités qu'un groupe de travail interministériel soit créé sur la question. Cette stratégie envisage des trajectoires d'industrialisation à partir du secteur du coton que le Malawi pourrait suivre en tirant parti des possibilités de la ZLECA.

Coup de projecteur sur les chaînes d'approvisionnement durables

- ▶ En octobre 2022, la CNUCED a appelé l'attention sur les chaînes d'approvisionnement durables à l'occasion du Dialogue de Bruxelles sur le commerce durable et les perspectives du développement. Les pays développés partenaires et les décideurs réunis à cette occasion ont réfléchi aux moyens de créer des chaînes d'approvisionnement durables en tirant parti d'outils de commerce comme les normes de durabilité volontaires.
- ▶ La CNUCED a publié un manuel sur les normes de durabilité volontaires dans le commerce international qui montre en quoi ces normes sont efficaces et aide les praticiens à en tirer parti pour aider les petits exploitants à renforcer leurs capacités.

Concurrence et protection du consommateur

La CNUCED a poursuivi ses activités de formation de consensus sur la concurrence et la protection du consommateur. En 2022, elle a augmenté le nombre de groupes de travail informels pour y inclure l'étude des ententes internationales, la protection du consommateur dans le cadre du commerce électronique, la sécurité des produits, la protection du consommateur et la dimension de genre.

Le projet de coopération technique de la CNUCED sur le règlement des litiges de consommation en ligne a bénéficié à plus de 150 fonctionnaires. Elle a répondu favorablement à 7 des 13 demandes de coopération technique adressées par des pays en matière de concurrence et de protection du consommateur.

Pour aider les microentreprises, nous avons formé



150

commerçantes transfrontalières, qui ont ainsi pu nettement améliorer leur connaissance des procédures douanières

La CNUCED a fait paraître huit publications sur des thèmes en rapport avec la concurrence et la protection du consommateur : l'accès des consommateurs aux services essentiels (énergie, eau et assainissement) ; les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les microentreprises et les petites et moyennes entreprises ; les examens collégiaux volontaires de la politique de la concurrence au Bangladesh et de la politique de protection du consommateur en Thaïlande ; la contribution des politiques de la concurrence et de la consommation à la durabilité ; le renforcement de la protection du consommateur dans les services de santé ; l'infrastructure sociale pour des conseils sanitaires axés sur la protection sociale et la protection du consommateur.

- ▶ La CNUCED a organisé 27 manifestations publiques dans neuf pays sur la concurrence et la protection du consommateur.
- ▶ La CNUCED est intervenue lors de 54 manifestations consacrées à la concurrence et à la protection du consommateur.
- ▶ La CNUCED a célébré la **Journée mondiale des droits du consommateur** le 15 mars, sur le thème « Autonomisation des consommateurs et consommation durable ».

Renforcer le droit de la concurrence pour développer les petites entreprises

En 2021, la CNUCED a mené un examen volontaire collégial du droit et de la politique de la concurrence au Malawi. Dans son rapport, elle recommande notamment d'abroger la législation actuelle et de renforcer les moyens d'intervention de la Commission de la concurrence et des pratiques commerciales loyales. Une nouvelle loi a été rédigée en 2022 et une réunion de formation a été organisée parallèlement.



Participants à une activité de renforcement des capacités sur la concurrence et le commerce équitable, Lilongwe (Malawi), novembre 2022.

Améliorer la confiance des consommateurs indonésiens dans l'économie numérique



Le marché indonésien du commerce électronique est prometteur bien qu'encore incomplètement exploité, et pourrait devenir le premier marché de détail d'Asie du Sud-Est (il représentait 162 milliards de dollars en 2020). Il serait cependant nécessaire de mettre en avant l'importance que revêtent la confiance des consommateurs et le règlement des litiges.

En 2021, l'organisme indonésien de protection du consommateur (BPKN) a adhéré au projet de coopération technique organisé par la CNUCED sur le thème de la mise en place d'une infrastructure numérique pour le commerce et d'un dispositif de règlement des litiges de consommation en ligne comme moyen d'améliorer les échanges internationaux et le commerce électronique. Ce projet a désigné un cadre national pour le traitement des plaintes de consommateurs et le règlement des litiges.

La CNUCED a organisé un atelier pour analyser le retour d'expérience des technologies appliquées. La CNUCED et le BPKN mettent au point un logiciel de règlement des litiges de consommation en ligne pour faciliter le règlement des problèmes rencontrés par les consommateurs.

Fin 2022, le projet du Compte de l'ONU pour le développement intitulé « Initiative mondiale pour le relèvement du secteur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises après la pandémie de COVID-19 (2020-2022) » a organisé un cours en ligne sur l'articulation entre les conditions de concurrence et les possibilités de développement des PME. Sur les 141 participants inscrits, 67 au total ont réussi les épreuves à l'issue du cours. En juillet 2022, la CNUCED a mené un examen volontaire collégial du droit et de la politique de la concurrence du Bangladesh, qui a couvert le secteur des PME du pays pour la première fois.



La CNUCED propose des outils d'accès aux données commerciales

Commerce mondial

La CNUCED produit le bulletin intitulé « Global Trade Update » (GTU), publication en ligne donnant accès à des statistiques à jour, des prévisions pour l'immédiat et un aperçu de la structure et des tendances du commerce international. Les statistiques et les thèmes de la publication ont été largement repris dans les médias. Les données du GTU ont été utiles pour divers documents, études analytiques et notes de synthèse de l'ONU.

Accès aux marchés

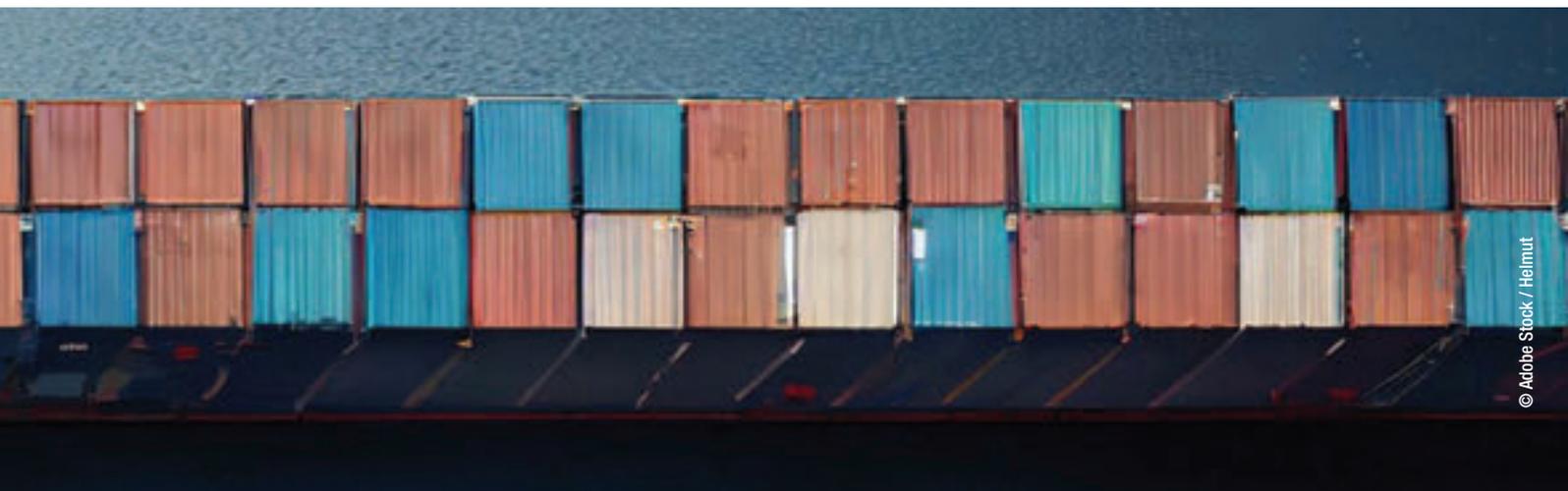
La CNUCED recueille et tient à jour des données sur diverses questions liées à l'accès aux marchés comme les droits de douane, les mesures non tarifaires (MNT) et les normes de durabilité volontaires. Les données sur les MNT de 109 pays peuvent être consultées sur [le portail TRAINS](#), où sont répertoriées plus de 100 000 MNT. Les pays appliquent une méthodologie normalisée afin que les données soient comparables. Les mêmes données sont diffusées par les systèmes [Global Trade Helpdesk](#) et [WITS](#) en collaboration avec d'autres institutions.

Publication phare sur la durabilité et les pays en développement

La CNUCED assure le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les normes de durabilité. Elle a fait paraître en 2022 sa cinquième [publication phare sur les normes de durabilité volontaires, les objectifs de durabilité et les débouchés et les obstacles à cet égard pour les pays en développement](#), qui souligne les différences de gouvernance entre les pays développés et les pays en développement et la nécessité d'une harmonisation des normes de durabilité. [Dans un autre rapport](#), elle présente des éléments factuels et des données justifiant le recours à des outils fondés sur le marché comme les normes de durabilité volontaires pour réaliser l'égalité entre les sexes dans les pays en développement.

Signalement des obstacles non tarifaires

La CNUCED a concouru à l'élaboration du mécanisme officiel de signalement, de contrôle et d'élimination des obstacles non tarifaires de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Ce mécanisme permet aux microentreprises et aux PME africaines de signaler les obstacles au commerce qu'elles rencontrent. Des coordonnateurs nationaux ont été spécialement désignés par la CNUCED pour le suivi et le règlement de ces obstacles.



© Adobe Stock / Hélmüt

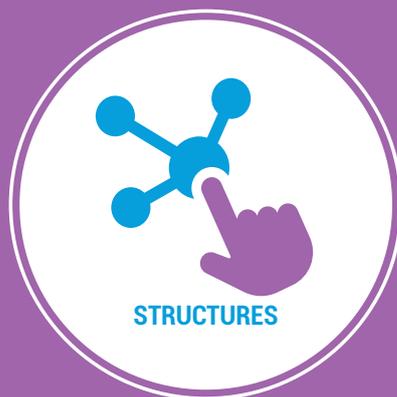
Formation

La CNUCED propose des formations à l'intention des gouvernements et du public. Sont ainsi proposées des formations sur la série d'outils d'analyse de la CNUCED sur les normes de durabilité volontaires, ainsi que, dans le cadre du programme d'apprentissage sur les MNT, des cours sur la collecte des réglementations et des données MNT, les MNT et le développement durable et l'analyse des MNT. Les cours sont accessibles à l'adresse <https://elearningtrade.unctad.org/>.

- ▶ À l'occasion du Forum des Nations Unies sur les normes de durabilité, la CNUCED a appuyé 10 plateformes nationales multipartites et initiatives nationales et accueilli plus de 500 participants en ligne et en présentiel pour le lancement la cinquième publication phare.
- ▶ Le nombre d'utilisateurs du site Web de la ZLECA sur les obstacles non tarifaires a augmenté de 22 %, passant de 8 200 en 2021 à 10 000 en 2022.
- ▶ Six cours différents ont été organisés en 2022 dans le cadre du programme d'apprentissage sur les MNT sur la collecte des données relatives aux MNT, les réglementations commerciales, les MNT et le développement durable, et l'analyse économique des MNT.
- ▶ Organisation en 2022 d'un [cours en ligne sur le commerce et la dimension de genre](#) auquel ont assisté plus de 400 participants.



Technologie et logistique





© Shutterstock / NIKS ADS



La technologie au service du développement

La CNUCED s'attache à promouvoir la croissance et le développement inclusifs par la science, la technologie et l'innovation. Elle tire parti des technologies de l'information et de la communication pour créer des services de logistique commerciale qui soient efficaces, résilients et durables, en proposant des programmes de formation et de renforcement des capacités.



Le Rapport sur l'économie numérique 2021 de la CNUCED a été téléchargé

120 000
fois

Au nombre des activités que la CNUCED consacre à la technologie et à la logistique figure son plus important programme de coopération technique, le Système douanier automatisé (SYDONIA), utilisé pour administrer et harmoniser les opérations douanières dans le monde entier.

La CNUCED produit l'Étude sur les transports maritimes, publication phare qui paraît chaque année depuis 1968. La livraison 2022 de l'Étude invite à accroître les investissements dans les chaînes d'approvisionnement du secteur maritime pour aider les pays à mieux se préparer aux crises mondiales à venir, aux changements climatiques et à la transition vers une énergie sobre en carbone.

La CNUCED organise aussi la Semaine du commerce électronique, manifestation internationale à laquelle participent généralement 130 pays pour évoquer les débouchés et les obstacles liés à l'économie numérique.

La contribution du commerce numérique au développement

L'analyse par la CNUCED des lois et règlements actuels des membres du G-20 sur l'économie numérique a été reprise pour la réunion des ministres de l'économie numérique du G-20 et dans la déclaration adoptée par les dirigeants du G-20 à Bali. L'une et l'autre ont réaffirmé le rôle des données pour le développement.

La CNUCED a concouru aux travaux sur les données et le développement menés par la présidence indienne du G-20 et sur l'économie numérique menés par la présidence chinoise du groupe des BRICS.

La CNUCED a prêté son appui à la présidence indonésienne du G-20 en qualité de partenaire de recherche pour les travaux du groupe de travail sur l'économie numérique concernant les flux de données, par des contributions extraites du Rapport sur l'économie numérique 2021. Ledit rapport a été repris par l'Assemblée générale des Nations Unies pour deux résolutions sur les technologies de l'information et de la communication au service du développement durable. Il a aussi marqué la recherche universitaire en suscitant un débat sur le risque de fragmentation dans l'élaboration des politiques numériques.

Se préparer au commerce électronique

La CNUCED a collaboré avec les pays en développement pour évaluer le cadre existant et les ambitions de ces pays en matière de commerce électronique. Elle a mené des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique pour déterminer si les pays concernés étaient prêts à adopter un cadre pour le commerce électronique. Elle a aussi aidé les pays à élaborer des stratégies et des plans d'action pour le commerce électronique.

La CNUCED a aidé le Gouvernement kényan, la Commission de la CEDEAO et les États membres à élaborer des stratégies de commerce électronique. Elle a conçu des plans d'action pour la Jordanie et la Tunisie. Des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique ont été engagées en Mongolie, au Pérou et en Mauritanie, et un plan d'action a été engagé au Malawi en application de l'évaluation établie pour ce pays.

Davantage de données numériques seraient nécessaires

La CNUCED a lancé un nouveau cours en ligne fondé sur la version révisée du « Manuel pour la production de statistiques sur l'économie numérique ». Trente-huit représentants de services de statistique nationaux, dont 25 femmes, ont assisté à cette formation.

Dans le domaine du commerce électronique et de la réforme du droit, la CNUCED a mené un atelier sur l'Initiative liée à la Déclaration conjointe de l'OMC sur le commerce électronique à l'intention de 46 fonctionnaires du Kazakhstan, dont 24 femmes.

L'initiative eTrade compte désormais parmi ses membres la Chambre de commerce internationale, principal partenaire de l'initiative pour le secteur privé. Le secrétariat du Forum des îles du Pacifique et l'Organisation de coopération numérique ont également adhéré à l'initiative, ce qui a porté le nombre de partenaires à 35.

La cinquième session du groupe intergouvernemental d'experts du commerce électronique et de l'économie numérique a débouché sur des recommandations de politique générale sur le relèvement au lendemain de la COVID-19 dans une économie de plus en plus fondée sur le numérique.

La Semaine du commerce électronique 2022 en chiffres

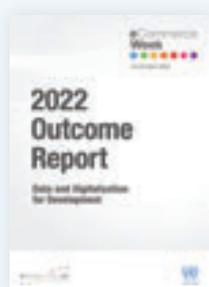
L'édition 2022 de la Semaine du commerce électronique de la CNUCED s'est tenue en avril, sur le thème « Les données et le numérique au service du développement ». Plus de 2 600 participants de 139 pays, dont 30 PMA, ont assisté à une ou plusieurs des huit manifestations de haut niveau et plus de 100 sessions thématiques animées par 550 orateurs et modérateurs, dont 31 partenaires de l'initiative eTrade for all. Parmi les participants inscrits, 48 % étaient des femmes, soit une progression de 4 % par rapport à 2019.

eCommerce Week

25-29 April 2022, Geneva



Data and Digitalization for Development



Télécharger le rapport

Semaine du commerce électronique

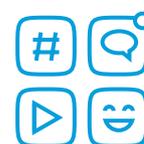


Plus de 450

tweets pour un public de

23,7 millions

de personnes sur Twitter



Plus de

1 000

contributeurs sur les médias sociaux pour un public de

51,3 millions

de personnes pour les articles d'actualité, les blogs et les pages Web

Logistique commerciale

Doter le secteur maritime de chaînes d'approvisionnement et de ports résilients

La nécessité de chaînes d'approvisionnement résilientes est devenue une préoccupation majeure lors de la crise de la chaîne d'approvisionnement que le secteur maritime a connue en 2020-2022. Les travaux de recherche de la CNUCED, notamment son Étude sur les transports maritimes, et son assistance technique aident les décideurs et les acteurs du transport maritime à prendre en connaissance de cause leurs décisions et mesures sur la résilience du transport maritime. La CNUCED a produit un nouveau portail Web sur la résilience de la logistique maritime (« Resilient Maritime Logistics »), des rapports d'analyse, des statistiques du secteur maritime, des notes de synthèse et un cours sur la résilience des ports et de la chaîne d'approvisionnement du secteur maritime. Le Manuel à l'intention des ports sur le renforcement des capacités de gestion des risques et l'amélioration de la résilience propose des solutions concrètes pour améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement du secteur maritime.

Un autre cours, « Renforcer la résilience des ports face aux pandémies », propose des solutions pratiques aux gestionnaires de ports. Plus de 1 500 participants ont effectué des exercices de simulation optimisés pour l'apprentissage en ligne.

Sans les gens de mer, pas de transport maritime. Sans le transport maritime, pas de commerce international

Les gens de mer, originaires le plus souvent de pays en développement, ont été largement touchés par la pandémie de COVID-19, à l'origine d'une crise de la relève des équipages qui a contraint les gens de mer à rester à bord bien au-delà de la durée contractuelle. La CNUCED a contribué à faciliter la relève des équipages, notamment en participant à une équipe spéciale interinstitutions de l'ONU créée par le Secrétaire général António Guterres, ainsi qu'à une déclaration commune de l'OIT, de l'OMI, de la CNUCED et de l'OMS énonçant 10 recommandations pour remédier à la crise de relève des équipages et empêcher le blocage de la chaîne d'approvisionnement.





La manifestation en ligne des Journées de l'innovation pour la facilitation des échanges a attiré

70

participants originaires de

100

pays

Nos solutions numériques pour la facilitation des échanges ont aidé à ce que les navires continuent de circuler pendant la pandémie

La facilitation des échanges dans le contexte de la pandémie

Les solutions de facilitation des échanges, en particulier les procédures dématérialisées, sont devenues indispensables pour que les navires continuent de circuler et que les échanges internationaux se poursuivent pendant la pandémie. La CNUCED a mené des initiatives internationales pour promouvoir les réformes nécessaires.

La plateforme d'apprentissage en ligne de la CNUCED pour les comités nationaux de la facilitation des échanges propose de nouveaux modules et outils de formation et permet d'effectuer une analyse rapide de l'état de préparation à la facilitation des échanges en période de crise. Cela a permis les résultats suivants :

- ▶ Meilleure coordination, grâce au renforcement des capacités et à l'utilisation de l'outil de suivi des réformes pour superviser les réformes dans le domaine de la facilitation des échanges.
- ▶ Amélioration de la transparence et simplification des procédures commerciales grâce aux portails d'information sur le commerce.
- ▶ Efficacité accrue des chaînes d'approvisionnement grâce à la modernisation des procédures commerciales.

Le Forum mondial des comités nationaux de la facilitation des échanges a offert une plateforme mondiale pour la diffusion d'informations et la mise en commun des bonnes pratiques en atteignant 1 300 participants originaires de 150 pays. Les Journées de l'innovation pour la facilitation des échanges ont attiré plus de 700 participants, et la célébration du deuxième anniversaire de l'outil de suivi des réformes, 400 participants.

Incidences de la pandémie de COVID-19 sur le droit commercial

La pandémie a eu des conséquences juridiques importantes pour les contrats du commerce et des transports internationaux. Il est véritablement nécessaire de diminuer le coût des procédures de règlement des litiges et de diffuser une information de meilleure qualité sur les pratiques en matière de contrats commerciaux. La CNUCED a publié des rapports analytiques sur ce sujet et organisé de nombreuses activités de formation en ligne. Elle a dispensé quatre cours en ligne s'adressant en particulier aux conseillères juridiques de pays en développement. Au total, 224 participants originaires de 60 pays ont pris part à ces formations (70 % originaires de pays en développement et 51 % de femmes).

Se former au développement durable

Dans le cadre de son programme Train for Trade, la CNUCED a renforcé les compétences professionnelles de 4 746 participants (dont 39 % de femmes) originaires de 194 pays ou territoires en 2022. Elle a organisé 46 séances de formation et une grande manifestation en présentiel, la Semaine de la gestion portuaire, en mai, à Las Palmas de Gran Canaria (Espagne), à laquelle ont assisté 93 professionnels des ports représentant 41 institutions de 23 pays.

Ludification et apprentissage mixte

Train for Trade a continué de faire appel à la ludification dans ses formations. Le nouveau module « Port Endeavour Game » accélère l'adoption des objectifs de développement durable par les acteurs portuaires. Il est ressorti d'un rapport d'évaluation des besoins publié en octobre que les petits États insulaires en développement rencontrent des difficultés particulières à développer leur commerce électronique et leurs services numériques. La CNUCED a lancé en juillet un nouveau projet d'apprentissage mixte ayant pour objet de stimuler l'économie numérique dans les petits États insulaires en développement, qui aborde les aspects juridiques du commerce électronique, l'identité numérique au service du commerce et du développement et les statistiques de l'économie numérique.

L'urgence de l'adaptation des ports maritimes aux changements climatiques

Au moment où ils se relèvent de la pandémie, les pays en développement doivent continuer de renforcer leur résilience aux changements climatiques. La CNUCED a publié une note d'orientation intitulée « La résilience des ports maritimes face aux changements climatiques : L'accès à un



Céréalière navigant dans un estuaire.

© AdobeStock / Александр Мокшин

Soutenir les chaînes d'approvisionnement mondiales

La CNUCED a joué un rôle central dans l'évaluation des conséquences de la guerre en Ukraine pour les chaînes d'approvisionnement, l'approvisionnement énergétique et la sécurité alimentaire. En février 2022, la crise a nécessité de mener rapidement des études d'impact sur le commerce et le développement. Les expéditions de céréales ont cessé au début de la guerre, jusqu'à ce que l'Initiative de la mer Noire soit adoptée en juillet 2022.

L'Initiative a pu exploiter les données de la CNUCED sur le mouvement des navires, l'activité portuaire et les escales, les coûts d'expédition et l'itinéraire des navires, disponibles pratiquement en temps réel.

En permettant des propositions et des décisions partant d'éléments factuels, l'accord a permis le transit des céréales ukrainiennes par les ports de la mer Noire vers leurs marchés de destination, notamment ceux de pays en développement importateurs de produits alimentaires.

financement suffisant, besoin impératif mais obstacle majeur pour les pays en développement », qui souligne la nécessité urgente d'augmenter les investissements consacrés à l'adaptation aux changements climatiques pour les pays en développement sous la forme de dons plutôt que de prêts.

Programme du Système douanier automatisé

En 2022, le Système douanier automatisé (SYDONIA) de la CNUCED a été utilisé dans 102 pays et territoires, dont 38 PMA, 23 pays en développement sans littoral et 41 petits États insulaires en développement. Pendant l'année, 26 nouveaux projets nationaux ont été acceptés au titre du programme pour un montant total de 19,7 millions de dollars.

En octobre 2022, le programme SYDONIA et l'Organisation mondiale des douanes ont conclu un mémorandum d'accord visant à promouvoir le passage au numérique, à faciliter les échanges et à améliorer les contrôles douaniers partout dans le monde.

Activités en 2022

- ▶ SYDONIA Monde a été adopté ou mis à niveau en Albanie, au Belize, aux Îles Cook, en El Salvador, dans l'État de Palestine, en Gambie, en Jordanie, à Montserrat, en République bolivarienne du Venezuela, au Rwanda, au Tchad et aux Tonga.





Un cours animé par le programme SYDONIA a assuré

300
sessions de formation
à
3 500
participants

Les recettes douanières du Cambodge ont augmenté de 17 % entre 2021 et 2022 grâce au passage au numérique et à la formation

- ▶ L'organisme douanier afghan et le programme SYDONIA ont mis en œuvre un système spécifique pour rationaliser la procédure de demande d'exonération fiscale et réduire le délai de dédouanement des marchandises exonérées et des marchandises humanitaires.
- ▶ L'Agence de développement burundaise a installé un module de guichet unique pour gérer automatiquement les exonérations fiscales.
- ▶ Le guichet unique de la Jamaïque pour le commerce a intégré de nouveaux services commerciaux numérisés pour les principaux organismes présents aux frontières.
- ▶ Le Mozambique a adopté eCITES, système de gestion des permis pour le commerce international des espèces menacées, conçu par le programme SYDONIA et le Secrétariat de la CITES.
- ▶ Le guichet unique du Timor-Leste s'étend désormais au Ministère de la santé et à la Direction nationale des transports terrestres.
- ▶ Le Togo est le troisième pays, après la Côte d'Ivoire et Madagascar, à avoir installé ASYADN, module logiciel qui facilite la compilation des statistiques commerciales en extrayant les données douanières destinées à l'OMC.
- ▶ L'échange électronique de données préalables entre le système SYDONIA Monde et le système de déclaration en douane de l'UPU mis en place par Vanuatu permet désormais d'accéder à 100 % des envois postaux par le guichet unique.
- ▶ Le Zimbabwe a adopté un guichet unique fondé sur la technologie SYDONIA pour le commerce.

Renforcement des capacités

En 2022, le programme SYDONIA a assuré plus de **300 séances de formation à plus de 3 500 participants** du monde entier. Ces séances ont mis l'accent sur le passage au numérique et le relèvement après la pandémie. À cet égard, le cours P166 constitue le programme phare de renforcement des capacités de la CNUCED.

Le cours P166 de SYDONIA, intitulé « La facilitation des échanges et le développement par une transformation numérique plus poussée et une connectivité améliorée », a abordé les avantages et la justification du passage au numérique et de la connectivité entre les organismes publics partenaires.

Résultats

- ▶ En Afghanistan, 33 370 déclarations en douane ont été effectuées par des organismes des Nations Unies et 984 par des ONG humanitaires.
- ▶ À Antigua-et-Barbuda, les autorités douanières ont indiqué que la perception des recettes fiscales avait augmenté de 12 % en 2022, retrouvant pratiquement son niveau d'avant la pandémie.
- ▶ Au Bangladesh, les recettes douanières perçues au second semestre 2022 ont augmenté de 11 % par rapport à la même période de 2021.
- ▶ Les recettes douanières du Cambodge ont augmenté de 17 % entre 2021 et 2022.
- ▶ Au Tchad, les recettes douanières ont doublé après la mise en place concluante de SYDONIA Monde à l'aéroport international de N'Djamena.
- ▶ En Gambie, après le lancement de SYDONIA Monde, l'Association des agents de dédouanement et des transitaires a immatriculé 127 agents de dédouanement et transitaires et créé plus de 1 000 emplois.
- ▶ Les autorités douanières de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont enregistré une croissance des recettes de 14 % en 2022 par rapport à 2021.
- ▶ À Sri Lanka, 1 178 demandes de permis pour le commerce d'espèces menacées ont été traitées par eCITES en 2022. Les taux d'acceptation annuels ont augmenté de 19 % entre 2021 et 2022. Le délai moyen de traitement des demandes de permis est passé de 120 heures en 2020 à 27 heures en 2022.

Un nouveau catalogue de 45 000 produits pour la diversification des économies

En 2022, la CNUCED a publié un **catalogue des possibilités de diversification** répertoriant plus de 45 000 nouveaux produits offrant un potentiel à l'exportation, susceptibles d'aider 233 pays et territoires à se diversifier.

Le catalogue informe les gouvernements et les autres parties prenantes sur les secteurs de produits où la technologie est susceptible d'être utilisée pour aider les pays à se développer et à engager une transformation structurelle.

Outre l'accès au **catalogue complet**, les utilisateurs ont la possibilité de télécharger **des fiches d'information** relatives aux différents pays et territoires sur le site Web de la CNUCED, ainsi que **l'ensemble des données** sur les nouvelles exportations possibles.



L'industrie 4.0 doit être innovante... et inclusive

La CNUCED a publié « **Industry 4.0 for inclusive development** », étude sur l'apparition de technologies avancées de production numérique dans le cadre de l'industrie 4.0 et leur incidence sur le processus d'industrialisation des pays en développement.

Elle indique dans ce rapport comment les pays peuvent tirer parti des débouchés offerts par l'industrie 4.0 et ce que les gouvernements peuvent faire pour que l'industrie 4.0 n'aggrave pas les inégalités.

La CNUCED a présenté les conclusions du rapport à la réunion sur la mobilisation de l'entrepreneuriat pour l'innovation, au Brésil, en septembre 2022.



Coopération technique pour la science, la technologie et l'innovation

La CNUCED a élaboré et présenté une étude sur l'innovation et l'entrepreneuriat en Angola en collaboration avec le bureau du PNUD en Angola. Cette étude a été utilisée pour élaborer la politique angolaise de la science, de la technologie et de l'innovation et une stratégie de diversification économique pour le pays.

Elle examine comment l'innovation peut favoriser la diversification économique en développant la production et les capacités technologiques afin de produire des biens et des services nouveaux pour le pays et de créer des emplois plus nombreux et mieux rémunérés.

Aider le Botswana à passer d'une économie fondée sur les ressources naturelles à une économie de la connaissance

La CNUCED a produit une analyse approfondie des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation du Botswana, accompagnée de 27 recommandations stratégiques. Cette analyse aidera le pays dans l'action qu'il mène afin de passer d'une économie fondée sur les ressources naturelles à une économie de la connaissance et de l'innovation propice au développement durable.

L'étude inclut aussi les résultats d'un travail de prospective technologique qui a dégagé des scénarios pour le développement technologique du Botswana et indiqué les principaux domaines d'action.

Développement des connaissances

En 2022, le programme de renforcement des capacités de la CNUCED sur les grands problèmes économiques internationaux (P166) a comporté trois cours régionaux, suivis par 69 fonctionnaires, et six cours destinés aux représentants en poste à Genève. Qu'il soit question de théorie économique, de politique commerciale ou d'investissement étranger direct, le fil conducteur du programme est le développement durable.

La question de l'amélioration de la résilience au lendemain de la pandémie a été ajoutée au programme. Au cours de l'année, 63 décideurs ont pu suivre un cours en ligne intitulé « Renforcer la résilience et réagir aux chocs ».



FAIT MARQUANT

Selon les projections, la valeur du secteur du commerce électronique cambodgien devrait atteindre 1,78 milliard de dollars

Le Cambodge est le pays qui a obtenu les meilleurs résultats parmi ceux pour lesquels la CNUCED a réalisé une évaluation de l'état de préparation au commerce électronique de la CNUCED. Le pays a adopté une loi sur le commerce électronique en novembre 2019, et un décret en 2020 pour faciliter l'immatriculation des entreprises de commerce électronique, ainsi qu'une loi sur la protection du consommateur afin de protéger les droits des clients et des entreprises en ligne.

Le pays a élaboré une stratégie de commerce électronique pour stimuler le commerce et la croissance économique aux fins de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici à 2030 et un pays à revenu élevé d'ici à 2050.

En 2022, le Cambodge a lancé CambodiaTrade.com, plateforme de commerce électronique qui améliore l'accès aux marchés des petites et moyennes entreprises. Pour améliorer la livraison et la distribution, l'administration des postes cambodgiennes est désormais reliée au système SYDONIA de gestion douanière. La valeur marchande du commerce électronique cambodgien a atteint 970 millions de dollars, soit 19 % de hausse par rapport à 2020, et les recettes du commerce électronique devraient atteindre 1,78 milliard de dollars d'ici à 2025.

Initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes : obtenir des résultats à l'échelle

L'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes, proposée par la CNUCED depuis 2019, conjugue le pouvoir transformateur de l'entrepreneuriat féminin aux retombées positives des technologies numériques. Elle soutient un nombre croissant d'entrepreneuses du numérique des pays en développement, qu'elle aide à gérer efficacement leur entreprise et à faire entendre leur point de vue dans le débat sur les politiques publiques.

Devenir des actrices de confiance de l'élaboration des politiques

La CNUCED a joué un rôle décisif pour que les femmes soient parties prenantes de l'élaboration des politiques, afin que la dimension de genre soit mieux intégrée dans les politiques et que le discours évolue. Ainsi, les ambassadrices du commerce électronique pour les femmes, nommées par la Secrétaire générale de la CNUCED, forment un groupe restreint de dirigeantes dans l'économie numérique qui jouent un rôle décisif en créant des passerelles entre le secteur public et le secteur privé.

Aider les femmes à réussir à la tête d'une entreprise dans l'économie du numérique

En 2022, La CNUCED a organisé trois cours magistraux au titre de l'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes en 2022 dans des pays d'Afrique francophones et anglophones et dans la région arabe. Ces activités d'autonomisation renforcent les compétences des entrepreneuses du numérique des pays en développement. L'initiative a reçu plus de 750 candidatures pour ces trois cours magistraux. Plus de 85 % des participantes ont attribué l'évaluation « particulièrement utile » aux cours magistraux pour ce qui est d'évaluer leurs besoins commerciaux et d'acquérir les compétences directives nécessaires pour développer leur entreprise.

L'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes a continué de faire en sorte que les entrepreneuses du numérique aient pleinement voix au chapitre dans l'élaboration des politiques relatives au commerce électronique et à l'économie numérique. La troisième cohorte d'ambassadrices du numérique a formé près de 80 entrepreneuses du numérique en Afrique et dans la région des États arabes.

Les cours magistraux de l'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes ont reçu plus de 750 candidatures de l'Afrique et de la région des États arabes

Patricia Zoundi Yao, entrepreneuse du numérique et ambassadrice de l'innovation de la Côte d'Ivoire



M^{me} Yao a animé le premier cours magistral de la CNUCED au titre de l'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes.

Patricia Zoundi Yao, entrepreneuse du numérique de la Côte d'Ivoire et ambassadrice pour l'Afrique de l'Ouest de l'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes, joue ce rôle en inspirant d'autres entrepreneuses du numérique, en prônant des écosystèmes numériques inclusifs pour les femmes et en influençant les décisions de politique générale. Elle a été la première femme à présider le Conseil exécutif du Mouvement des petites et moyennes entreprises de Côte d'Ivoire, qui représente plus de 2 500 PME. En 2022, elle a pris part aux consultations régionales soutenues par la CNUCED sur la stratégie de commerce électronique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle est membre active de l'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes où elle siège au conseil consultatif.

Une nouvelle étude intitulée « Stimuler l'entrepreneuriat féminin dans l'économie du numérique » présente des mesures concrètes qui peuvent être prises pour aider davantage de femmes à créer des entreprises numériques prospères.

Relier des entrepreneuses du numérique du monde entier

En 2022, l'initiative eTrade du commerce électronique pour les femmes a continué de soutenir des entrepreneuses du numérique par ses réseaux locaux de créatrices d'entreprises. Depuis leur lancement en 2021, ces réseaux se sont développés rapidement et comptent désormais près de 200 entreprises détenues par des femmes dans plus de 40 pays en développement. En 2022, l'initiative a organisé plus de 20 activités allant d'ateliers de formation sur les compétences professionnelles à des conférences de motivation.

FAIT MARQUANT

Le programme portuaire ouvre des perspectives multiples pour la Bolivie

Un port fluvial de ce pays sans littoral qui a adhéré au programme de gestion portuaire de la CNUCED aide les importateurs et les exportateurs à surmonter les difficultés logistiques.



Bismark Rosales est le directeur général du port, situé sur la voie navigable Paraguay-Paraná.

© Port of Jennefer



Lire
l'article complet





Afrique et pays les moins avancés





Accélérer l'accès à l'économie mondiale

La CNUCED s'emploie à ce que l'Afrique, les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et d'autres groupes de pays en situation particulière puissent s'intégrer avec profit dans l'économie mondiale. À cet effet, elle contribue à l'élaboration de politiques nationales et encourage des mesures internationales d'appui propres à favoriser le développement économique et à réduire la pauvreté et les inégalités.

Dans le cadre de ses activités en Afrique, dans les pays les moins avancés, dans les petits États insulaires en développement et au-delà, la CNUCED s'emploie à aider les pays vulnérables à parvenir à un développement durable en leur fournissant des conseils et une assistance technique et en mobilisant l'aide internationale.

La CNUCED contribue à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral et des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa).

Chaque année, dans ses publications très documentées, la CNUCED formule des recommandations visant à garantir la transformation structurelle de ces pays et à les faire progresser sur la voie du développement durable.

La CNUCED recommande à l'Afrique de se diversifier sur les marchés de niche

En 2022, la CNUCED a contribué à des dialogues de politique générale et des projets techniques visant à faciliter la diversification économique, intégrer le commerce régional et augmenter le financement innovant et durable du développement.

Dans son **Rapport 2022 sur le développement économique en Afrique**, intitulé « Repenser les fondements de la diversification des exportations en Afrique – Le rôle de catalyseur des services financiers et des services aux entreprises », la CNUCED a proposé aux décideurs et aux acteurs privés africains des moyens de tirer parti des services à forte intensité de connaissances. Elle formule des recommandations stratégiques devant permettre aux pays africains de se diversifier dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée et d'opérer un changement structurel dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine. La CNUCED a consacré trois webinaires aux conclusions du Rapport, qui montraient l'importance d'une diversification des exportations en Afrique.

Les pays les moins avancés réduisent leurs vulnérabilités en s'intégrant dans l'économie mondiale

Une attention particulière a été accordée à la mobilisation de la recherche et de l'assistance technique pour le renforcement des capacités des PMA. Les deux types d'activité peuvent aider les PMA à s'intégrer dans l'économie mondiale et à mener leur transformation structurelle, ce qui leur permettra de réduire leurs vulnérabilités et de développer leurs capacités productives.

La CNUCED a publié son **Rapport 2022 sur les pays les moins avancés**, intitulé « La transition vers une économie sobre en carbone et ses conséquences redoutables pour la transformation structurelle », en novembre 2022. Elle a lancé la publication à Genève et l'a présentée aux décideurs au Sénégal, au Bangladesh et en Chine, où elle a suscité une demande de collaboration et de dialogue.

Aider les pays les moins avancés à se reclasser

En 2022, la CNUCED a prêté assistance au Cambodge, aux Comores, à Djibouti, au Sénégal et à la Zambie, pays qui ont satisfait aux critères préalables de sortie de la catégorie des PMA et dont le Comité des politiques de développement doit examiner le dossier. En concertation avec les parties prenantes nationales, la CNUCED a examiné les conditions auxquelles chaque pays devrait répondre pour accomplir un reclassement dynamique et expliqué le processus et les conséquences du reclassement. Elle a établi les profils de vulnérabilité prescrits par l'Assemblée générale des Nations Unies, défini les prochaines étapes du processus de reclassement et contribué aux évaluations des pays.

Lors de la vingt-quatrième session du Comité des politiques de développement, il a été question de l'évaluation des PMA en cours de reclassement ou récemment sortis de la catégorie, à savoir l'Angola, le Bangladesh, le Bhoutan, les Îles Salomon, le Népal, la République démocratique populaire lao, Sao Tomé-et-Principe et Vanuatu. Au Bhoutan, la CNUCED a apporté sa contribution à la stratégie de transition sans heurts élaborée actuellement par la Commission du bonheur national brut.

Au Bangladesh, la CNUCED a participé à une table ronde de haut niveau sur le thème « Sortir durablement de la catégorie des PMA dans une conjoncture difficile : Les perspectives du Bangladesh et de la région dans le contexte du Programme d'action de Doha », organisée en marge de la soixante-dix-huitième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Elle a contribué à l'examen de la politique de transformation productive du Bangladesh, mené par le Centre de développement de l'OCDE. Elle a mené à bonne fin le projet « Aider les pays les moins avancés à poursuivre leur progrès économique structurel jusqu'au reclassement et au-delà », mis en œuvre de mai 2018 à juillet 2022.

Renforcer les capacités productives pour parvenir à un développement inclusif et durable

L'indice des capacités productives de la CNUCED (voir <https://pci.unctad.org>) mesure la capacité des pays de réaliser leur transformation sociale et économique. La CNUCED a appelé l'attention sur la nécessité pour les décideurs des pays en développement de s'attacher à renforcer les capacités productives et d'engager la transformation structurelle de l'économie. Une telle démarche aidera beaucoup les États membres à renforcer leur résilience socioéconomique face aux chocs imprévus et à atteindre les objectifs de développement durable.

Les PMA en cours de reclassement se sont engagés à centrer leurs politiques sur le renforcement des capacités productives :

- ▶ Au Rwanda, le Réseau des politiques économiques a débattu, au cours de deux conférences successives des moyens de développer les capacités productives dans tous les secteurs de l'économie du pays.
- ▶ La République démocratique populaire lao a inscrit dans son neuvième plan de développement social et économique des engagements visant à renforcer les capacités productives du pays en vue de son reclassement.

Utilisation des données pour mettre en évidence les avantages comparatifs pour le développement

Les processus objectifs et axés sur les données de la CNUCED ont été utilisés dans 32 pays pour mettre en évidence les avantages comparatifs et les obstacles au développement.

Les analyses de la CNUCED servent de base aux évaluations des déficits de capacités productives des pays, lesquelles servent ensuite à l'établissement de programmes d'intervention multisectoriels et pluriannuels, en lieu et place des interventions sectorielles à court terme habituelles.

La CNUCED a évalué les déficits de capacités productives de l'Angola, de l'Éthiopie et de la Zambie, pour mettre au jour les lacunes et faire des recommandations axées sur la transformation structurelle et le développement durable.

Des missions d'évaluation des besoins et des activités en faveur du développement des capacités productives en tant que facteur clef de la transformation structurelle et du développement durable ont été menées en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria, en Zambie, au Cambodge (pour le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, le Népal, la République démocratique populaire lao et le Timor-Oriental), au Kazakhstan, dans le cadre du Forum économique du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (pour l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan), en Argentine (pour l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, la Colombie, El Salvador, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Pérou et la République dominicaine) et en Suisse.

Des consultations ont été organisées avec des représentants des Gouvernements botswanais, mongol, mozambicain et zimbabwéen.

Des stratégies pour aider les décideurs à transformer les économies

En 2022, des ateliers de formation organisés au Burkina Faso, au Rwanda et en Tanzanie ont renforcé l'aptitude des décideurs à élaborer des stratégies adaptées à leur pays pour développer les capacités productives et réduire la pauvreté.

Les activités de renforcement des capacités axées sur les capacités productives ont bénéficié à plus de 500 décideurs et experts techniques de 37 pays, dont 18 PMA et 8 pays en développement sans littoral. Pour les seuls PMA, le nombre de participants a dépassé les 350.

Le programme de la CNUCED sur l'évaluation des lacunes nationales en matière de capacités productives aide les pays à concevoir des programmes intégrés à long terme

- ▶ **La CNUCED a organisé sept ateliers de renforcement des capacités axés sur les capacités productives** à l'intention des décideurs en Afrique (Angola, Éthiopie, Kenya, Nigéria et Zambie).
- ▶ **La CNUCED a organisé quatre ateliers** sur l'indice des capacités productives à l'intention des statisticiens éthiopiens, kényans, nigériens et zambiens, en encourageant les parties prenantes à recourir à l'indice pour surmonter les obstacles au développement.
- ▶ **La CNUCED a organisé des ateliers nationaux** sur la contribution possible du renforcement des capacités productives à l'élimination de la pauvreté au Burkina Faso, au Rwanda et en Tanzanie. Les participants ont indiqué que ces activités avaient sensiblement amélioré leur capacité de formuler des politiques et des stratégies de qualité pour renforcer les capacités productives et stimuler la transformation structurelle.
- ▶ Au Burkina Faso et en Tanzanie, **la CNUCED a passé en revue les politiques commerciales et industrielles**, élaboré un document de stratégie opérationnelle sur le renforcement des capacités productives et détaché un conseiller sur l'application des politiques auprès des ministères de l'industrie et du commerce de ces pays.

En Tanzanie, 89 % des personnes interrogées lors de l'atelier national ont indiqué que celui-ci avait amélioré leur capacité de formuler des politiques et des stratégies de qualité (90 % au Rwanda et 82 % au Burkina Faso).

Des activités de sensibilisation et des consultations ont été menées pour plus de 60 institutions avec la participation de 145 représentants. Les activités de formation organisées pour le G-77 et d'autres groupes régionaux sur les capacités productives et l'indice connexe ont contribué à l'information de 51 gouvernements, dont ceux de 17 PMA et 18 pays en développement sans littoral.

La CNUCED a effectué des missions d'évaluation des besoins et des travaux de recherche sur les facteurs responsables des inégalités de revenu et de patrimoine dans les pays en développement vulnérables. Elle a présenté les résultats de certains de ces travaux à l'occasion de l'Atelier de Genève sur le commerce et le développement.

Aider les pays africains à lutter contre les flux financiers illicites

En 2022, un certain nombre de pays africains ont utilisé les outils d'évaluation statistique de la CNUCED pour produire des estimations des flux financiers illicites et élaborer des politiques reposant sur des données factuelles pour enrayer ces flux et mobiliser des ressources. La CNUCED a apporté au Burkina Faso et à la Zambie une assistance technique qui a renforcé l'aptitude des praticiens de ces pays à mesurer les flux financiers commerciaux illicites et à détecter les risques correspondants, en particulier dans le secteur extractif. Pour y remédier, elle a invité les parties prenantes à concevoir des politiques objectives, qui permettent au pays de dégager des recettes publiques, d'avancer dans ses objectifs de développement nationaux et de réaliser les ODD.

Aider les pays les moins avancés dans leurs négociations

En collaboration avec l'Institut universitaire européen, la CNUCED a aidé les représentants du groupe des pays les moins avancés de l'OMC à préparer la douzième Conférence ministérielle de l'OMC. Elle a établi des projets de textes sur les règles d'origine qui ont été adoptés par tous les Membres de l'OMC.

Renforcer les règles d'origine et l'utilisation des préférences commerciales

Les travaux de recherche de la CNUCED sur les règles d'origine visent à répertorier les meilleures pratiques et les procédures administratives dans ce domaine. La CNUCED a conçu des sites Web clairs qui facilitent le suivi lors de l'utilisation de préférences commerciales ou de l'application des notions de la facilitation des échanges aux procédures de certification des règles d'origine. Des ateliers ont été organisés en Argentine, au Cambodge et en Suisse, et la CNUCED a collaboré avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour former des représentants de pays du G-77 en poste à Genève sur l'intégration financière, la dette extérieure et les flux financiers illicites, le financement du développement, les finances publiques et la mobilisation des ressources.



Coup de projecteur sur l'Angola

De la dépendance à l'égard du pétrole aux nouveaux secteurs de l'économie verte

Le programme commun de l'UE et de la CNUCED pour l'Angola, Train for Trade II, a aidé le pays à développer ses capacités de production, à opérer une transformation structurelle et à diversifier son économie, l'accent étant mis sur les secteurs de l'économie verte. Le programme renforce les capacités au niveau des institutions et des ressources du pays, met en évidence des produits verts non pétroliers et facilite l'intégration du pays dans l'économie régionale et mondiale pour permettre à celui-ci de dégager des recettes durables afin de réaliser les ODD. Des activités de renforcement des capacités ont été menées en 2022 pour permettre à l'Angola d'opérer un reclassement dynamique. Les politiques de transformation et de développement durable menées par l'Angola ont fait du pays un exemple pour ce qui est de la mise en œuvre des ODD.

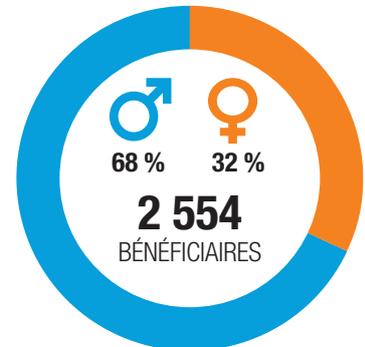
Une trajectoire stable et structurée vers la diversification

Les interventions en faveur de l'Angola ont notamment consisté en diverses initiatives intersectorielles visant à appuyer la facilitation du commerce et à soutenir les nouveaux secteurs de l'économie verte. Dans cette optique, 23 ministères et institutions publiques et privées ont collaboré à l'élaboration de politiques aux fins de diversifier l'économie et d'étudier les débouchés à l'exportation des secteurs de l'économie verte.

La CNUCED soutient des activités visant à développer l'économie bleue et à faire en sorte que les exportations de produits de la pêche respectent les normes internationales. Elle a mis au point une politique pour l'apiculture en Angola, étayée par des services de formation et de vulgarisation.

La CNUCED a aidé l'Angola à renforcer ses moyens de facilitation des échanges et à protéger les droits de propriété intellectuelle, à développer des pôles de logistique et à financer les secteurs de l'économie verte. Elle a organisé des activités Empretec de formation à l'entrepreneuriat. Elle a aussi réalisé des activités visant à promouvoir les investissements dans le secteur agro-industriel, à améliorer les statistiques de l'investissement direct étranger, à mobiliser l'investissement institutionnel et à renforcer les méthodes de négociation commerciale.

Résultats du programme UE-CNUCED pour l'Angola



dont



FAIT MARQUANT

L'Angola réalise les objectifs mondiaux

L'Angola est fortement tributaire du pétrole, ce qui le rend particulièrement vulnérable à des chocs extérieurs comme la pandémie de COVID-19. Les activités Train for Trade ont sensiblement renforcé les capacités des décideurs angolais en couvrant de façon intégrée sept domaines interdépendants de la politique économique. Le programme a aidé à concevoir et appliquer des politiques plus efficaces et a formé des entrepreneurs à tirer parti des nouveaux débouchés. Programme multisectoriel, Train for Trade II contribue à la plupart des ODD en renforçant globalement les capacités productives dans l'optique d'une diversification durable. L'Angola a été désigné en 2022 comme un exemple de réussite parmi les pays du monde en ce qui concerne la mise en œuvre des ODD.



L'action de la CNUCED en Angola soutient les exportations de produits manufacturés et de services à valeur ajoutée

- ▶ Les exportations de produits non pétroliers de l'Angola ont progressé en termes réels depuis 2016 et la valeur de ses exportations totales vers les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe suit une tendance à la hausse.
- ▶ La gestion du programme local Empretec de formation à l'entrepreneuriat, volet du programme Train for Trade II, a été confiée à une association nationale du secteur privé qui constitue désormais l'institution hôte d'Empretec dans le pays.



Un ouvrier au travail dans une usine de boissons en Angola.

© Shutterstock / Andre Silva Prito

Permettre aux jeunes d'acquérir une meilleure compréhension du développement économique

En 2022, le Bureau régional de la CNUCED pour l'Afrique a renforcé son activité sur les médias sociaux afin d'accroître sa visibilité sur le continent. Dans le cadre de son programme de stages, la CNUCED a formé des jeunes qui ont pu ainsi améliorer leur connaissance du contexte de l'économie et du développement en Afrique et dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

FAIT MARQUANT

La formation au service de l'élaboration des politiques

Les activités de la CNUCED concernant les capacités productives ont consisté en 2022 à répertorier les obstacles et les lacunes en matière de développement dans tous les secteurs de l'économie, à adresser des recommandations précises aux pays et à dégager huit nouveaux secteurs viables pour l'économie verte. Ces nouveaux secteurs peuvent contribuer à la diversification économique et au développement des chaînes de valeur et des exportations, comme l'illustre le programme UE-CNUCED pour l'Angola : Train for Trade II. Les cours de formation de la CNUCED sensibilisent à l'indice des capacités productives et à l'intérêt de cet outil pour élaborer des politiques reposant sur des données objectives. Certains pays comme le Rwanda et la République démocratique populaire lao ont intégré pleinement le discours d'orientation et le dialogue dans leurs méthodes de travail et défini les meilleurs moyens de renforcer les capacités productives et de favoriser la transformation structurelle de l'économie.

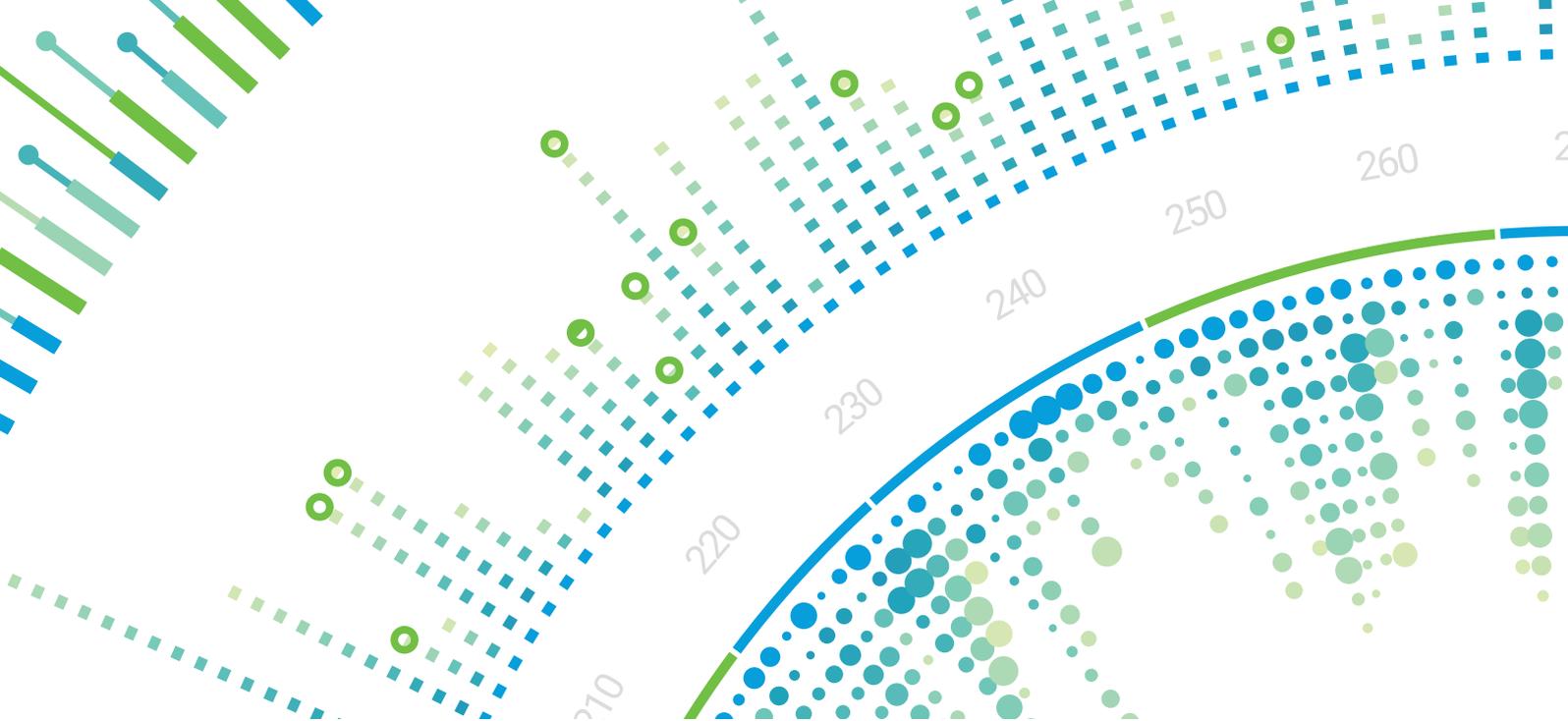
Concevoir des partenariats robustes

La CNUCED établit et gère de nombreux partenariats stratégiques, pour créer des alliances durables fondées sur des solutions concrètes et inclusives pour la transformation et la diversification économiques.

La CNUCED a notamment continué de développer des partenariats et des collaborations avec les entités suivantes en Afrique au cours de l'année : Secrétariat de la ZLECA, Équipe spéciale interdépartementale de l'ONU chargée des questions relatives à l'Afrique, Bureau du Conseiller spécial de l'ONU pour l'Afrique, Africa Think Tank Network, l'Institut africain de développement économique et de planification, la Commission de l'Union africaine et Centre d'études des économies africaines de la fondation Friedrich Ebert.

La CNUCED a mené diverses activités interinstitutions pour mobiliser des ressources en vue de financer le relèvement de l'Afrique après la crise de la COVID-19 et la recherche de solutions énergétiques axées sur la durabilité. Concernant l'enseignement supérieur, la CNUCED a poursuivi son partenariat avec des universités africaines, notamment l'université d'Addis-Abeba, l'université Makerere et l'université d'Ibadan, en travaillant auprès des diplômés pour rapprocher la théorie de la pratique sur les questions de commerce et de développement en Afrique.

La collaboration avec les universités africaines permet aux étudiants de rapprocher la théorie et la pratique sur les questions de commerce et de développement en Afrique



Statistiques

La CNUCED compile un grand nombre de données recueillies auprès de sources nationales et internationales pour pratiquement tous les pays du monde et elle valide et traite ces données. Il s'agit de vérifier que les chiffres sont justes pour éclairer et optimiser les recommandations sur les politiques à suivre.

Le tout premier cadre conçu pour mesurer la coopération Sud-Sud permettra la collecte par les pays du Sud de leurs propres données sur l'aide au développement

À quel moment la population mondiale a-t-elle atteint 8 milliards d'habitants ? Dans quelle région le commerce a-t-il augmenté de 23 % en 2022 ? Quels ont été les quatre secteurs les plus dynamiques avant et pendant la pandémie ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles la CNUCED s'est intéressée en 2022 dans le cadre du Manuel de statistiques, de SDG Pulse et de l'indice de la croissance inclusive, qui mesure en données le progrès collectif des pays du monde vers les objectifs de développement durable.

La CNUCED a lancé en juin 2022 un nouvel outil de prévision immédiate de l'économie et du commerce mondiaux, dont le fonctionnement repose entièrement sur les données et l'application d'un modèle d'intelligence artificielle. Elle a aussi mené à bien avec 22 pays situés sur trois continents des projets pilotes visant à mesurer les flux financiers illicites selon des principes et des méthodes conçus par la CNUCED en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Elle dispose désormais de méthodes éprouvées pour mesurer les flux illicites liés aux pratiques fiscales et commerciales irrégulières, ainsi que les flux provenant d'activités comme le trafic de drogues et d'espèces sauvages, la traite d'êtres humains et le trafic de personnes migrantes.

En mars 2022, devant la Commission de statistique, les États Membres de l'ONU ont approuvé le tout premier cadre visant à mesurer la coopération Sud-Sud, conçu par les pays du Sud avec l'appui de la CNUCED. Ce cadre déterminera un nouvel indicateur des ODD sur la mobilisation de ressources financières supplémentaires à l'appui des pays en développement, et pour la première fois, réunira des données du Nord et du Sud. Une possibilité historique est ainsi offerte aux pays du Sud d'éclairer le débat international sur le financement du développement en utilisant leurs propres données et grâce à l'appui de la CNUCED en matière de renforcement des capacités.



Vers des données de meilleure qualité sur les capacités productives

L'indice des capacités productives témoigne de la nécessité qui s'impose d'aller vers des politiques reposant sur des données objectives. La CNUCED s'est attachée en particulier à évaluer, améliorer et documenter la méthodologie de l'indice. Elle a tenu compte des éléments nouveaux communiqués par des organisations qui produisent des variables d'entrée comparables au niveau international. Des statisticiens de la CNUCED se sont rendus au Kenya, en Éthiopie, au Nigéria et en Zambie pour former plus de 100 fonctionnaires et universitaires locaux à l'interprétation de l'indice et aux mesures qui peuvent être prises pour améliorer l'utilité de l'indice dans un contexte national.

Nouveau système d'information sur les statistiques du commerce des services en Afrique de l'Ouest

À la demande de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, la CNUCED a conçu, pour fin 2022, le système TISSTAT d'information pour la collecte et le traitement des données sur le commerce international des services, désormais utilisé par le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Nigér, le Sénégal et le Togo pour éclairer leurs politiques commerciales. Le système prend en charge les enquêtes nationales et le stockage, la saisie, la vérification de la cohérence et la publication des données.

La CNUCED et l'Égypte estiment les coûts de la réalisation des ODD et les flux financiers illicites

L'Égypte se heurte à un déficit de financement important s'agissant de mobiliser des fonds pour atteindre les ODD. En 2022, la CNUCED a poursuivi son projet visant à renforcer les capacités nationales et à doter le pays de systèmes pour mesurer les besoins et le déficit de financement. Lors d'une série d'ateliers nationaux, elle a présenté des méthodes concrètes de mesure statistique des flux financiers illicites. Un modèle d'évaluation des coûts des ODD a aussi été mis au point. Ces éléments, conjugués à une amélioration des connaissances et à des compétences de base pour la collecte des données nationales, ont aidé l'Égypte à compiler des estimations et à formuler des politiques en vue d'enrayer les flux financiers illicites et d'atteindre ses objectifs au titre du Programme 2030.

La CNUCED a dispensé une formation sur les flux financiers illicites et on dispose désormais de premières estimations sur la question

La CNUCED a organisé 33 ateliers pour renforcer les capacités dont les pays disposent pour mesurer les flux financiers illicites au titre de trois projets avec des organisations partenaires. Ont assisté à ces activités de renforcement des capacités 1 561 participants au total, dont un quart de femmes. Il est possible d'estimer les flux financiers illicites bien que la tâche soit difficile. La voie est désormais ouverte pour que tous les pays commencent à communiquer des données pour cet indicateur des ODD et permettre des politiques plus ciblées de répression des flux illicites.

En étudiant le phénomène du déplacement de bénéfices, le Nigéria a constaté que certaines multinationales transfèrent presque exclusivement leurs bénéfices vers des filiales situées dans des paradis fiscaux

Le centre de données UNCTADStat, ressource incontournable

Le centre de données UNCTADstat regroupe des statistiques officielles recueillies ou produites par la CNUCED. Il a enregistré en 2022 plus de 850 000 sessions, plus de 9,6 millions consultations de pages et 446 800 téléchargements de données, par environ 520 000 utilisateurs originaires de tous les États membres de la CNUCED.

Amélioration des compétences nécessaires à la compilation et à l'utilisation des statistiques du commerce international

En 2022, conjointement avec l'Organisation mondiale du commerce et la Division de statistique de l'ONU, UNCTADStat et le programme TrainForTrade ont formé 2 361 personnes originaires de 180 pays différents, dont 66 travaillant pour des organisations internationales. La CNUCED a formé des personnes à la compilation et à l'utilisation des statistiques du commerce international. Parmi les participants, 55 % étaient des hommes et 44 % des femmes ; 79 % ont réussi la formation et obtenu un certificat. Interrogés par questionnaire, 88 % des participants se sont déclarés satisfaits de la formation.

FAIT MARQUANT

Des statistiques fiables sur les flux financiers illicites

Les pays ont besoin de statistiques plus comparables et plus fiables sur les flux financiers illicites. Des statistiques de meilleure qualité permettent de déterminer quels activités, secteurs et circuits sont les plus exposés au financement illicite et d'orienter les politiques nécessaires pour enrayer cette perte de ressources nationales.

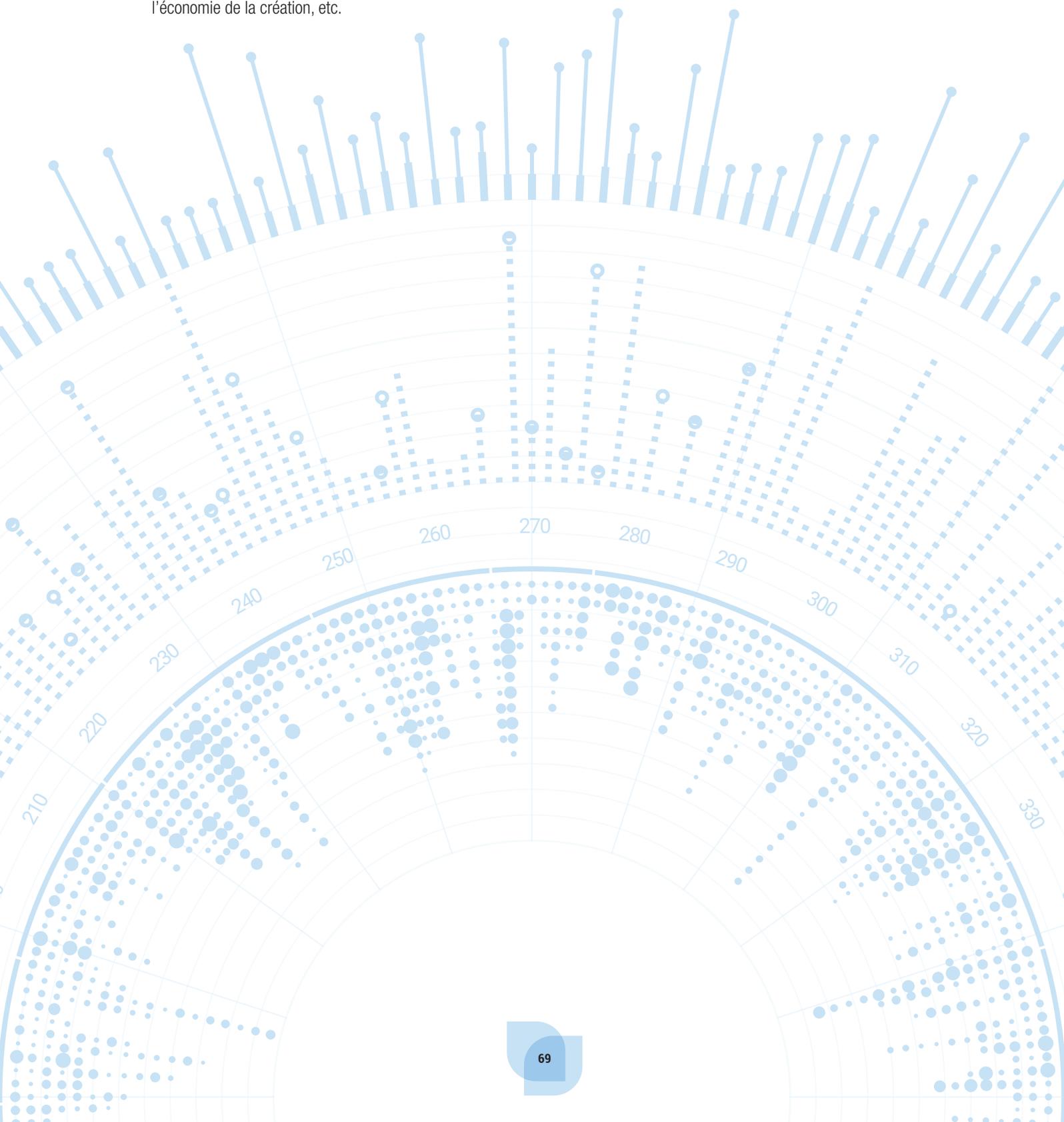
La CNUCED et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, institutions chargées de l'indicateur 16.4.1 des ODD relatif aux flux financiers illicites, ont conçu des principes et des méthodes pour mesurer les flux financiers illicites en consultation avec une équipe spéciale internationale. Ils ont aussi formé des statisticiens et des experts nationaux et mis ces méthodes à l'essai dans 12 pays d'Afrique, 6 pays d'Asie et 4 pays d'Amérique latine.

- ▶ **L'étude pilote de la Namibie a analysé les flux financiers illicites liés à l'établissement de fausses factures commerciales.** Il en est ressorti que les flux illicites sortants et entrants du pays concernaient six produits de base : les diamants, le gazole, l'essence, l'or, l'uranium et le poisson.
- ▶ **Le Nigéria a étudié la répartition globale des bénéfices des multinationales et de leur impôt sur les sociétés** afin de mieux comprendre le phénomène du déplacement de bénéfices. Il a constaté que certaines multinationales transfèrent presque exclusivement leurs bénéfices vers des filiales situées dans des paradis fiscaux.
- ▶ **Les autorités égyptiennes ont étudié simultanément les flux financiers illicites en rapport avec la fiscalité et le commerce (établissement de fausses factures commerciales et pratiques de déplacement de bénéfices des multinationales) et avec la criminalité (trafic de stupéfiants).** Elles ont créé un nouveau service chargé de la mesure statistique des flux financiers illicites auprès de l'administration des douanes, avec l'appui d'un projet de renforcement des capacités concernant le financement intégré des ODD.

Un nouvel outil de données sur la biodiversité

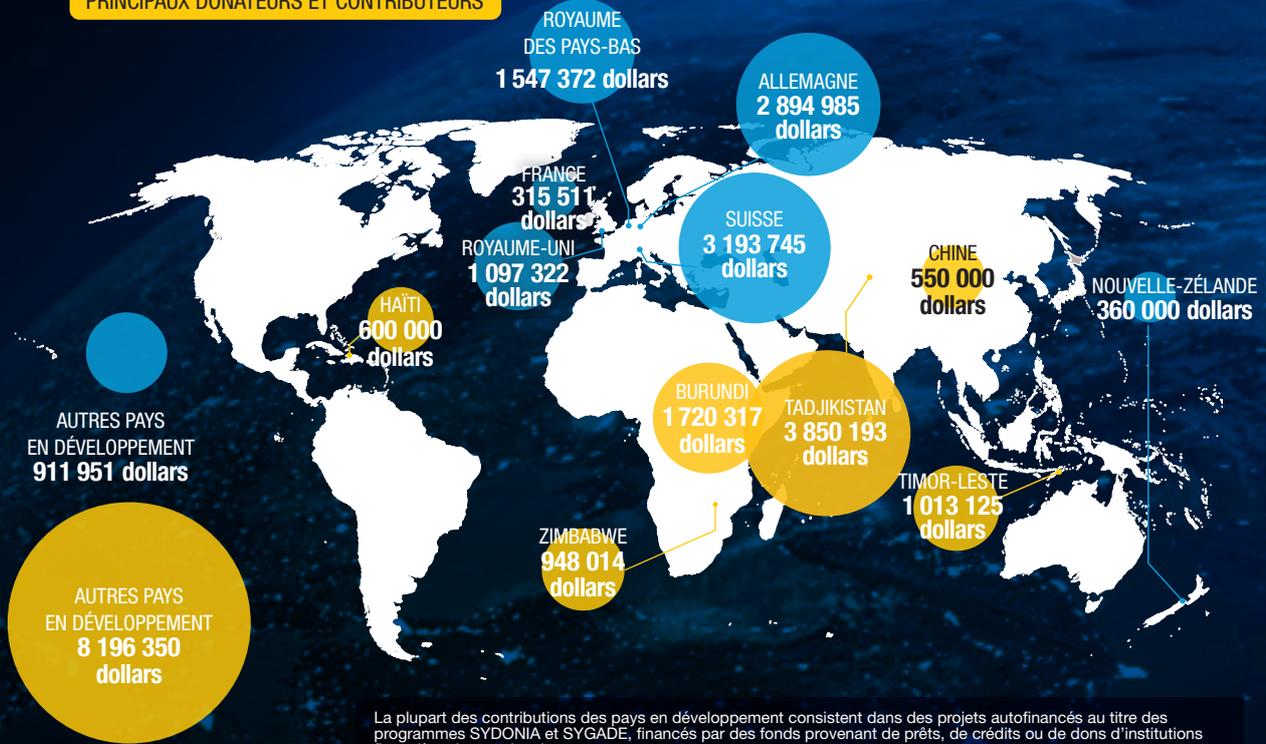
En septembre 2022, la CNUCED a lancé un nouvel outil en ligne sur UNCTADstat proposant un type de données entièrement nouveau sur les importations et les exportations mondiales de produits issus de la biodiversité, nommé **TraBio** (pour « **T**rade and **B**iodiversity »). Cet outil permet des données complètes et comparables, accompagnées d'indicateurs spécifiques, sur 1 814 produits, pour tous les pays et toutes les années depuis 2010.

UNCTADstat propose également d'autres ensembles de données thématiques qui étayent ses travaux de portée analytique et concernant les politiques, notamment sur l'économie numérique, le commerce maritime, le commerce des produits de l'océan, le commerce des matières plastiques, l'économie de la création, etc.



Donateurs et contributeurs

PRINCIPAUX DONATEURS ET CONTRIBUTEURS

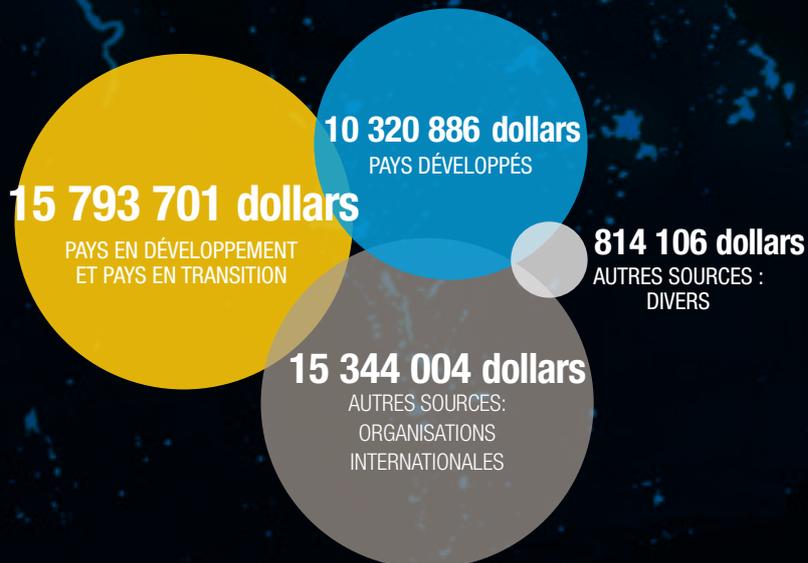


La plupart des contributions des pays en développement consistent dans des projets autofinancés au titre des programmes SYDONIA et SYGADE, financés par des fonds provenant de prêts, de crédits ou de dons d'institutions financières internationales.

Note: Est représenté le financement provenant d'États membres, de dons publics et d'organismes des Nations Unies.

TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN 2022

42 272 697 dollars

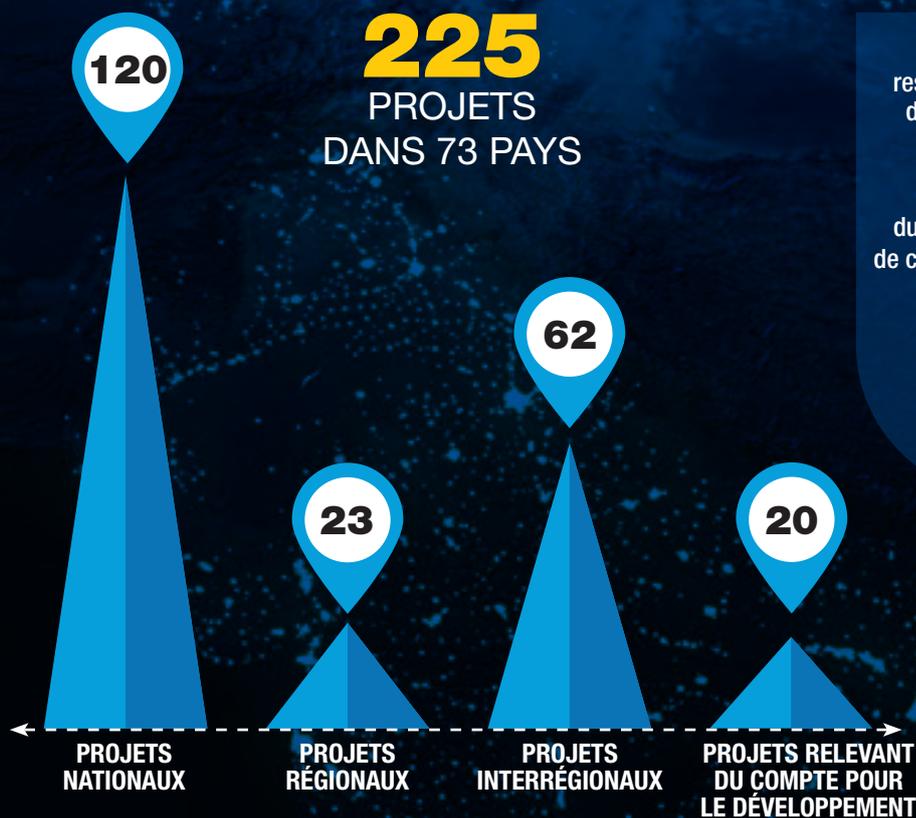
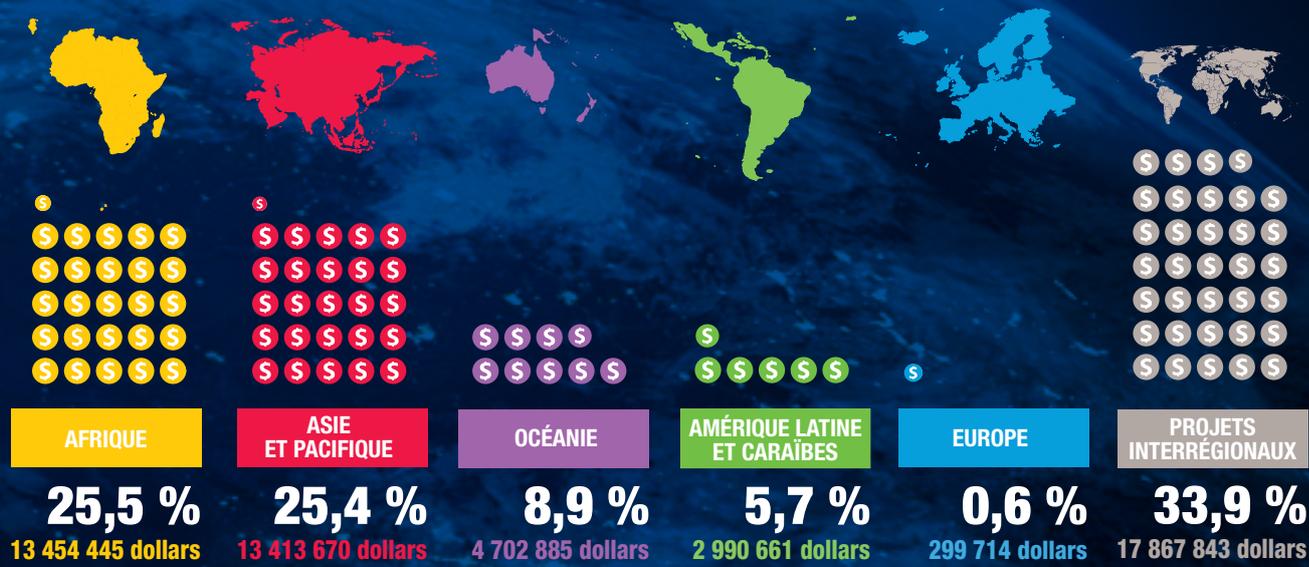


Projets et couverture géographique

RÉPARTITION RÉGIONALE DES DÉPENSES AU TITRE DES PROJETS (2022)*

Montant total des dépenses au titre des projets :

52 729 218 dollars



225
PROJETS
DANS 73 PAYS

LE **SYDONIA** reste le plus grand programme d'assistance technique de la CNUCED : il représente **44,51 %** du montant total des dépenses de coopération technique en 2022.

Il est suivi par le **SYGADE** qui représente **11,57 %** du montant total des dépenses.



Voir les Instruments de la coopération technique de la CNUCED : [code QR]

Faits saillants dans le domaine de la gestion

En 2022, la CNUCED a conclu 15 nouveaux accords-cadres de coopération de l'ONU pour le développement durable et contribué à 20 bilans communs de pays

Rôle de la CNUCED dans le système des Nations Unies

La CNUCED est membre du Conseil des chefs de secrétariat, que préside le Secrétaire général de l'ONU et qui définit des orientations générales, assure une coordination et fixe un cap stratégique pour le système des Nations Unies dans les domaines relevant de sa compétence.

La CNUCED est partie prenante de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et coopère avec les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies et les entités partenaires du groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives. En 2022, elle a conclu 15 nouveaux accords-cadres de coopération de l'ONU pour le développement durable et contribué à 20 bilans communs de pays.

Engagements en matière de gestion

La CNUCED se tient à des normes exigeantes de déontologie et d'intégrité, qui recouvrent des mesures actives pour détecter les éventuels conflits d'intérêts et y remédier, la tolérance zéro pour le harcèlement et des atteintes sexuels, et l'acceptation des responsabilités environnementales. Chaque année, dans le cadre d'un dialogue de l'équipe dirigeante, ses responsables s'entretiennent des questions déontologiques qui peuvent apparaître dans le cadre de leurs activités.

En 2022, ce dialogue a eu pour thème « Vivre les valeurs de l'ONU : Ce que cela signifie en pratique pour chacun d'entre nous », et en 2021, « Le système de responsabilité au Secrétariat de l'ONU ».

La CNUCED fait partie du Secrétariat de l'ONU et est gérée conformément au cadre de responsabilité défini par celui-ci.

Transparence et contrôle

Il importe pour la CNUCED qu'il existe un contrôle robuste et indépendant de ses activités. Elle respecte scrupuleusement toutes les recommandations qui lui sont adressées.

Les entités qui assurent le contrôle indépendant de la CNUCED sont le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), organe de contrôle interne de l'ONU, et le Comité des commissaires aux comptes, par l'intermédiaire duquel les institutions supérieures de contrôle des finances publiques des États Membres assurent des services d'audit externe à l'ONU par roulement.

Au cours des cinq dernières années, le Bureau des services de contrôle interne a mené **quatre audits** à la CNUCED. Ces audits ont porté sur le Système douanier automatisé (SYDONIA), le Service d'appui intergouvernemental, les services statistiques et les rapports financiers du programme de renforcement des institutions et des capacités en matière de politiques de la concurrence et de la protection du consommateur.

La CNUCED a donné effet à toutes les recommandations issues des audits.

Dispositif de transparence financière

La CNUCED a continué d'adhérer au **dispositif de transparence financière** concernant les fonctionnaires de l'ONU, qui a pour objet de détecter les risques de conflit d'intérêts pouvant résulter des avoirs et dettes et des placements financiers personnels des fonctionnaires et de leurs activités à l'extérieur, et d'atténuer ces risques et d'y remédier.

Tous les fonctionnaires ayant rang de directeur et au-delà, ainsi que ceux qui exercent des responsabilités particulières dans le domaine des finances et celui des achats, doivent renseigner chaque année une déclaration confidentielle en ligne concernant leurs avoirs et leurs dettes, leurs activités à l'extérieur et leurs affiliations, pour eux-mêmes, leur conjoint et leurs enfants à charge.

Tolérance zéro pour le harcèlement et les atteintes sexuels

La CNUCED a pris de nombreux engagements visant à garantir la sécurité de son personnel et des participants à ses conférences. Elle adhère aux initiatives du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles et au code de conduite type de l'ONU pour la prévention du harcèlement aux manifestations organisées par le système des Nations Unies.

La CNUCED impose à tous ses partenaires une déclaration sur la tolérance zéro pour le harcèlement, l'exploitation et les atteintes sexuelles et des engagements fermes en matière de prévention. En outre, son processus de diligence raisonnable impose de vérifier pour tout partenaire potentiel que celui-ci n'a pas été condamné, inculpé ou poursuivi pour atteintes et/ou harcèlement sexuels.

Parité hommes-femmes

La CNUCED s'emploie à parvenir à la parité complète, et la part des femmes dans son personnel a augmenté de 4 % (de 35 % à 39 %) entre décembre 2020 et décembre 2022. Il reste cependant beaucoup à faire dans ce domaine et les progrès peuvent revêtir différentes formes. En 2021, la CNUCED a désigné à sa tête la première Secrétaire générale de son histoire, Rebeca Grynspan.



La part du personnel féminin a augmenté de

4 %

entre
décembre 2020
et décembre 2022

Responsabilité environnementale

La CNUCED assume sa part de la lutte contre les changements climatiques en intégrant la durabilité environnementale dans la gestion de ses locaux et de ses activités.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement recueille et analyse chaque année depuis 2007 des renseignements sur l'incidence environnementale de chaque entité du système des Nations Unies et publie ces données dans le [rapport ONU – Du bleu au vert](#), dont le dernier en date est celui de 2022.

La CNUCED est un organisme non résident partageant des locaux au Palais des Nations et toute son exploitation est gérée par l'Office des Nations Unies à Genève, y compris la compensation des émissions, la gestion des déchets et de l'eau, l'efficacité énergétique, la gestion durable des cafétérias, la gestion des parcs, etc.

À son propre niveau, la CNUCED s'est donnée les moyens de devenir plus durable. Elle a supprimé la totalité de ses 400 imprimantes individuelles pour les remplacer par des imprimantes en réseau. Elle a remplacé la plupart des ordinateurs de bureau de la CNUCED par des ordinateurs portables. Ces mesures ont permis davantage de latitude pour le télétravail, qui est désormais pratique courante dans l'organisation. Cela a aussi créé un contexte propice à la dématérialisation de la plupart des documents et des tâches de la CNUCED, rendant inutile une grande partie des documents imprimés. De ce fait, elle a sensiblement réduit ses émissions liées à l'impression en consommant moins de fournitures, de papier et d'énergie.

La CNUCED continue de tirer les enseignements de la pandémie en accueillant et en organisant s'il y a lieu les manifestations selon des modalités virtuelles ou hybrides. Cela réduit les émissions de carbone du fait que les déplacements sont moins nombreux et qu'il est moins nécessaire d'utiliser des documents papier.

La CNUCED achète chaque année des compensations d'émission en contrepartie des voyages limités de son personnel. Sa conférence ministérielle quadriennale est économe en papier et a principalement recours aux technologies numériques. Tous ses services, y compris de recherche et de conseil à ses clients partout dans le monde, sont aussi offerts en ligne.

Bureau de New York

Le bureau de la CNUCED à New York soutient les processus intergouvernementaux, y compris les négociations, et représente la Secrétaire générale pour faire en sorte que la CNUCED joue son rôle de chef de file de la réflexion dans les travaux et les négociations menés à New York. À la soixante dix-septième session de l'Assemblée générale, la manifestation de la CNUCED intitulée « Le rôle du commerce et de la logistique dans l'accès de tous à l'alimentation et à l'énergie » a constitué la manifestation parallèle officielle de la Commission économique et financière (Deuxième Commission).

Le bureau a aussi prêté assistance à la négociation de six résolutions portant sur le commerce international et le développement, la viabilité de la dette extérieure, les investissements pour le développement durable, les TIC au service du développement durable, les flux financiers illicites et l'entrepreneuriat pour le développement durable. Ces résolutions ont été actualisées à partir de rapports établis par la CNUCED au nom du Secrétaire général ainsi que d'autres publications.

Le bureau de New York a aussi suivi les résolutions relatives aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement. Par ailleurs, il a facilité les débats qui ont abouti à une nouvelle résolution sur l'économie sociale et solidaire et a organisé une séance d'information à l'intention des États Membres sur le thème « Le Forum de New York sur le Rapport sur le commerce et le développement 2022 : Les crises qui se profilent et les options financières ».

Le bureau a aussi coproduit des notes de synthèse au titre de l'axe de travail du Réseau des économistes des Nations Unies sur la nouvelle économie au service développement durable, où il était question de l'économie mauve (économie des soins), de l'économie jaune (économie de l'attention), de l'économie sociale et solidaire, de l'économie orange (économie de la création), de l'économie bleue et de l'économie verte.

FAIT MARQUANT

Organisation par la CNUCED d'une manifestation à la Commission économique et financière de l'Assemblée générale des Nations Unies

Le rôle du commerce dans l'accès de tous à l'alimentation et à l'énergie

En octobre 2022, la CNUCED a organisé la manifestation parallèle officielle de la Commission économique et financière de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le thème « Le rôle du commerce et de la logistique dans l'accès de tous à l'alimentation et à l'énergie ».

Cette manifestation a aidé à mobiliser les responsables politiques en faveur d'un renouvellement de l'Initiative de la mer Noire en novembre 2022. Elle a aussi montré comment les travaux d'analyse et les activités de renforcement des capacités de la CNUCED pouvaient être mis à profit pour lutter contre les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et atténuer l'insécurité alimentaire et énergétique.

La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynszpan, a fait valoir que les effets conjugués de la pandémie de COVID-19, de l'urgence climatique et de la guerre en Ukraine avaient accéléré la crise mondiale du coût de la vie subie par des dizaines de millions de personnes. Elle a demandé que l'Initiative de la mer Noire soit reconduite et que les restrictions au commerce mondial imposées par les fournisseurs mondiaux soient levées. Elle a invité les pays à s'abstenir d'une course aux matières premières en gérant la demande, en particulier d'énergie, et à raccourcir les chaînes d'approvisionnement de l'alimentation. Elle a estimé urgent de faciliter les exportations d'engrais afin de garantir des approvisionnements alimentaires suffisants pour l'année à venir.



La Secrétaire générale Grynszpan prend la parole devant la Commission économique et financière de l'Assemblée générale des Nations Unies.

► L'équipe dirigeante de la CNUCED en 2022



► **Rebeca Grynspan**
Secrétaire générale



► **Pedro Manuel Moreno**
Secrétaire général adjoint



► **M. Richard Kozul-Wright**
Directeur
Division de la mondialisation et
des stratégies de développement



► **M^{me} Teresa Moreira**
Directrice (par alternance)
Division du commerce international
des biens et services, et des produits
de base



► **M^{me} Miho Shirotori**
Directrice (par alternance)
Division du commerce international
des biens et services, et des produits
de base



► **M^{me} Shamika N. Sirimanne**
Directrice
Division de la technologie
et de la logistique



► **M. James Zhan**
Directeur
Division de l'investissement
et des entreprises



► **M. Paul Akiwumi**
Directeur
Division de l'Afrique, des pays les moins
avancés et des programmes spéciaux



► **M^{me} Anu Peltola**
Administratrice chargée du
Service des statistiques



► **M. Adnan T. Issa**
Directeur
Service de la gestion et de
l'appui aux programmes



► **M. Miguel Bautista**
Directeur
Service de liaison et d'appui
intergouvernementaux

Le personnel de la CNUCED

L'équipe de la CNUCED s'attache à promouvoir le programme de développement durable et à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en transition, à s'intégrer avec profit dans l'économie mondiale. Merci à l'ensemble du personnel pour son dévouement.

Lahsen Ababouch, Marcelo Abalos, Mohammed Abdalkarim, Nourhan Abdellatif, Ravindra Jagath Abeysinghe, Xavier Abouanou, Monica Adjivon, Helena Afonso, Junior Ramsy Afuge Akame, Abdul Mumin Ahmed, Maria Ahmed, Paul Akiwumi, Sana Al-Jadir, Rami Afazzeah, Marwan AlFarajat, Mohammed Amer B Alkhuwildi, Gian Luigi Allaria, Fabian Allen, Judith Ameso, Sofia Puteri Aminuddin, Nizar Ammary, Rachid Amui, Elisabeth Anodeau-Mareschal, Bruno Antunes, Susanna Arcella, Jose Ardila, Carolyne Ariokot, Ludovic Arnaud, Regina Asariotis, Maritza Ascencios, Yoseph Asmelash, Mark Assaf, Dafina Atanasova, Kweku Attafuah-Wadee, Faustina Attobra Wilson, Florent Aufrere, Christine Awiti, Edwin Ayala Borda, Myriam Azar, Fabianna Bacil, Celine Bacrot, Paul Bagu, Lilia Bahloul, Vikram Kisansingh Bahure, Mohamed Chiraz Baly, Benjamin Banda, Rashmi Banga, Cécile Barayre, Alexandru Barbalat, Claudia Barberis, Deniz Barki, Nour Barnat, Gustavo Barreto, Diana Barrowclough, John Barrozo, Miguel Bautista, Kerem Bayrakceken, Tadesse Belay, Habiba Ben Barka, Salma Ben Haji, Mohamed Ben Hamouda, Karim Ben Romdhane, Hassiba Benamara, Alexandru Benchechi, Julian Benda, Evelyn Benitez, Moulay Mehdi Benmoumen, Mehdi Benmoumen, Jean-Marc Benoit, Omar Benyamina, Raouf Benzarti, Vincent Beyer, Ermias Biadgleng, David Bicchetti, Karen Bihir, Sonia Blachier, Stephanie Blankenburg, Sanja Blazevic, Julien Patrick Bliesener, Taro Boel, Daniele Boglio, Brad Boicourt, Katalin Bokor, Andrzej Bolesta, Richard Bolwijn, Stephania Bonilla, Lisa Borgatti, Olivio Borges, Julien Bornon, Pilar Borque, Elena Botvina, Sonia Bouali, Anne Bouchet, Rachid Bouhia, Badr Boukri, Jacqueline Bouvier, Maria Christina Bovey, Virginia Bregger, Steven Broad, Aurangzeb Butt, Claudia Lucrecia Caceres Maldonado, Stella Eugenia Cajiao Bolanos, Thomas Callaghan, Dimo Calovski, Jeronim Capaldo, Michael Capuano, Rodrigo Carcamo, Derek James Carnegie, Tracey Helen Carpenter, Theresa Carpenter, Chantal Line Carpentier, Emmanuelle Cartier, Marina Cartier-Kayayan, Bruno Casella, Candy Catala, Yoann Chaine, Richard Chalverat, Clariesse Chan, Shiv Chandaria, Dominique Chantrel, Sonam Chedup, Yufang Chen, Hao Chen, Ekaterina Chernova, Ismahen Chouder, Lalouani Chouder, Tathagata Choudhury, John Je En Chua, Lyubov Chumakova, Joshua Ciampi, Ana Cipriano, Fatoumata Ciss, Constantin Ciuta, Jeanelle Evelyn Angelo Clarke, Yarieldis Claro Soto, Joseph Clements, Mathilde Closset, Ginevra Coda Nunzianta, Gonçalo Coelho, Ion Cojoaca, George Colville, Olivier Combe, Elena Conovalov, Claudia Contreras, Roxana Marina Cortina Mendoza, Pablo Cortizo, Chris Cosgrove, Gavin Costello, Coumba Coulibaly, Amelie Marie Edith Cournoyer, Erika Crastz, Flavine Creppy, David Cristallo, Juan Luis Crucelegui, Cecilia Cruchaga, Stefan Csordas, Florence Cuenoud-Guenin, LauraCyron, Alexandre Dabbou, Anisha Dahal, Lucia Dalenz, Olivia Daly, Cambiz Daneshvar, Danielle Daou, John David David, Junior Davis, Isabel Naomi Dawson, Vanessa De Thorpe Millard, Nathalie Defrasne, Mussie Delelegn, Gaby Deletroz, Lucy Deleze-Black, Rafe Dent, Adriana Sofia Diaz Fuenmayor, Dorothy Dillard, Sydia Djre, Duduzile Dlamini, Sandrine Dodard, Sofia Dominguez, Yves Don, Michele Dookie, Idris Doubed, Principe Fidele Douvi, Jacqueline Du Pasquier, Kalei Dugucanavanua, King Carl Tornam Duho, Fabien Dumesnil, Marianne Dumont, Chantal Dupasquier, José Duran, Florence Durand, Maria Durleva, Hamed El Kady, Maha El Masri, Mutasim Elagraa, Lauri Elias, Moise Endene Eked, Kumi Endo, Minsang Eom, Nathalie Eulaerts, Mispa Ewene, Séverine Excoffier, Helene Fabiani, Pilar Fajarnes-Garces, Nabil Farrah, Boulbaba Fehri, Ide Erika Femne Samedeu, John Ferguson, Yvette Fernandez, Tiuna Fernandez, Santiago Fernandez de Cordoba Briz, Leonardo Flores, Scarlett Fondeur Gil, Gabriele Forni, Kristine Forslund, Piergiuseppe Fortunato, Debbie Jill Francisco, Laurent Francois, Patrick Peter Fred, Torbjörn Fredriksson, Clovis Freire, Marco Fugazza, Samuel Funck, Khaled Gaafar, Elizabeth Gachuri, Ouassim Gahbiche, Katie Gallogly-Swan, Lulu Gao, Antanina Garanasvili, Maria Garcia Perez, Viridiana Garcia-Quiles, Jaouhar Garreb, Stefanie Garry, Isabel Garza Rodriguez, Aline Genoud, Alain Genoud, Denis Maurice M Gervalle, Denis Gervalle, Marius Daniel Ghitou, Thomas Giles, Alexander Girvan, Dimitry Godunov, Sujita Goit, Ebru Gokce, Luisa Dominique Goncalves Sande Lemos, Yihong Gong, Mauro Gongora, Angel Gonzalez, Hugo Leonardo Gosmann, Victoria Goudeva, Malena Goutille Lazaro, Tiffany Grabski, Christopher Georges Dimitri Grigoriou, Alvaro Grille, Frank Grozel, Kamil Gruca, Julia Grübler, **Rebeca Grynspan**, Vicente Guazzini Zuniga, Natalia Guerra, Ricardo Guerra-Chavez, Ruben Guillen, Sylvie Guy, Carlos Hugo Guzman Velarde, Ashraf Haddad, Nadege Hadjemian, Amel Haffouz, Robert Hamwey, Myriam Hamza, Poul Hansen, Mohammad Hasan, Zenathan Hasannudin, Patricia Havan, Penelope Hawkins, Yan He, Beth Helfand, Marisa Henderson, Rodrigo Hernangomez Rueda, Jacques Hillinger, Petru Hincu, Ina Hodge, Jan Hoffmann, Onno Hoffmeister, Arno Hold, Daniel Hopp, Pierre Horna, Chenchen Hou, Florence Hudry, Catherine Huissoud, Sophie Hunter, Khaled Ibrahim, Sabrina Ielmoli, Tyala Anne Ifwanga, Stefano Inama, Fareha Raida Islam, Adolfo Isnado, Adolfo Isnado Donaire, Helena Israel, Adnan T. Issa, Taisuke Ito, Katya Ivanova, Arnau Izaguerrri, Alex Izurieta, Randa Jamal, Manuela Jander, Lorena Jaramillo, Maria Luz Jaureguiberry Abramowitz, Eman Javaid, Raul Javaloyes, Vicente Jimenez Fernandez, Mika Ilari Jouhki, Wendy Juan, Martine Julsaint Kidane, Juliet Kaboha, Aigar Kaeis, Thula Kaira, Edward Kalema, Amin Kammoun, Malick Kane, Naleen Kankani, Roula Katergi, Muhammad Kattan, Rima Kebbe, Nishta Keeble, Kseniia Kelly, Stephanie Kelpé, Yves Kenfack, Jennie Kengne, Argyro Kepesidi, Daniel Ker, Stephanie Kermaal, Mohammed Khan, Eunhae Kim, Sung Kyoong Kim, Sung Kim, Tae Kim, Ryan Kiruthu, Takako Kitahara, Hatem Knani, Christian Knebel, Woong Ko, Pierre Kohler, Ksenia Koloskova, Geoffrey Kossami, Chrysanthi Kourti, Paulina Barbara Kowalewska, Richard Kozul-Wright, Paul Kuku, Tomasz Kulaga, Taona Kuo, Hyejong Kwon, Margus Laak, Paulette Lacroix, Pedro Lagonegro, Sotiria Lagouvardou, Sarah Laird, Smita Lakhe, Siti Rubiah Lambert, Yevgeniy Lan, Remi Lang, Vakhtang

La CNUCED comptait
698 personnes
 dans ses effectifs
 en 2022

Lashkaradze, Alexandra Laurent, Elona Lazaj, Judith Leclercq, Regina Ledesma, Nicolas Leger, Aurelie Legrand, Terence Leonard, Dominic Leong, Anastasia Leskova, Nicole Lewis-Lettington, Guoyong Liang, Jovan Licina, Michael Lim, Clémentine Limousin, Mariangela Linoci, Yunpeng Liu, Noris Liza-Doyen, Lalen Lleander, Kevin Lopez, Lisanne Losier, Cassandre Lteif, Xiaohan Ma, Iris Macculi, Maria Cecilia Macesar, Natalia Macrii, Mariana Madeira, Marie-Antoinette Magat, Edmund Male, Isa Mamedov, Mir-Anar Mammadov, Federico Manto, Vasile Mardari, Erika Martinez, Sergio Martinez Alvarez, Juan Jose Martinez Badillo, Sergio Alfredo Martinez Cotto, Irais Martinez Esparza, Artak Marutyan, Jean-Michel Mas, Renaud Massenet, Thomas Mathew C T Mathew, Delphine Mayen, Joerg Mayer, Nicolas Maystre, Ildephonse Mbabazizimana, Vanessa Mccarthy, Kirsty Mclvor, Moritz Meier-Ewert, Massimo Meloni, Mariano Ariel Mendez, Jaime Mendoza, Natalia Meramo, Jo Michell, Anthony Miller, Fabrice Millet, Facundo Martin Miquel, Ciprian Mitocariu, Donald Mmari, Reza Mohammadi, Nigussie Mohammed, Ursula Mohrle, Marien Mokoumbou, Kuena Molapo, Tibor Molnar, Lara Ines Monti, Teresa Moreira, Pedro Manuel Moreno, David Alejandro Moreno Azua, Laura Moresino, Mirco Moretti, Monica Morrica, Bita Mortazavi, Graham Mott, Fabienne Mourlon, Marie Mugangu, Karen Mulweye, Sophie Munda, Daniel Munevar, Samuel Munyaneza, Ricardo Murillo, Emmanuel Jacob Murwon, Abdirizak Musa, Adelino Muxito, Zaw Myint, Shizette Naidoo, Remadevi Nair, Vinod Nair, Rie Namiki, Peter Navarrette, Amalia Navarro, Abraham Negash, Anastasia Nesvetailova, Chi Le Ngo, Ngoc Nguyen, Alessandro Nicita, Andra Nicoara, Isidore Njem Njem, Francine Nkurunziza, Janvier Nkurunziza, Sonia Nnadozie, Karina Novaro, Eugenia Nunez, Hilary Nwokeabia, Andreas Obrecht, Uzoma Odera, Aaron Odurodebrah, Tansug Ok, Patrick Osakwe, Josef Ostransky, Yongfu Ouyang, Victor Lautaro Ovalles Santos, Henrique Pacini, Ivana Padierna, Cecilia Palazon, Leni Papa, Yvonne Paredes-Ayma, Saeed Parto, Aslam Parvez, Malou Pasinos, Venkatasubramani Pasupathy, Igor Paunovic, Cathy Peck Arif, Anu Peltola, Denise Penello Rial, Romain Perez, Zoe Armelle Perret, Ralf Peters, Anne Kátrin Pfister, Stefanie Pillichshammer, Gabor Piski, Vadim Place, Mariòs Pournaris, Daniela Prates, Anila Premti, Angela Prescott-Decie, Khaliun Pürevsuren, Ramadhan Putra, Tamer Qasim, Tao Qi, Wen Qi, Jiajing Qiu, Carolina Quintana, Diana Quiros, Imane Radouane, Ruslan Rakhmatullin, Kamal Daniel Ramburuth-Hurt, Khairedine Ramoul, Sangramsingh Rane, Rado Razafinombana, Mariyam Raziyeva, Carlos Razo, Edvins Reisons, Rebecca Rellstab, Ximena Renault, Laurent Rey, Matfobhi Riba, Tamara Richards, Ian Richards, Gabriela Riffard Arjonas, Valentina Rivas, Veronica Rivera Cruz, Vania Robelo Valdes, Sylvia Robin, Neil Robinson, Jean-Philippe Rodde, Marisa Rodrigues, Luisa Rodriguez, Claudia Roethlisberger, Irides Romero Montoya, Andres Miguel Rondon Anzola, Wesley Kiplangat Ronoh, Diana Rosert, Manuel Ruiz, Amandine Rushenguziminega, Valeriya Ryabchina, Meng Sa, Rodrigo Jose Porfirio Saavedra Zepeda, Danushki Rangesha Sahabandu, Abdoukarim Saidali, Essie Saint-Clair, Marie-Ascencia Gina Sainvil, Yutaro Sakata, Benny Salo, Muhammed Sami, Jose Sanchez, Arantzazu Sanchez, Michael Sanders, Basel Sannoufa, Leonela Santana-Boado, Jayvee Santos, Amelia Santos-Paulino, Massimo Sartoris, Mesut Saygili, Stephanie Scheidegger, Robyn Scherrer-Keen, Willy Schmid, Carlotta Schuster, Kaimar Seljamae, Aruna Shamar, Amy-Louise Shelver, Anna Shirkovets, Miho Shirotori, Wai Si Tou, Marie Sicut, Claudine Sigam, Sivanla Sikounnavong, Miguel Siles-Bustos, Anna Filipa Silva Reis, Johanna Silvander, Robin Simpson, Elysee Sindihebura, Jerry Begg Siota, Shamika Sirimanne, Inviolata Sithole, Bismarck Sitorus, Pavel Skomorokhin, Nkurra Skyers, Anja Slany, Catalina Soare, Janna Sofroni, Farid Sohbnazarov, Olga Sollleder, Viacheslav Solomatov, Abiy Solomon, Arséma Solomon, Changbum Son, Katja Spur, Jeniece Althea St. Romain, Marko Stanovic, Irina Stanyukova, Christiane Stepanek-Allen, Sergiu Stirbet, Elena Stroganova, John Stuart, Magali Studer, Anton Sudzik, Inga Suik, Sodiq Sulaiman, Timothy Sullivan, Astrit Sulstarova, Juliette Sunthorn, William Taborda, Jenifer Tacardon, Kamal Tahiri, Amine Tahri, Zifan Tan, Amos Taporai, Teemo Tebest, Gerry Teeling, Samanta Teklemariam, Yihua Teng, Daniel Teng'o, Fatma Tepe, Kris Terauds, Yuriy Terentiev, Sarah Theurich, Sarah Thompson, Mohammad Tina, Rositsa Todorova, Hidenobu Tokuda, Sarah Fiona Toms, Elena Tomuta, Lorenzo Tosini, Lia Tostes, Antipas Touatam, Rolf Traeger, Claudia Trentini, Pamela Ugaz, Gul Unal, Olesia Ungureanu, Carla Isabel Vaca Eyzaguirre, Gustavo Valbuena, Giovanni Valensisi, Vincent Valentine, Ingmar Vali, Thomas Van Giffen, Tamar Van Straten, Craig Vangrasstek, Bianca Mihaela Vasile, Rupal Verma, Arlette Verploegh, Nathalie Vialle, Nathalie Anne Antoinette Vialle Faundez, Humberto Vieira Barbosa Laudares, Jose Henrique Vieira Martins, Katia Vieu, Sandrine Vilches, Alessandro Vitale, David Vivas Eugui, Elsa Wallin, Tianyi Wang, Anqi Wang, Victoria Wang, Dawei Wang, Claire Ward, Janak Ravinda Warnakulage, Ravinda Warnakulage, Laure Berthe Aimee Watat Wandji Epse Tiokou Ndonko, Joerg Weber, Kee Hwee Wee, Lu Wei, Nicole Weinrauch, Paul Wessendorp, Stefanie West, Erik Willems, Andrew Williamson, Glen Hamilton Wilson, Glen Wilson, Wendy Worrall, Dong Wu, Xiahui Xin, Shiqin Xu, Akari Yamamoto, Siyao Yang, Saeid Yarandi, Ali Yedan, Idil Yildiz, Brice-Richard Yombo Loufouma, Frida Youssef, Vicente Yu, Zhiliang Yu, Shurui Yuan, Anida Yupari, Gilberto Zabala, Simonetta Zarrilli, Jessica Zdralek, James Zhan, Feifei Zhang, Haomin Zhang, Yan Zhang, Liping Zhang, Ni Zhen, Zilu Zhou, Dusan Zivkovic, Didier Tibi Zoungrana, Marina Zucker Marques

CNUCED





Contacter la CNUCED

Les représentants de gouvernements
ou de missions permanentes auprès
de l'ONU peuvent s'adresser à :

iooss@unctad.org
+41 22 917 2222

Les journalistes qui souhaitent
recevoir les articles médias de la
CNUCED peuvent s'inscrire en ligne
ou prendre contact avec son service
de presse :

unctadpress@unctad.org
+41 22 917 5825

Les représentants d'organisations de
la société civile peuvent s'adresser à :

cso@unctad.org
+41 22 917 5552

Pour organiser une visite d'étudiants,
s'adresser à :

unctadinfo@unctad.org

Suivre la CNUCED

 @UNCTAD

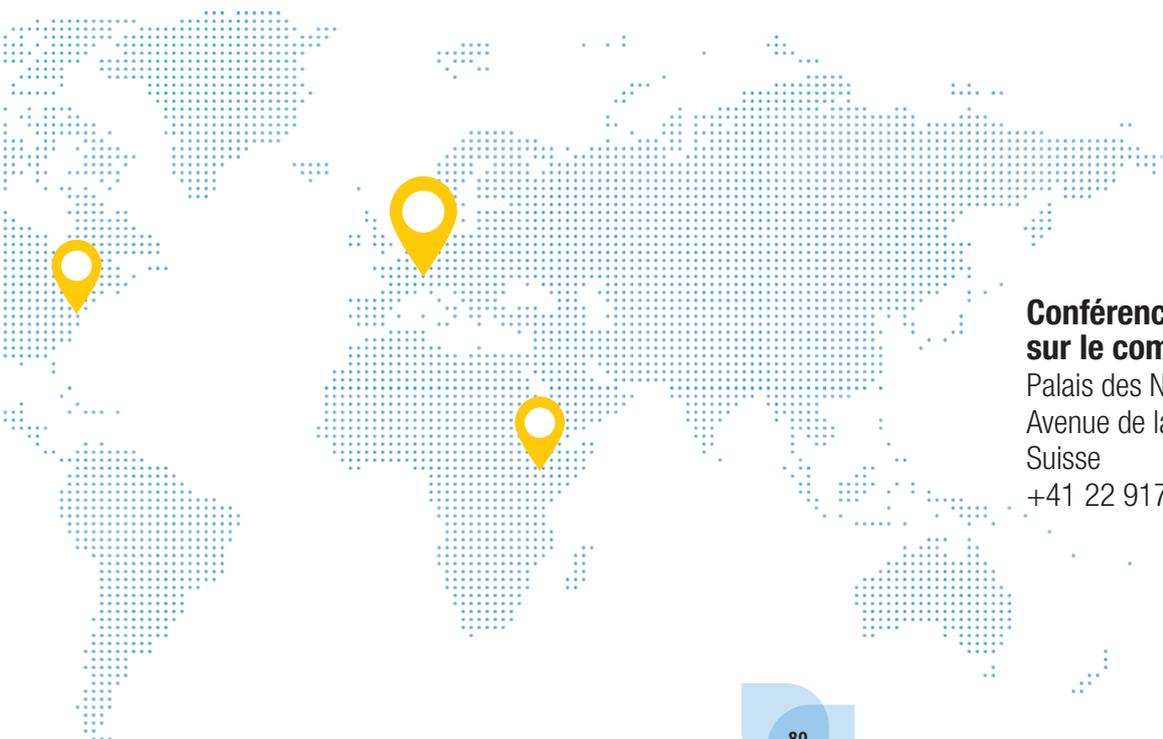
 @UNCTAD

 unctad.org/facebook

 unctad.org/youtube

 unctad.org/flickr

 unctad.org/linkedin



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Palais des Nations, 8-14
Avenue de la Paix, 1211 Genève 10
Suisse
+41 22 917 1234

© 2023, United Nations
Tous droits réservés pour tous pays

Les demandes de reproduction ou de photocopie d'extraits de la présente publication doivent être adressées au Copyright Clearance Center depuis le site Web copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, s'adresser à :

United Nations Publications
405 East 42nd Street New York,
New York 10017
États-Unis d'Amérique
Courriel : publications@un.org
Site Web : <https://shop.un.org/>

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui figurent sur les cartes n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La présente publication a été revue par un service d'édition externe.

Publication des Nations Unies établie par la Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement

UNCTAD/OSG/2023/1

eISBN: 978-92-1-002805-9

